



« Step by step »

Le président de la FLF, Paul Philipp, sur les progrès du foot luxembourgeois, ses réussites et ses écueils en matière d'intégration

Standortfaktor

In den letzten Jahren wurde die Luxembourg Pride von Unternehmen aus der Finanzindustrie vereinnahmt. Glücklicherweise ist in der LGBTQ+-Community offenbar niemand

Wahlverwandschaft

La Chambre de commerce détaille ses axes prioritaires en amont des élections. Elles sont très proches de celles défendues par son ex-président

„Flüchtigkeit, in Stein gemeißelt“

Ein Interview mit Max Dax, Schriftsteller, Journalist und Kurator

Das Leben wird schön

Wahlprogramme (1): Das „exportfähige“ Modell für die Energiewende soll Déi Gréng auch für eine dritte Runde mit DP und LSAP empfehlen

Foto: Peter Feist





Paul Philipp, lundi
au siège de la FLF



Interview : Pierre Sorlut

Le président de la FLF, Paul Philipp, sur les progrès du foot luxembourgeois, ses réussites et ses écueils en matière d'intégration

Le plus gros employeur bancaire du Luxembourg, la BGL, et sa plus importante fédération sportive en nombre de licenciés (47 000), la FLF, ont annoncé vendredi dernier repartir pour trois ans de *branding* de la principale compétition nationale de football. L'équipe nationale masculine a ramené une remarquable victoire de Bosnie-Herzégovine voilà deux semaines, sur fond de polémique sur le comportement des joueurs. Cette semaine, les footballeurs français s'expriment sur les émeutes dans l'Hexagone voisin. Nous sollicitons le président de la Fédération sur le rôle que joue le football dans l'intégration sociale.

Paul Philipp reçoit le *Land* lundi après-midi à Mondercange au quartier général de la FLF qu'il préside. C'est un siège administratif hyper fonctionnel, bâti dans la première décennie des années 2000. Aux étages, les bureaux et salles de réunion. Au rez-de-chaussée, les équipements. Au rez-de-terrain, les salles de kiné, de muscu et les vestiaires d'où les enfants de l'école de football rejoignent directement les pelouses synthétiques flamboyantes neuves. Quelques dizaines de mètres plus loin, le dôme où les graines de champions s'entraînent l'hiver : un terrain de taille officielle (soixante mètres sur cent) est protégé par une immense bulle. C'est là que se « pré-forment » les jeunes footballeurs. « Ils viennent tous les jours. Toutes les catégories jusqu'au U18, après avoir été détectés au niveau régional », détaille Paul Philipp. « On va les chercher tous les jours après l'école avec nos camionnettes (des vans Volkswagen tout confort, ndlr) à des points clés dans tout le pays. On a engagé des instituteurs pour le soutien scolaire. Le but est que le soir, quand ils rentrent, tous les devoirs soient faits », relate celui qui a lancé le système quelques temps après son arrivée.

Dans le couloir, Paul Philipp s'arrête devant une photo de la sélection masculine. « La moitié de l'équipe nationale est passée par là ». Il désigne Leandro Barreiro, star locale jouant à Mayence : « Quand ils arrivent ici, ils ont douze ans. Il faut attendre que cela rapporte quelque chose. » Une soixantaine évoluent maintenant dans des centres de formation en Allemagne ou en Belgique pour, espèrent-ils, entamer une carrière professionnelle. Quand Paul Philipp est arrivé en 2004, trois Luxembourgeois gagnaient leur vie en jouant au ballon rond. « Il faut dire que l'immigration, notamment en provenance d'ex-Yougoslavie, cela aide », poursuit-il. Le foot a une vertu intégratrice. La veille était organisé sur place le Girls Foot Day, en présence de la ministre socialiste Taina Bofferding. Dans le communiqué ministériel envoyé en marge de cet événement de promotion du football chez les filles, Paul Philipp fait valoir qu'il « n'y a plus de place pour des inégalités basées sur des clichés d'un autre temps. » À quelques pas de la photo de la

« Le football c'est le pognon. C'est vrai. Mais on oublie énormément le vecteur d'intégration »

sélection masculine, celles des féminines. Il pointe l'unique professionnelle, Laura Miller, qui évolue au Standard de Liège.

Nous passons ensuite devant la cantine « où on sert à manger aux gamins quand ils reviennent des études ». Plus de trente personnes travaillent au siège de la Fédération. Ils étaient quatre quand Paul Philipp est arrivé en 2004. Sous sa présidence, le football luxembourgeois s'est structuré. Notamment sous la férule de Reinhold Breu, directeur technique recruté en Bavière (parti fin 2020) dont l'un des gros avantages était qu'il « ne connaissait personne au Luxembourg ». « Il faisait bien son travail. Il ne regardait pas si c'était le fils à machin. Il y a eu quelques grincements de dents, mais cela a fonctionné », témoigne le président. Il détaille les différents types de licenciés, comme le championnat « corporatif » pour les entreprises dont la finale a été jouée récemment et que BGL BNP Paribas a remporté. « Mais ce n'était pas fait exprès », plaisante-t-il en montant les escaliers. On entre dans la salle de réunion du deuxième étage où l'on mène l'entretien.

d'Land : Vous avez signé un nouveau partenariat avec BGL sur le branding de la reine des compétitions nationales. À combien s'élève ce sponsoring ? Qu'est-ce que cela représente pour la FLF ?

Paul Philipp : Je ne peux pas vous donner les montants. Je vais me faire tuer. Les chiffres du sponsoring n'ont pas augmenté ces dernières années - j'ignore si cela est dû au Covid - mais nous avons gardé les partenaires qui arrivaient en fin de contrat. C'est la troisième fois qu'on signe avec eux. Ici pour trois saisons. C'est l'un des plus gros sponsors.

Quelle est la part du sponsoring dans le budget de la FLF qui est de huit millions d'euros ?

Si on ne compte pas les droits télé, c'est vingt pour cent. Beaucoup plus que l'argent qu'on reçoit de

l'État (*rires*). Les principales recettes proviennent de l'UEFA. D'abord les droits de retransmission pour les matchs de l'équipe nationale. Ensuite les fonds alloués pour d'autres projets, comme les infrastructures. Ou le foot féminin si on parvient à soumettre un programme qui tient la route. Pas mal de choses ont changé niveau transparence. On ne reçoit pas l'argent comme ça. Ce qui est tout à fait normal.

L'UEFA apporte les trois quarts du budget avec 6,5 millions d'euros. Cela paraît énorme en revenu par licencié quand on compare à l'Allemagne, la France ou l'Angleterre qui touche 10,8 millions.

Bien-sûr. On ne serait pas en vie, ou en tout cas pas comme on est maintenant, sans l'apport de l'UEFA et de la Fifa (organisation internationale chapeautant le football, ndlr).

Et, dans ces instances, le Luxembourg a également une voix, comme les grands pays...

Oui et ce qui est important comme petite nation, c'est de se souvenir qui on est et d'où on vient. Les portes sont ouvertes, mais il ne faut pas en abuser. On a une voix comme l'Allemagne, mais ce n'est pas au Luxembourg de décider ce que l'Allemagne doit faire. Il ne faut pas trop marcher sur les platebandes des autres et vice-versa.

Il y a une diplomatie de l'UEFA ?

Exactement. Cela dit, il est rare que l'on vote sur des sujets hyper importants. On reçoit souvent une information et on nous demande si on est d'accord. Il y a tout... le sportif, mais aussi les droits TV. Il faut aussi souligner qu'on élit le comité exécutif. Et là, c'est important d'avoir un bon équilibre entre grandes et petites nations, des petites et moyennes entreprises (*rires*). C'est à eux qu'on donne le droit de gérer. Car il y a seulement un congrès UEFA et un congrès Fifa par an.

Comment sont répartis les huit millions d'euros de budget ?

Si on a un budget positif c'est parce que l'équipe nationale rapporte. L'école de foot, c'est à peu près un quart des dépenses. Idem pour l'administration et le département technique, avec un million pour les matchs internationaux. L'entretien de Mondercange coûte un demi-million. Quand on a un surplus, on le partage avec les clubs pour les formateurs. Quand on peut aider... mais pour donner, il faut d'abord avoir.

Vous avez été réélu en octobre dernier. Sur quel programme ?

Je crois que c'est sur la continuité. Quelque chose est en route. Tout le monde le remarque. Mais ce n'est pas que moi. Il y a toute une administration. Les gens voient surtout l'équipe nationale. C'est la vitrine bien-sûr, mais il y a également le foot féminin ou l'entraînement qualifié. Là, le ministère des Sports aide avec des subsides.

Quand vous avez accédé à la tête de la fédération, le Luxembourg évoluait autour de la 140^e place du classement Fifa. Il évolue aujourd'hui autour de la 80^e. Avec le succès de l'équipe nationale, attendez-vous davantage de subventions publiques ? Que des partis se prononcent sur le rôle que peut jouer le sport ?

C'est délicat de dire « donnez à la FLF », même si on a besoin d'argent et qu'on ne doit pas se plaindre par rapport à d'autres. Nous devons spécifier nos besoins. Le football c'est le pognon. C'est vrai. Mais on oublie énormément le vecteur d'intégration. Regardez cette photo. (Il montre une photo de la sélection en taille réelle sur le mur). Deux dont je tairai les noms mont dit, si on n'avait pas eu le foot on aurait terminé à la gare de Luxembourg. Tout le monde ne doit pas devenir international évidemment. Mais rien que de venir dans un club de football, participer aux entraînements (pendant que les parents travaillent, le cas échéant), apprendre à gagner ou à perdre... c'est une école fantastique. C'est là où l'on pourrait aider davantage.

Comment plus d'argent aiderait-il ?

À avoir un entraînement qualifié. Les infrastructures, ça va. Parce que les communes jouent le jeu. Quand les Belges de la province du Luxembourg viennent chez nous, ils disent 'houlà'. Ils comprennent plus rien. C'est surtout pour l'encadrement. Les enfants s'entraînent l'après-midi. Ce n'est pas toujours facile pour les encadrants qui travaillent, sauf si c'est un retraité ou un instituteur. Comment compenser ? Avec un congé d'éducation pour l'encadrement. Un de nos buts ces dernières années, au vu des licences de jeunes, c'est qu'un jeune garçon ou qu'une jeune fille trouve à proximité de chez lui un club de football qui ait une catégorie d'âge où il peut jouer. Qu'ils restent avec ses amis. Un club de petit village ne trouve pas toujours les ressources humaines pour encadrer une dizaine d'équipes. L'État peut aider à remplir ce rôle social. Et on ne dit pas qu'on ne nous aide pas. Cela serait mentir. Mais on ne fait jamais assez pour les jeunes.

La victoire récente en Bosnie-Herzégovine a été saluée au-delà des frontières, même sans deux joueurs phares de la sélection. Mais des comportements ont suscité des commentaires.

Les deux joueurs, c'était deux cas très différents. Vincent Thill n'a pas très bien joué durant la première période. Ce n'était pas le seul, mais il a été sorti à la mi-temps. Il est parti du stage après le match sans prévenir l'entraîneur. Gerson Rodrigues n'a pas commencé le match, mais a marqué. Il nous a même fait gagner. C'est un artiste. Avec tout ce que cela comporte. Je répète ce que l'entraîneur (Luc Holtz) m'a dit. Le jour d'après, il n'était pas à l'entraînement. Le sélectionneur l'a contacté et comme ce n'était pas la première fois...

Mais Gerson Rodrigues a bien été entendu par la police ?

Oui, mais c'est une autre histoire avec sa copine.

Des violences conjugales ?

Certains ont dit ça sur les réseaux sociaux. Soit disant, il aurait touché sa copine. La police l'a entendu au stade, car c'est le seul lieu où ils savaient qu'il irait avec certitude vu qu'il voyage beaucoup. Ils sont venus puis ils sont repartis.

Dans le sport de haut niveau, on rappelle aux joueurs leur devoir d'exemplarité, n'est-ce pas ?

Bien sûr, on veut de l'exemplarité. Tout le monde l'a un peu su via Facebook... Ce n'est pas facile de gérer 25 égos et là ce sont des petites vedettes.

En France ces derniers jours, les réactions de Kylian Mbappé sur les réseaux sociaux ont été scrutées en marge des émeutes. La star française a été accusée d'avoir soufflé sur les braises après la mort du jeune Nahel et d'avoir tardé à calmer le jeu quand les banlieues se sont embrasées. Est-ce normal ?

Est-ce qu'on les force pas indirectement un petit peu ? D'avoir des comptes sur les réseaux sociaux... si vous voulez rester dans le business. C'est le problème. Je parle-là des stars qui négocient leurs droits à l'image. On ne peut pas dire que ça n'existe pas parce qu'on a la preuve 49 fois par jour. Il faut s'en accommoder. Après la défaite contre Malte, Gerson Rodriguez était encore entouré de 300 ou 400 jeunes à signer des autographes. Il jouait le jeu aussi... il a une ligne de vêtements... de notre temps cinq minutes après la défaite on se faisait sonner les cloches au vestiaire. C'est une énorme responsabilité et ils ne sont pas toujours formés pour donner leur avis.

Cette responsabilité ne revient pas non plus aux entraîneurs...

Quand le professeur a un problème avec un jeune de chez nous qui ne fait pas assez ses devoirs, il se tourne



vers l'entraîneur et lui demande de le priver d'entraînement s'il n'y a pas de progrès. Cela a beaucoup plus d'influence que si le professeur le dit lui-même. Le football est un levier. Il faut en être conscient. C'est aussi une grande responsabilité.

Vous évoquiez le travail en cours pour le foot féminin. Le football est aussi vecteur d'inclusion. L'UEFA finance des campagnes de tolérance. En cette Luxembourg Pride Week, la FLF a t-elle organisé des programmes de sensibilisation pour éduquer ses affiliés ? Travaille-t-elle sur ces sujets ?

Oui, alors notre premier souci, c'était le football féminin (entre huit et dix pour cent des licenciés, ndlr). Parce qu'il faut dire que dans le foot on a des clichés d'un autre temps. Il nous fallait montrer aux gens qu'il était tout à fait normal qu'une fille joue au foot.

Egalité des genres donc...

Oui exactement. Donner les mêmes chances. C'est assez difficile. On est tout de suite mis d'un côté ou de l'autre. Ce n'est pas évident. Par exemple, les filles ne touchent pas les mêmes primes au Paris-Saint-Germain que Mbappé. Il y a toujours la règle de l'offre et de la demande. Si on voulait retourner le problème... l'aide de l'UEFA est largement insuffisante par rapport aux efforts financiers. On fait cinq fois plus d'investissements dans le foot féminin qu'avant, mais les subsides de l'UEFA pour cela n'ont pas augmenté. Actuellement nos filles participent aux qualifications, elles font des stages pour préparer leur matchs comme les garçons... mais c'est grâce à l'argent qui rentre des garçons. Parce que nous on doit aussi fonctionner.

Donc vous manquez d'argent pour mener des programmes ?

Non. Non. On ne manque pas d'argent. On veut faire plus pour les filles, mais on doit avoir l'argent pour le faire.

Et pour les programmes de sensibilisation contre l'homophobie et le racisme ?

Contre l'homophobie et le racisme on a une charte, des spots TV... oui... c'est *step by step*.

Quels sont les endroits où l'on joue le plus au foot au Luxembourg ? Est-ce que des analyses ont été menées, notamment pour mener des projets sociaux ?

Il y a plus de clubs dans le Sud du pays. Si on prend Esch, à l'époque c'était la ville des Italiens. Géographiquement, les localités sont plus proches les unes des autres aussi dans le Sud (ce qui facilite l'écosystème et les compétitions, ndlr). À Luxembourg au début des années 2000, il y a eu une grande fusion de laquelle

« Si on n'avait que des Schmitt ou des Thill, on n'aurait pas beaucoup de clubs »

est née le Racing (présidé par la notaire Karine Reuter, ndlr). À mon époque, en première division, il y avait quatre ou cinq clubs de la capitale. Comme le Spora (Belair), n'existe plus, Merl croule sous les demandes alors que le club a déjà une vingtaine d'équipes. La fusion génère une baisse du nombre de licences et un manque de solutions pour les jeunes qui cherchent un club dans le quartier.

Le déclin du foot dans la capitale n'est pas lié au marché du travail, avec par exemple des étrangers de passage pour un emploi ?

Peut-être pour ces salariés de passage, mais on voit aussi que l'immigration se dirige massivement vers le foot. On le constate ici à l'école. Ils viennent tous de quelque part. Ex-Yougoslavie, deuxième génération. Cap Vert, deuxième ou troisième, Italie et Portugal c'est encore plus ancien. Nous, on en profite énormément dans les sélections. Mais je vais aussi voir les matchs de barrage des divisions inférieures. Sur les 22 joueurs, 16 ou 17 sont de couleur. Et ce sont des gens intégrés qui parlent mieux luxembourgeois que moi. Cette intégration à travers le foot, c'est une des choses dont nous sommes les plus fiers, à tous les niveaux. Si on n'avait que des Schmitt ou des Thill, on n'aurait pas beaucoup de clubs. Chaque lundi, on donne des cours de Luxembourgeois aux parents qui en ont besoin pour accéder à la nationalité et que leurs enfants jouent en sélection officielle.

Le football catalyseur d'intégration. Mais n'y a-t-il pas un certain miroir aux alouettes vis-à-vis de la professionnalisation ?

Oui, l'attente des parents envers les enfants est parfois démesurée. Chaque début de saison, on explique le système : les études, les navettes, ce qu'on donne à manger, etc. J'explique qu'un des buts de l'école de foot est de donner un maximum de chances à un gamin ou une gamine qui souhaite devenir pro, mais je précise toujours que la majorité n'y parvient pas.

Qu'en est-il de la professionnalisation en BGL Ligue ?

C'est très difficile de dire. Tous les joueurs sont payés par les clubs. Certains ont des contrats de travail, employés par le club. D'autres touchent de l'argent sans contrat. Une partie des joueurs ont un travail à côté. Aucun club ne remplit vraiment les critères de l'UEFA en matière de professionnalisation, sur le nombre de joueurs sous contrats, d'entraîneurs, etc. Les clubs ne veulent ou ne peuvent pas s'y tenir.

Que pensez vous du recours déposé par Flavio Becca (propriétaire du Swift Hesperange) contre la fédération et l'UEFA lesquelles empêcheraient les clubs de créer et gérer des compétitions transnationales ?

Ce truc est entre les mains des avocats. Cela va durer très longtemps.

Un club n'a pas le droit de participer à un championnat étranger. Il doit jouer dans celui de sa juridiction de résidence ?

Si. Mais il n'aura pas les avantages qu'il a ici. Par exemple d'accéder à une coupe d'Europe sur les places allouées au Luxembourg.

On peut pas gagner de l'argent avec un club de foot au Luxembourg faute de masse critique ?

Il n'y a pas d'argent de la télévision. Le public n'est pas là en masse. Il n'y a pas le retour sur les investissements nécessaires pour remplir les critères UEFA. ●

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

D'parlamentaresch Aktualitéit, ëffentlech Sëtzungen,
nei Gesetzter a Froen un d'Regierung

D'Chamberblietche
gratis bei Iech heem

Abonéiert Iech, wann Dir et wëllt gratis heemgeschéckt kréien:

Entweder **per E-Mail** un abocro@chd.lu,
andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt,

oder schéckt dëse Coupon ausgefüllt **per Post** un: Chambre des Députés, Service du
compte rendu, 23 rue du Marché-aux-Herbes,
L-1728 Luxembourg

Op **www.chd.lu** oder iwwer de **QR-Code** kënnt Dir Iech
och **elektronesch** abonéieren.

Coupon fir e Gratis-Abo op d'Chamberblietchen:

☐ Ech abonéiere mech fir déi **elektronesch** Versioun

E-Mail: _____

☐ Ech abonéiere mech fir d'**Pabeier**-Versioun

Numm: _____

Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____

Boîte postale: _____ Code postal: _____

Uertschaft: _____

Land: _____

D'Chamberblietche wäert Iech iwwer eng extern Firma zougestallt ginn. Är Donnée ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert, wat Dir entweder per E-Mail un abocro@chd.lu maache kënnt oder unhand vum Coupon, deem Dir am Compte rendu fanne wäert. Fir méi Informatiounen kënnt Dir Iech un déi uewe genannten Adress wenden.

Biographie

Paul Philipp, né le 21 octobre 1950 à Dommeldange, a été réélu en octobre dernier à la tête de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF). Il avait succédé en 2004 à Henri Roemer. À l'inverse de son prédécesseur libéral et d'autres encore avant lui (Norbert Konter, CSV, René Van den Bulcke, LSAP, ou Émile Hamilius, DP), Paul Philipp n'appartient pas au sérail politique, jadis attiré par la popularité liée au foot. L'illustre moustachu a acquis sa notoriété en jouant au ballon rond, à Beggen et dans des grands clubs belges (l'un des trois professionnels luxembourgeois de son époque), puis en devenant sélectionneur, de 1985 à 2001. pso

LEITARTIKEL

Resilienz, karbonfreie

Peter Feist

Eigentlich hatte Claude Turmes (Grüne) am Dienstag eine Pressekonferenz geben wollen. Doch dann referierte er eine Dreiviertelstunde über die Landesplanung und versorgte sein Publikum mit so vielen Informationen, dass es danach kaum Fragen gab. Aber als Landesplanungsminister äußert er sich viel seltener denn als Energieminister, und was er zu erzählen hatte, klang gut. Es ging um das neue Leitprogramm für die Landesplanung. Der Endfassung hat der Regierungsrat vor zwei Wochen grünes Licht gegeben, nachdem die Stellungnahmen aller Gemeinden und die Gutachten von Experten eingearbeitet waren. So dass nun auf 230 Seiten eine Strategie und ein Ansatz zur Umsetzung vorliegt: Um die Städte in ihrer Entwicklung zu stärken und Dörfern, die sich zu Schlafgemeinden entwickelt haben, dörflichen Charakter zurückzugeben. Um den Bodenverbrauch drastisch zu senken. Und – das ist neu – damit in Zukunft auch grenzüberschreitend geplant werden kann. Alles mit Horizont 2035.

Weil man sich unter dem Leitprogramm mehr vorstellen kann, wenn konkrete Projekte erwähnt werden, zählte Turmes eine ganze Reihe auf. So soll im Großraum der Hauptstadt, der „AggloLux“, ein Grüngürtel mit „refuges climatiques“ entstehen; der Bambesch soll eine sein. Im Süden („AggloSud“) soll ein Masterplan die Gewerbezone Foetz von der Monokultur in Mischnutzung überführen. In Redingen entsteht ein „Mobilitäts-Hub“. Landwirtschaftliche Flächen sollen über einen *Plan sectoriel* als solche reserviert werden. Die Liste ließe sich fortsetzen. Wie die Projekte vorangetrieben werden – ihre „gouvernance“ –, unterscheide, so Turmes, seinen Ansatz von dem von CSV-Minister Michel Wolter vor 20 Jahren. „Ans IVL-Konzept hat ja niemand sich gehalten.“

Das war ein Stück Wahlkampf. Ob das neue Leitprogramm besser befolgt wird, muss sich zeigen. Wie vor 20 Jahren gilt, dass Staat und Gemeinden ihre eigene Planungshoheit haben. Weil Kollisionen zwischen beiden in der Vergangenheit oft vor Gericht landeten, ist das Leitprogramm seit 2018 nicht mehr rechtsverbindlich und muss von den Gemeinden lediglich „in Betracht gezogen“ werden. Hinzu kommt: Der Landesplanungsminister hat gegenüber seinen Kabinettskolleg/innen keine besonderen Kompetenzen; er „koordiniert“ nur alles, was die Landesplanung betrifft. Und: Grundstücksbesitzer haben eigene Interessen.

Auf Seite 155 des Leitprogramms wird die Frage „Vers une modification de la constitution luxembourgeoise?“ aufgeworfen. Die Ziele und Prinzipien der Landesplanung seien derart wichtig für „Resilienz“ und „Dekarbonisierung“, dass darüber nachgedacht werden sollte, ähnlich wie in der Schweiz dem sorgsam Umgang mit der Ressource Boden Verfassungsrang zu geben. Wahrscheinlich wäre das eine gute Idee. Wonach jedoch ein ganzer Körper von Gesetzen neu zu entwerfen wäre, angefangen von den Planungen selber, über die Gemeindefinanzierung, und vielleicht bis hin zur territorialen Struktur des Landes. Bei unveränderter Rechtslage bliebe der nächsten Landesplanungsministerin, die natürlich auch ein Minister sein kann, kaum mehr, als Turmes unternahm, um Konsens für sein Programm zu schaffen – und was schon seine Vorgänger unternahmen, um Konsens für ihre Politiken herzustellen: Überzeugungsarbeit.

Das aber ist aufwändig, vor allem personalintensiv. Es erfordert den Einsatz von Ministeriumsbeamten vor Ort, vielleicht nicht ständig, aber oft. Das zeigte sich bei allen Versuchen, neben der Planung *top-down* durch den Staat auch eine „Regionalplanung“ *bottom-up* mit und durch die Gemeinden einzurichten. 2009 wurde dieses Instrument aus dem Besteckkasten des Landesplanungsgesetzes entfernt. Claude Turmes berichtete am Dienstag, die Gemeinden bekämen Berater bezahlt; mit dem Innenministerium seien „Leitfäden“ gedruckt worden. Er selber habe für den Staatshaushalt 2024 um mehr Personal für das Landesplanungsministerium ersucht. Das ist der Punkt: Landesplanung geht im Ansatz derart gegen alles Etablierte – und Kurzfristige –, dass sich ihr offenbar nur mit viel Geld zum Funktionieren verhelfen lässt. Das sollte nicht so sein, wenn es um Resilienz und Dekarbonisierung geht, und um die nächsten Generationen. 2035 ist ja schon bald.

P O L I T I K

Ganz große Koalition

Obwohl 68 Prozent der Befragten beim Politmonitor von *Wort* und *RTL* die Arbeit der DP-LSAP-Grüne-Regierung als gut bewerten – darunter die Mehrheit der CSV-Stammwähler/innen –, wünscht sich fast die Hälfte von ihnen (48%), dass die CSV in die nächste Regierung kommt. Ebenfalls 48 Prozent wollen die LSAP in der neuen Regierung, die DP wollen 46 Prozent. Zu dritt dürften sie als „ganz große Koalition“ jedenfalls eine solide Mehrheit haben. Von den Spitzenkandidat/innen bleibt Xavier Bettel (Foto: Olivier Halmes) mit 32 Prozent Zustimmung der beliebteste, gefolgt von Luc Frieden (23%) und Paulette Lenert (22%). Deren Arbeit in der Regierung schätzen die Befragten offenbar besonders, denn trotz der Attacken der CSV in den letzten Monaten sind 70 Prozent mit den Leistungen der Gesundheitsministerin zufrieden. Unzufrieden sind die von Ilres Befragten mit der Arbeit der Regierung in den Bereichen Chancengleichheit, Armutsbekämpfung, Steuergerechtigkeit und Wohnungsbaupolitik. An ihrer Sicherheits- und Klimapolitik scheiden sich die Geister. Schlecht im Politmonitor schneiden, wie schon bei den Gemeindewahlen, die Grünen ab: Nur noch 22 Prozent (gegenüber 29% im April) wollen sie in der Regierung, ihre Spitzenkandidatin Sam Tanson würden nur vier Prozent gerne als neue Premierministerin sehen (zwei Prozentpunkte weniger als im April). Retten kann sie vielleicht noch François Bausch, der im Zentrum Ko-Spitzenkandidat wird, jedoch nicht mehr für ein Regierungsamt zur Verfügung steht: 64 Prozent der Befragten sind der Ansicht, dass er als Mobilitätsminister gute Arbeit geleistet hat. ll

Lydie 4 ever



Le DP a récolté 40,7 pour cent des voix au Ban de Gasperich le 11 juin. « Die DP holte im Ban de Gasperich ihr bestes Ergebnis und die CSV ihr zweitbestes (24,3) », note Fernand Fehlen dans l'édition actuelle de *Forum*. Le pionnier des analyses électorales a épluché, quartier par quartier, les résultats des dernières communales dans la Ville de Luxembourg. Bonnevoie apparaît comme le quartier le plus à gauche, même si, avec

un score cumulé de quarante pour cent, Déi Gréng, Déi Lénk et le LSAP n'y obtiennent pas une majorité. Les micro-fiefs des partis se répartissent ainsi : Ban de Gasperich, Eich et Konviktsgaart pour le DP (photo : Olivier Halmes) ; Ville Haute, Ban de Gasperich et Cessange pour le CSV ; Bonnevoie Sud, Limpertsberg et Pfaffenthal pour Déi Gréng ; Hospice Civil Hamm, Grund-Clausen et Gare pour le LSAP ; Bonnevoie-Nord, Bonnevoie-Sud et Gare pour Déi Lénk ; Hamm, Weimerskirch et Pfaffenthal pour l'ADR ; Beggen, Pfaffenthal et Hamm pour les Pirates. Il existe une corrélation assez forte entre les populistes de droite (ADR) et de gauche (Pirates) qui surperforment dans les mêmes quartiers. Le crash le plus violent s'est produit à la Fondation Pescatore où le CSV est tombé de quarante à 23 pour cent. bt

Universitéit

Das Liser hatte in seinem vor einem Monat veröffentlichten *Observatoire social* für das Jahr 2022 erste Anzeichen von Gentrifizierung in Esch/Alzette festgestellt. Die Frage, wie diese sich auf das Wahlverhalten auswirken, lässt sich vielleicht anhand der Auswertung der einzelnen Wahlbüros beantworten. Genau wie die Sozialstruktur unterscheiden sich auch die Wahlresultate in dem neuen (zweitkleinsten) Viertel Universität deutlich vom Rest der Stadt. In der Trabantenstadt Belval, wo fast die Hälfte der überdurchschnittlich jungen und gut verdienenden Einwohner/innen in den Sektoren Bildung, Kommunikation, Finanzen und Versicherungen sowie Wissenschaft und Forschung beschäftigt sind, liegen die traditionellen Volksparteien CSV (20,6 %) und LSAP (23,6 %) weit unter ihrem Gesamtergebnis von jeweils rund 30 Prozent. Die Grünen liegen mit 14,7 Prozent 5,5 Prozentpunkte über ihrem Gesamtergebnis und das Resultat der ADR ist in Belval fast doppelt so hoch wie im gesamten Escher Durchschnitt. Auch DP, Piraten und Déi Lénk schneiden in Belval noch überdurchschnittlich gut ab.



Die CSV erzielte den höchsten Stimmenanteil im kleinsten Viertel Hiël (wo ihr Schöffe André Zwally wohnt), die LSAP im Viertel Fettmeth/Sommet. Die DP schnitt im sozial benachteiligten Zentrum (Brill und Al Esch) wesentlich besser ab als Déi Lénk, die ihr bestes Resultat bei den Briefwähler/innen und ihr schlechtestes in Lallingen und im Brill erzielte. Die Grünen bekamen verhältnismäßig viele Stimmen in den Oberschicht-Vierteln Dellhéicht und Wobrücken und verhältnismäßig wenige im Neudorf, wo CSV und Linke gut abschnitten. Obwohl der Anteil an Nicht-Luxemburger/innen an der Gesamteinwohnerzahl in Esch bei über 55 Prozent liegt, stellten sie bei den Wähler/innen nur 19 Prozent. ll

P E R S O N A L I E

Roy Reding,

seit zehn Jahren ADR-Abgeordneter, hat seine Parteikarte vergangene Woche abgegeben, nachdem seine ehemalige Partei ihn für die Kammerwahlen nicht mehr für die Zentrum-Liste nominieren wollte. Grund dafür sei sein häufiges Fehlen, bei zwei Drittel der Sitzungen sei er nicht anwesend gewesen. Während die ADR von Reding die Rückgabe seines Mandats verlangt, um dem Zweitgewählten Alex Penning den Sitz zu überlassen, spricht Reding von einem „flagranten Vertrauensentzug“ und bleibt nun erst recht auf seinem Mandat sitzen. Zehn Minuten Sendezeit auf *RTL* nutzte er gestern zur Verteidigung: Er sei außerhalb der Plenarsitzungen sehr wohl politisch aktiv gewesen – dort, wo die eigentliche Arbeit anfallte. Weiter gab er Tom Weidig und Alex Penning die Schuld dafür, dass sich der Ton im Zentrum radikalisiert habe, und qualifizierte deren Ideen als „völkisch“. Der Frage, warum ihn das vor dieser Affäre nicht gestört habe, wich er mit politischen Attacken gegen seine ehemaligen Kollegen aus, bevor er als nun parteiloser Abgeordneter verkündete, er

sei kein Politiker, sondern ein „Mensch, der als Anwalt sehr viele Missstände gesehen hat und etwas unternehmen musste“. Obwohl Reding Gespräche mit Frank Engel geführt hat, wird er nicht auf der Zentrum-Liste von Fokus kandidieren. sp

S O Z I A L E S

3 647 mal atypisch

„Atypische“ Grenzpendler sind im Luxemburger Sozialjargon jene Menschen, die ihren Wohnsitz im Großherzogtum gegen einen im grenznahen Ausland eingetauscht haben und weiter in Luxemburg arbeiten. Vergangenes Jahr entschieden sich 3 647 Personen dafür, schreibt die Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS). Was einem Zuwachs der Abgänge um drei Viertel gegenüber dem Jahr 2012 entspricht. Doch während unter den 2 091 damals Gezählten 893 Aktive mit französischer, belgischer oder deutscher Staatsbürgerschaft in der Mehrzahl waren, gefolgt von 477 Luxemburger/innen, 378 Portugies/innen und 343 Aktiven mit anderer Nationalität, stellten 2022 die Luxemburger/innen mit 1 082 das Gros. Die Portugies/innen waren nicht viel weniger zahlreich (994), etwas weniger die Belgier/innen, Französ/innen und Deutschen (911), gefolgt von anderen Nationalitäten (660).

Über die Gründe für die Wohnsitzwechsel ist dem IGSS-*Aperçu* Nr. 24 vom Juni 2023 nichts zu entnehmen. Hervorgehoben wird aber, dass knapp ein Drittel der gegenüber 2012 vermehrten Abgänge auf das Bevölkerungswachstum in Luxemburg zurückzuführen sei, mehr als zwei Drittel auf ein „Verhalten“. Insgesamt wurden vor allem jüngere Aktive zu *frontaliers atypiques*, 25- bis 34-Jährige machten 52 Prozent aus. Luxemburger/innen ließen sich vor allem in Deutschland nieder (zu 65%), Portugies/innen

zu 61 Prozent in Frankreich, während Staatsangehörige der drei Nachbarländer vor allem in diese wechselten. Bemerkenswert ist noch, dass 40 Prozent der *frontaliers atypiques* Luxemburg nach weniger als fünf Berufsjahren verließen, von ihnen mehr als jeder Vierte nach dem ersten Jahr. Unter der 60-Prozent-Mehrheit wiederum, die später in eines der drei Nachbarländer zog, tat jeder Vierte das nach mehr als 20 Berufsjahren hierzulande. Insgesamt waren Personen, die man früher Arbeiter genannt hätte (die IGSS nennt sie „cols bleus“), mit 40 Prozent weniger stark vertreten als „cols blancs“ (60%). Jeder zehnte Abgang schließlich führte über die Großregion hinaus. Die IGSS erläutert aber nicht, von woher diese Menschen nach Luxemburg zur Arbeit kommen. Ebensowenig, wieviele *frontaliers atypiques* es insgesamt gibt; die Rede ist nur von den Abgängen in einem Jahr. pf

D ´ L A N D

E-Luxemburgensia

Die Nationalbibliothek (BNL) hat 307 weitere *Land*-Ausgaben auf die Webseite *eluxemburgensia.lu* gestellt. Es handelt sich um die Jahrgänge 2017 bis 2022, die kostenlos konsultiert werden können. Seit 2013 sind dort bereits alle Ausgaben von 1954 bis 2007 zu finden. Wurden diese von der BNL aufwändig digitalisiert, hat die neuen Inhalte die *Land*-Redaktion in digitaler Form geliefert. Während die Texte der meisten Artikel auch in unserem Webarchiv unter *land.lu* zu finden sind, bietet *eluxemburgensia.lu* Zugang zu den ganzen Ausgaben, mit Fotos, Anzeigen und den *Déck Frënn*. Die Redaktion wird die BNL dabei unterstützen, die noch verbleibende Lücke 2008 bis 2016 zu schließen. Die in diesem Zeitraum erschienenen Texte sind unter *land.lu* zu finden; unser Online-Textarchiv beginnt 1999. Wer nach älteren Texten sucht, wird zu *eluxemburgensia.lu* umgeleitet.

Blog

Das Leben wird schön

Peter Feist

Wahlprogramme (1): Das „exportfähige“ Modell für die Energiewende soll Déi Gréng auch für eine dritte Runde mit DP und LSAP empfehlen



Nach nur zwei Stunden war das Wahlprogramm bei einer Enthaltung angenommen

Der Wahlprogramm-Kongress der Grünen vergangen Samstag im Forum Geesseknäppchen dauerte nur zwei Stunden. Die Hälfte der Zeit hielt Spitzenkandidatin Sam Tanson eine wenig leidenschaftliche Rede; die Kombination von Politik und Emotionen ist nicht ihr Ding. Mit etwas mehr Angriffslust vertrat zwei Tage später Parteipräsident Meris Sehic die grüne Programmatik im *RTL Radio*.

Doch was heißt Angriff: Für Déi Gréng geht es strategisch nicht um den Premier-Posten. Sondern um eine dritte Runde mit DP und LSAP. Vor fünf Jahren gingen sie davon aus, dass kein Weg an der CSV vorbeiführte. Nähe zu ihr suchten sie mit einem moderaten Wachstumswahlkampf. Ohne Überfremdungsängste zu schüren, sondern um von einer Position intellektueller Redlichkeit aus zu fordern: „wir [müssen] die Geschwindigkeit und die Art und Weise unseres Wachstums in Frage stellen“.

Auf den 167 Seiten des Programms 2023, das noch kein Motto hat und bis zum gestrigen Donnerstag nur als Textdokument ohne Layout auf der Webseite der Partei stand, kommt „Wachstum“ ebenfalls vor. Aber nur fünf Mal und nicht als Entwicklung, die Luxemburg zu überfordern drohe, sondern die durch Management beherrschbar sei. Durch einen „Stresstest“ für die Wasserversorgung etwa (S. 83), mit neuen Schulen (S. 127) und weiteren Psychiatrie-Betten (S. 141). Dass „wir – trotz Bevölkerungswachstums – weniger Restmüll produzieren“, wird auf der ersten Seite des Programms als Erfolg angeführt.

Ihr politisches Kerngeschäft, den Umwelt- und Naturschutz, stellen Déi Gréng wie 2018 an vorderste Stelle. Der erste Satz im Programm lautet: „Die Natur braucht uns nicht. Wir aber brauchen sie. Wir haben nur diesen einen Planeten...“ Elf Seiten lang ist das Kapitel zum Arten- und Ressourcenschutz, in dem auch immer wieder „besser schützen“, „strenger Schutz“ oder „wenn nötig, verstärken“ vorkommen. So wollen die Grünen „30% der nationalen Fläche unter Schutz stellen“, ein Drittel davon unter „strengen Schutz“. Gleichzeitig versprechen sie „administrative Hürden im Umweltbereich“ abzubauen und „Genehmigungsprozeduren [zu] beschleunigen und [zu] digitalisieren“ (S. 4).

Wie kategorisch grün oder aber auf politische Machbarkeit hin optimiert das Programm aufgestellt werden sollte, war Gegenstand interner Diskussionen. Am Samstag war davon kurz ein Echo zu vernehmen: Die Bettendorfer Mobilitäts-Aktivistin Laure Simon-Becker schlug vor, der Aufzählung von Straßenbauvorhaben im Wahlprogramm (S. 73/74) hinzuzufügen, sie würden nur realisiert, falls „kurzfristig kein Abwärtstrend bei der individuellen Mobilität zu erkennen“ ist. Sie wolle „nicht in einer Partei sein, von der es heißt, ah, das sind doch die mit den Straßen!“ Der deshalb ein wenig aufgebrachte Minister François Bausch belehrte sie, seit seinem nationalen Mobilitätskonzept *PNM 2035* seien Straßen „multifunktionale Korridore“ und sollten unter anderem den Autoverkehr innerorts reduzieren. Übrigens sei das *PNM* „schon zweimal international ausgezeichnet“ worden. Bei

Déi Gréng versprechen genug Beihilfen für alle. Und eine „grüne Rendite“ aus einem „Transitionsfonds“

einer Gegenstimme und einer Enthaltung gab der Kongress Bausch recht.

Die Straßen-Frage war einer der wenigen Änderungsanträge, über die separat abgestimmt wurde. 130 Anträge waren beim Exekutivkomitee der Partei insgesamt eingegangen. 200 weniger als 2018 zwar, doch angesichts der kurzen Zeit, die zum Aufstellen des Programms zur Verfügung stand, nicht so wenige. Mit 100 Anträgen erklärte die Exekutive sich einverstanden; der Kongress nahm sie *en bloc* an. Nur wenige Delegierte legten Wert darauf, ihren Antrag noch zu präsentieren. Fabricio Costa etwa, Sprecher der Jonk Gréng, hatte sich dafür eingesetzt, „Klimaneutralität“ nicht erst in 20 Jahren anzustreben (also 2043), sondern „bestenfalls“ 2040. Ein großer Unterschied ist das nicht, und es wurde akzeptiert. Zustimmung erhielt auch seine Idee, jedem Kind ab der Geburt einen Anteil an dem öffentlichen Investitionsfonds zur Finanzierung der Energiewende zu geben (S. 14). Die Grünen wollen den Fonds für Investitionen in erneuerbare Energien in Luxemburg einrichten. Bürger/innen, die sich beteiligen, sollen eine „grüne Rendite“ erhalten (S. 14).

Technikgläubig und marktkonform ist der klima- und energiepolitische Ansatz, der bis in die Wirtschaftspolitik hinüberreicht. Und als Angebot, aus der „Energie-Transitioun“ das förderierende Thema für die nächste Regierung zu machen, scheint er sich eher an DP und LSAP zu richten als an die CSV, die den Grünen wegen Spitzenkandidat #Luc nicht geheuer ist. Sam Tanson frohlockte am Samstag, dank Déi Gréng sei das „Luxemburger Modell“ der Energiewende sogar „exportfähig“. Weil es ohne Verbote auskommt. Anders als in Deutschland, wo der monatelange koalitionsinterne Streit um das „Heizungsgesetz“ die Grünen um Wirtschaftsminister Robert Habeck den höchsten politischen Preis kostete. Tanson klagte, das „Grünen-Bashing“ sei „über die Mosel zu uns geschwappt“.

Im Energie-Kapitel von Déi Gréng kommt „Pflicht“ nur als „Solarpflicht“ für neue Wohngebäude (das liegt in der Linie schon geltender Verordnungen) und Parkhäuser vor (S. 58). Sowie als „Ladesäulenpflicht“ für öffentliche Institutionen und öffentlich zugängliche Parkplätze (S. 65). Abgesehen davon verspricht die Partei, „ausreichend finanzielle Mittel bereitzustellen, damit alle Sektoren und alle Bürger*innen an der Energiewende teilnehmen können“ (S. 57). Die

Erzeugung grünen Stroms an und die energetische Renovierung von Wohnhäusern soll staatlich „vofinanziert“ werden; zunächst testweise für einkommensschwache Haushalte, danach für alle (S. 58). Wer grünen Strom selber produziert, soll ihn auch selber verbrauchen und darauf keine Steuern zahlen müssen (S. 59). Für die „Wärmewende“ versprechen die Grünen eine „gute Förderkulisse und organisatorische Hilfen beim freiwilligen Umstieg von einer fossilen Heizung“ (S. 62). Für eine „Wärmepumpen-offensive“ wollen sie die Förderprogramme „weiterführen“ (S. 63). Für Elektroautos auch; für Haushalte mit niedrigem Einkommen sollen sie durch ein „soziales Leasing“ erschwänglich werden (S. 65).

Unternehmen werden ebenfalls Hilfen zum energetischen Umstieg in Aussicht gestellt. Wirtschaftspolitik ist im grünen Wahlprogramm in erster Linie Energiepolitik. Erwähnt werden vor allem Industrie, Handwerk, Einzelhandel und Tourismus. Dem Finanzplatz sollen „Sorgfaltpflichten („due diligence“) zu Menschenrechten und Umweltschutz“ auferlegt werden (S. 105).

Wie die für alle bekömmliche Energiewende finanziert werden soll, ist dem Programm nicht klar zu entnehmen. Dass der öffentliche Transitionsfonds nicht alles tragen soll, ist zu vermuten. Blicke es beim aktuellen Finanzierungsmodus, würde nicht zuletzt die CO₂-Steuer herangezogen. Déi Gréng wollen sie weiterhin jedes Jahr um fünf Euro pro CO₂-Tonne erhöhen. Was vorwegnimmt, dass ab 2027 ein europäischer CO₂-Preis von 45 Euro die Tonne gelten soll; bei Beibehaltung des aktuellen Besteuerungsrythmus käme Luxemburg dann genau dort an. Jedoch wollen die Grünen, „die Preise für Tabakprodukte an die Preise unserer Nachbarländer angleichen“ (S. 140). Das ist mehr als ein Detail, denn das Tankstellengeschäft funktioniert im Paket. DP-Finanzministerin Yuriko Backes erklärte *RTL* vor einer Woche, die Staatskasse schöpfe mittlerweile eine Milliarde Euro jährlich aus den Akzisen und der TVA auf Tabak. Ein Ende des Tabaktourismus ergäbe folglich ein Milliardenloch. Und wäre vielleicht auch das Ende des letzten Stücks Tanktourismus, das die Energiewende aus dem Ausland finanzieren hilft. Robert Habeck hat so einen Trumpf nicht in der Hinterhand.

Dabei versprechen Déi Gréng auch eine „gerechte Steuerreform“. Eine einzige Steuerklasse künftig sowie Entlastungen bis zum dreifachen Mindestlohn. Was sich vielleicht nicht nur durch stärkere Besteuerung höherer Einkommen gegenfinanzieren lässt. Für eine wieder eingeführte Vermögenssteuer will die Partei einen Freibetrag von einer Million Euro gewähren, außerdem Eigenheime davon ausnehmen, in denen die Steuerpflichtigen selber wohnen. Auch Kapitalerlöse wollen die Grünen „stärker“ besteuern. Und, ganz neu, Mehrwerte, die sich aus der Umwidmung von Grünland in Bauland ergeben. Ebenfalls ganz neu: eine CO₂-abhängige Immatrikulationssteuern für Autos. Solange es Verbrennerautos noch gibt. Ob sich das zum Aufreger im Wahlkampf entwickelt, bleibt abzuwarten: Es steht auch im neuen Energie- und Klimaplan (Pnec) der Regierung, der auch DP und LSAP angehören. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Rue de la Grève

Am Samstag trat die neue Verfassung in Kraft. Ihr Artikel 28 sieht alt aus. Er enthält den Satz: „La loi organise l'exercice du droit de grève.“

Neun von zehn Erwerbstätigen arbeiten gegen Lohn. Streik ist die gemeinsame Unterbrechung des Verkaufs der Arbeitskraft. Um den Verkauf zu einem höheren Lohn, zu besseren Bedingungen wieder aufzunehmen.

Das Arbeitsgesetzbuch verlangt in Artikel 124-11, dass Streiks „légitimes et licites“ sind: Richter sollen entscheiden, ob Fabrikarbeiterinnen und Hilfspfleger unvernünftig viel verlangen. Die Richter verdienen das Fünffache.

Die Autoren der Verfassung verbriefen Rechte. Das Streikrecht erwähnen sie bloß. Etwas widerwillig räumen sie seine Existenz ein.

Denn Streik ist ein kollektiver Angriff auf das Unterordnungsverhältnis. Der „lien de subordination“ ist eine Voraussetzung der Lohnarbeit. Diese ist das Herzstück der herrschenden Wirtschaftsweise.

Streik steht im Widerspruch zur reibungslosen Kapitalverwertung. Zum Bild einer Volksfamilie großzügiger Arbeitgeber, dankbarer Arbeitnehmerinnen. Im Widerspruch zur Werbung für den sozialen Frieden als Standortfaktor.

Erst 1948 wurde die Gewerkschaftsfreiheit in die Verfassung geschrieben. Der Staatsrat verhinderte die Erwähnung des Streikrechts. Denn es „risque de saper, dans ses conséquences logiques, les droits les plus essentiels de l'État“ (*Avis*, S. 215). Erst 2007 hieß es in Artikel 11f: „La loi garantit les libertés syndicales et organise le droit de grève.“

Die neue Verfassung bietet keine rechtliche Verbesserung. Bloß eine stilistische. Der parlamentarische Ausschuss behauptet: „Le droit de grève est également garanti par la Constitution“ (6030²⁷, S. 40). Das ist Irreführung. Die Verfassung gewährleistet die Gewerkschaftsfreiheit. Ob das Streikrecht darunterfällt, müssen Gerichte entscheiden. 1950 sagte das Schiedsgericht des Kantons Luxemburg nein, 1959 der Oberste Gerichtshof ja...

Die Verfassung gewährleistet das Streikrecht nicht ausdrücklich. Sie tritt es an das Gesetz ab. Damit das Gesetz die Ausübung des Rechts „organisiert“. Gesetze gewährleisten keine Rechte. Sie schränken sie ein.

Im Oktober 2012 schlug déi Lénk im Verfassungsausschuss den halbherzigen Satz vor: „La loi garantit l'exercice du droit de grève.“ Das ging den anderen Parteien zu weit.

Gewährte die Verfassung ausdrücklich das Streikrecht, wäre es gegenüber dem Gesetz gestärkt. Ziel ist seine gesetzliche Einschränkung: Erlaubt ist ein Streik nach gescheiterten Kollektivvertragsverhandlungen. Dann verzögert oder vereitelt das Nationale Schlichtungsamt ihn. Während der Laufzeit des Kollektivvertrags gilt Streikverbot.

Die neue Verfassung gewährleistet das Streikrecht nicht ausdrücklich. Sie tritt es an das Gesetz ab. Gesetze gewährleisten keine Rechte. Sie schränken sie ein

Andere Streikformen sind verboten: spontane Arbeitsniederlegungen, Warnstreiks, Bummelstreiks, Schwerpunkstreiks, Betriebsbesetzungen, Solidaritätsstreiks, wilde Streiks, Generalstreiks, Massenstreiks. In Luxemburg, Differdingen und Straßen gibt es eine Rue de la Grève. Im Andenken an den Streik von 1942 gegen die Zwangsrekutierung. Nach der Befreiung verbot der Oberste Gerichtshof 1952 politische Streiks.

2023 wollten die maßgeblichen Parteien das Streikrecht nicht zu einem eigenständigen Verfassungsrecht erheben: Die CSV ist gegen jede Form der Selbstbestimmung. Die DP verteidigt die Gewerbefreiheit der Unternehmer. Die LSAP will im Namen einer sprachlosen Arbeiterklasse sprechen. Die Grünen verwechseln soziale Fragen mit Sozialarbeit.

Die hohe Produktivität erlaubt Klassenkompromisse. CSV und DP, LSAP und Grüne halten Arbeitskämpfe für überflüssig. Sie schufen mit Verfassungsartikel 39 einen neuen Staatsauftrag: „L'Etat promeut le dialogue social.“ Damit wollen sie das Streikrecht unter den Tripartite-Teppich kehren. Aus Angst vor der Commission de Venise tun sie es nicht: Die neue Verfassung muss ein demokratisches Triple-A einspielen. ●

Romain Hilgert



Eisenbahner beim Index-Streik 1982. Der junge Mann mit der Mütze ist François Bausch



Jef Peeters

Vergangenes Jahr zog die Luxembourg Pride rund 8 000 Besucher/innen an

Standortfaktor

Luc Laboulle

In den letzten Jahren wurde die Luxembourg Pride von Unternehmen aus der Finanzindustrie vereinnahmt. Glücklich darüber ist in der LGBTIQ+-Community offenbar niemand

Erwachsene Am Montagmittag sitzen sechs Mitglieder von Rosa Lëtzebuerg im Rainbow Center in der Rue du Saint-Esprit und essen Currys mit Reis und Nan, als eine mehrköpfige Familie an dem mit Regenbogenflaggen geschmückten Schaufenster vorbeiläuft. Ein blonder, vermutlich zehnjähriger Junge löst sich von der Gruppe und begibt sich in den kleinen äußeren Eingangsbereich des Rainbow Centers. Von seinen Eltern unbeachtet, trampelt er wie besessen mit beiden Füßen auf der regenbogenfarbenen Fußmatte, die vor der Tür liegt, als wolle er sie in den Boden stampfen. Dann entfernt er sich, kommt wenige Augenblicke später jedoch zurück, um seinen „Tanz“ zu wiederholen. „Das kommt nicht von ihm, Erwachsene haben es ihm beigebracht“, kommentiert die Leiterin des Zentrums für queere Kultur, Sandra Laborier, die Aktion, die alle anderen am Esstisch sprachlos zurückschlägt.

Die allermeisten queeren Menschen haben schon Beleidigungen wegen ihrer sexuellen Orientierung und/oder ihrer Geschlechtsidentität erfahren, manche sogar gewaltsame Übergriffe. Zahlen dazu existieren kaum, die großherzogliche Polizei listet sie in ihren Statistiken nicht getrennt auf. Von den 240 Fällen, die das Zentrum für Gleichbehandlung CET vergangenes Jahr wegen Diskriminierungsvorwürfen behandelt hat, bezogen sich fünf auf sexuelle Orientierung; von den 43 Beschwerden, die dem Motiv Geschlecht zugeordnet wurden, kamen neun von Transpersonen. Um „Phobie“ sei es dabei nicht gegangen, sondern um Benachteiligung am Arbeitsplatz, etwa um die Änderung von Namen und Personenstand, solange diese nicht auf den offiziellen Papieren vollzogen wurden, um das Benutzen von Umkleidekabinen und das Tragen von Uniformen, oder um Behandlungen, die die CNS bei Transpersonen nicht übernimmt, bei anderen Patient/innen aber schon, teilt das CET auf Nachfrage mit.

LGBTIQ+-Aktivist/innen sind der Überzeugung, dass das Dunkelfeld bei queerfeindlichen Übergriffen und Diskriminierungen groß ist, verbale Attacken und körperliche Angriffe oft nicht zur Anzeige gebracht werden, weil die Polizei dafür kein Verständnis hat und Beamte in diesem Bereich nicht geschult sind. Darüber hinaus müssen Anfeindungen gegen die LGBTIQ+-Community nicht immer explizit und gewalttätig sein, oft sind sie sehr subtil und in vielen Fällen strukturell verankert.

Seit Lesben, Schwule, Bisexuelle und Transgender vor über 50 Jahren nach einer Polizei-Razzia im Stonewall Inn in New York City den Aufstand probten und daraus eine Bürgerrechtsbewegung gegen politische Unterdrückung, Gewalt und Cis-Heteronormativität entstand, wurden in vielen Ländern, insbesondere der sogenannten westlichen Welt, Fortschritte im Bereich der LGBTIQ+-Rechte erzielt. Um an die Riots von damals zu erinnern, wird im Sommer in vielen Städten der Christopher Street Day gefeiert. Die politische Dimension der Veranstaltung, die inzwischen meist unter dem Namen Pride läuft, ist aber in den vergangenen Jahren vielerorts in den Hintergrund geraten.

Die Veranstaltung im neoliberalen Luxemburg, die vor 24 Jahren unter dem Motto „Gay-mat“ von Rosa Lëtzebuerg ins Leben gerufen wurde, engagierte sich anfangs vor allem für die Einführung der gleichgeschlechtlichen Partnerschaft und das Recht auf Eheschließung. 2004 und 2014 wurden diese Forderungen umgesetzt, es wurden Antidiskriminierungsgesetze verabschiedet und Proze-

duren vereinfacht, seit 2013 hat Luxemburg einen homosexuellen Premierminister, bis 2020 war auch einer der beiden Vizepremiere schwul. Luxemburg galt zeitweise als eines der fortschrittlichsten Länder in Europa.

Gentlemen Das Gay-mat, das von Rosa Lëtzebuerg 2019 in Luxemburg Pride umbenannt wurde, hat sich seit einigen Jahren immer mehr zu einer reinen Spaßveranstaltung entwickelt, politische Forderungen sind in den Hintergrund gerückt. Die Bezeichnung sei geändert worden, damit auch englischsprachige Besucher/innen verstehen, um welche Veranstaltung es sich handelt, erklärten die Organisatoren damals dem *Tageblatt*. Parallel dazu wurde die Pride durch große Konzerne vereinnahmt, die sie zu Marketingzwecken nutzen. Im letzten Jahr zählte sie laut offiziellen Angaben über 8 000 Besucher/innen und war damit erfolgreicher als viele Veranstaltungen der Europäischen Kulturhauptstadt. Die Kommerzialisierung der Pride ist in zahlreichen europäischen Großstädten zu beobachten. Supermarktketten, Automobilhersteller, Getränkeproduzenten oder Fluggesellschaften gehören häufig zu den Sponsoren. Am internationalen Bankenplatz Luxemburg kommen die Mäzene vor allem aus der Finanzbranche. Neben dem Hauptsponsor ING, der in vielen Ländern die Pride unterstützt und auch bei sportlichen und kulturellen Events für sich wirbt, sowie einigen nationalen und regionalen Unternehmen, gehören dazu drei der Big Four; Großbanken wie JP Morgan, HSBC und Deutsche Bank; Geschäftsanwaltskanzleien und Firmen aus dem Wertpapier- und Investmentfondsbereich. Ihre Motivation, sich sowohl finanziell als auch mit einer Delegation von Mitarbeiter/innen an der Pride zu beteiligen, ist nicht immer ersichtlich. Manchmal steht sie sogar im Widerspruch zu ihren Geschäftsaktivitäten, die sie auch in Staaten durchführen, in denen Homosexualität unter Strafe steht und LGBTIQ+-Rechte beschnitten sind. Die Niederlassungen von PWC und KPMG im mittleren Osten etwa posten in den sozialen Netzwerken nicht Regenbögen und Happy-Pride-Slogans, sondern Glückwünsche zum Vater- und Nationalfeiertag. Die Online-Plattform *Popular Information* fand vor zwei Jahren heraus, dass 25 Unternehmen, die mit der Regenbogenflagge warben, in den USA gleichzeitig Politiker finanziell unterstützten, die sich in Bundesstaaten wie Arkansas, Tennessee, North Carolina, Texas und Florida für Anti-Trans-Gesetze einsetzten. Unter ihnen fanden sich auch die Luxembourg-Pride-Sponsoren Deloitte und JP Morgan.

Insgesamt bietet die Pride großen Firmen die Gelegenheit, ihre häufig intransparenten und manchmal skandalumwittenen Geschäftsgebaren zu verschleiern und den Eindruck zu vermitteln, sie seien auf der Seite von gesellschaftlich unterdrückten Minderheiten, die sie in ihrem Kampf für Rechte und Freiheit unterstützen. Die LGBTIQ+-Community ist inzwischen Teil des Nation Brandings. Ihre Mitglieder willkommen zu heißen, kann sich im globalen Kampf um Talente als Standortvorteil erweisen. Die frühere DP-Familienministerin Corinne Cahen erklärte vor einem Jahr in einem Interview mit *Paperjam*: „Plusieurs enquêtes d'ailleurs, réalisées au Luxembourg ou à l'étranger, ont prouvé qu'une entreprise inclusive a de meilleurs résultats économiques.“ All das kann aber nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Luxemburger Wirtschaft noch immer sehr stark von Cis-Männern dominiert wird. Vergangenes Jahr besetzten sie drei Viertel aller Verwaltungsratsposten in großen Unternehmen.

Pinkwashing Andy Maar und Laurent Boquet, Vorstandsmitglieder von Rosa Lëtzebuerg, erklären im Gespräch mit dem *Land*, sie seien sich der Gefahr von Pinkwashing durchaus bewusst. Gleichzeitig betonen sie, dass sie bei der Auswahl der Sponsoren darauf achten, dass diese betriebsintern tatsächlich die LGBTIQ+-Rechte respektieren. In manchen Unternehmen führe Rosa Lëtzebuerg regelmäßige Weiterbildungen durch, andere hätten sich durch die Unterzeichnung der Charte de la Diversité der Nichtregierungsorganisation Inspiring more Sustainability (IMS) zur Einhaltung bestimmter Diversitätskriterien verpflichtet. Laut IMS-Webseite haben bislang rund 300 private Betriebe sowie öffentliche Institutionen und kommunale Verwaltungen die Charta unterschrieben. Der Verwaltungsrat von IMS setzt sich zusammen aus Mitgliedern großer Unternehmen: ihr Präsident ist ein Vertreter von PWC, ihr Vizepräsident von Sodexo, ihre Sekretärin von der Spuerkeess. Unabhängig kontrolliert wird die Einhaltung der Charta nicht, Rosa Lëtzebuerg fehlen dafür die Ressourcen.

Fehlende finanzielle Ressourcen führen Laurent Boquet und Andy Maar auch an, um zu begründen, weshalb sie überhaupt auf private Sponsoren zurückgreifen. Von den 140 000 Euro, die die Pride dieses Jahr kostet, zahlen die Stadt Esch und die von ihr kontrollierte Asbl. Fresch jeweils 25 000 Euro. Weitere 25 000 Euro will Rosa durch den Verkauf von Getränken und Merchandise einnehmen. Die restlichen 65 000 Euro müssten über private Partner und Sponsoren eingetrieben werden, rechnet Boquet vor.

Dass die Stadt Esch die Pride mit lediglich 50 000 Euro unterstützt, während sie andere Veranstaltungen wie die Francofolies in diesem Jahr mit über 1,5 Millionen Euro subventioniert hat, stößt innerhalb der LGBTIQ+-Community auf Kritik. Wegen des hohen Budgets und bekannteren Bands zogen die sich über fünf Tage erstreckenden Francofolies 2022 zwar doppelt so viele Besucher/innen an wie die Pride, vor allem wegen ihr wurde Esch jedoch in das exklusive Rainbow Cities Network aufgenommen. Denn abseits der Pride Week hat Esch bislang wenig für die Community zu bieten: kein öffentliches LGBTIQ+-Zentrum, keine Safe Spaces, nicht einmal ein queeres Café.

Pinkwashing beschränkt sich nicht auf private Unternehmen, sondern wird auch von öffentlichen Akteuren und von Staaten betrieben. Während Premierminister Xavier Bettel sich auf europäischer Bühne als Kämpfer für Homosexuellenrechte inszeniert, rutscht Luxemburg im Rainbow Index immer weiter ab, weil die DP-LSAP-Grüne-Regierung es in den letzten drei Jahren verpasst hat, progressive und inklusive Reformen durchzuführen. In dem von der früheren DP-Familienministerin Corinne Cahen erstellten nationalen LGBTI-Aktionsplan wurden zwar vage Ziele und Idealzustände formuliert; bis wann und vor allem wie sie erreicht werden sollen, wurde jedoch nicht festgelegt. Die von Cahen für Frühjahr 2023 versprochene Evaluierung des Aktionsplans in Zusammenarbeit mit der Uni Luxemburg liegt noch nicht vor. Dass die Regierung zu grundlegenden Veränderungen nicht bereit ist, zeigt auch die zögerliche Haltung von Justizministerin Sam Tanson (Grüne) und Gleichstellungsministerin Taina Bofferdin (LSAP), wenn es darum geht, den Geschlechtseintrag vom Personalausweis zu entfernen und ein drittes Geschlecht im Personenstandsregister einzuführen. Die Vereinigung Intersex und Transgender Lëtzebuerg

Aktivist/innen plädieren dafür, die LGBTIQ+-Bewegung stärker zu politisieren und die Luxembourg Pride zu entkommerzialisieren

(ITGL) fordert seit Jahren ein Verbot von Genitalverstümmelungen bei Intersex-Kindern. Mehrere europäische Länder haben es bereits umgesetzt. Nicht zuletzt bräuchte es tiefgreifende strukturelle Veränderungen, um Transpersonen – insbesondere Transfrauen – das Leben in der Gesellschaft zu erleichtern.

Intersektionalität Der Kampf für Gleichstellung und Selbstbestimmung ist ein intersektionaler. Diskriminierungen aufgrund von Hautfarbe, Ethnizität, Religionszugehörigkeit, sozialer Klasse, Alter, Behinderung, Gender und sexueller Orientierung hängen zusammen und verstärken sich gegenseitig. Deshalb plädieren Aktivist/innen wie die Studentin und Linke-Kandidatin Anastasia Iampolskaia und Ada vom Kollektiv Richtung 22 dafür, die LGBTIQ+-Bewegung stärker zu politisieren und die Luxembourg Pride zu entkommerzialisieren. Queere Verbände in Städten wie Freiburg oder Maastricht finanzieren ihre Prides ausschließlich über Spenden, Merchandise und Einnahmen aus Partys und können deshalb wesentlich radikalere Forderungen stellen.

Rosa Lëtzebuerg, das bislang das „Monopol“ für die Organisation der Veranstaltung hält, sieht sich wegen mangelnder finanzieller und personeller Ressourcen dazu nicht in der Lage. Seitdem in der Satzungsänderung von 2021 formulierten Anspruch, der „Dachverband lokaler queerer Organisationen“ zu sein, kann der Verein nicht gerecht werden. Zwar formuliert Rosa durchaus politische Forderungen, klagt sie aber nicht offensiv genug ein. Als Luxemburgs einziges queeres Café infolge einer hanebüchenen Entscheidung der Stadt Differdingen im März schließen musste, verzichtete der Verein auf eine Stellungnahme.

An das Familienministerium gebunden ist Rosa Lëtzebuerg lediglich über eine Konvention, die aber nur punktuell Zuschüsse für Veranstaltungen wie Rundtischgespräche und Konferenzen vorsieht. Subventioniert werden lediglich das Cigale (mit 470 000 Euro) und das erst im April eröffnete Rainbow Center (294 000 Euro), die jedoch vor allem Beratung, Aufklärung und kulturelle Events anbieten. Ehrenamtliche, die sowohl die politische Arbeit leisten, als auch die Pride organisieren, hat Rosa Lëtzebuerg eigenen Aussagen zufolge nur noch ein halbes Dutzend. Laurent Boquet und Andy Maar wünschen sich, dass wieder mehr Leute sich engagieren, damit die Bewegung eine neue Dynamik erhält.

Politik Allerdings können vor allem junge Aktivist/innen sich nicht vorstellen, bei Rosa aktiv zu werden. Obwohl der Verein seit einiger Zeit aktiv dagegen ankämpft, haftet ihm weiterhin der Ruf an, ein Zusammenschluss homonormativer weißer Männer und politisch beeinflusst zu sein. Im Vorstand der Rosa Lëtzebuerg Event asbl., die die Organisation der Pride in Esch ermöglicht, sitzt seit der Gründung 2014 der frühere Escher LSAP-Schöffe Dan Codello, der inzwischen Koordinator für grenzüberschreitende Zusammenarbeit der Stadt Esch ist, der aktuelle DP-Schöffe Pim Knaff war bis vor wenigen Wochen ebenfalls Mitglied.

Alternative queere Bewegungen existieren in Luxemburg kaum. Das Cigale, das seit der Abspaltung von Rosa Lëtzebuerg mit progressiven Konzepten arbeitet, ist von der Finanzierung des Familienministeriums abhängig und hält sich mit politischen Aussagen zurück. Das Cid Fraen an Gender verfolgt zwar einen intersektionalen feministischen und trans-inklusiven Ansatz, will aber bei der Pride nicht unbedingt in der ersten Reihe stehen, sondern lässt lieber den explizit auf LGBTIQ+-Rechte ausgerichteten Organisationen den Vortritt. Das queerfeministische Laboratoire d'études queer, sur le genre et les féminismes ist vor allem im Forschungsbereich und im Rahmen von Konferenzen aktiv und die LGBT+-Students' Association der Uni Luxemburg tritt für eine Student/innenorganisation sehr dezent auf (ein Gespräch mit dem *Land* scheiterte an der von der Vereinigung geäußerten, „nicht verhandelbaren“ Bedingung, den Artikel vor der Veröffentlichung lesen und Änderungen vornehmen zu können). Das Kollektiv Richtung 22 engagiert sich zwar auch im queeren Bereich, ist aber eher künstlerisch als rein politisch orientiert. Performative queere Events während der Pride Week finden lediglich am (heutigen) Freitag in der Kulturfabrik statt.

Am Ende eines Workshops, den die Cigale-Mitarbeiterin Elsa Fischbach am Samstag im Rainbow Center leitete, erarbeiteten die Teilnehmer/innen den Vorschlag, dass die Luxembourg Pride künftig nicht mehr von Rosa alleine, sondern von einer Plattform organisiert werden könne. Diese Plattform solle ähnlich funktionieren wie die Jif, die seit einigen Jahren am 8. März den Fraestriek veranstaltet, heißt es in dem Vorschlag. Die Jif ist ein Zusammenschluss von Feministinnen, queeren Aktivistinnen, Antirassistinnen, Menschenrechtlerinnen sowie Vertreterinnen des OGBL (der in diesem Jahr zum ersten Mal offiziell an der Pride teilnimmt) und linken politischen Parteien. Im Rahmen einer solchen Plattform könnten auch die LGBTIQ+-Verbände gemeinsam mit anderen Organisationen, die sich gegen jegliche Formen von Diskriminierung einsetzen, radikalere politische Forderungen stellen, ohne dass eine Organisation alleine die Verantwortung trägt und Angst davor haben muss, dass ihre Konvention mit dem Ministerium aufgelöst wird oder ihre Subventionen gekürzt werden. Die Jif verzichtet gänzlich auf Sponsoren und organisiert auch keine Konzerte oder Partys. So weit muss die Pride nicht gehen. Mit einem kleineren Budget ließe sich bestimmt auch ein buntes und vielleicht sogar noch anspruchsvolleres und politischeres Unterhaltungsprogramm zusammenstellen. ●

La déchirure

Alejandro Marx

Voyage à travers les lieux de mémoire de Pristina

Au sud-ouest de Pristina, entre la mairie et l'ambassade des États-Unis, se trouve le cimetière orthodoxe. Il subit un certain délabrement. Des ronces et des arbustes poussent entre les tombes délaissées. On y trouve un lieu de sépulture de soldats français de l'Armée d'Orient que le gouvernement français avait envoyés pour combattre les forces des Empires centraux durant la Première Guerre mondiale. Sur cette même sépulture, un monument du Souvenir érigé en 2009 par le contingent français de la KFOR. Une forme de dialogue entre des soldats du XX^e et du XXI^e siècle. Une chapelle orthodoxe a été restaurée par la commune, et forme comme un vestige d'une communauté qui a disparu dans cette ville. Les dernières tombes datent de l'année 1999, exceptée la tombe d'un couple de personnes âgées. L'épouse a été enterrée dans les années 2010 auprès de son mari décédé en 1972. Une personne donc qui, malgré la guerre, n'a pas voulu abandonner la ville où reposait son mari. Bien que le cimetière soit occasionnellement entretenu par les autorités, la population de Pristina, composée presque entièrement de membres de la communauté albanaise, en ignore l'existence.

La guerre du Kosovo, puis l'intervention de l'Otan en 1999 ont eu un impact sur les lieux de mémoire à Pristina. Ceux-ci forment des blessures béantes et des symboles des non-dits qui marquent le paysage urbain. En se rapprochant de la ville, sur le boulevard Bill Clinton, on tombe sur la statue de l'ancien président américain. Bill Clinton fut l'artisan de l'intervention de l'Otan au Kosovo. Sur l'immeuble d'habitation situé derrière la statue, le portrait géant du même président. C'est le résultat d'une initiative de la fondation de Behgjet Pacolli, ancien président du Kosovo et constructeur immobilier international. Sur ce même boulevard Bill Clinton, un commerçant astucieux a ouvert un magasin de vêtements dénommé « Hillary ».

Dans un pays majoritairement musulman mais avec une minorité catholique, la cathédrale porte le nom de « Mère Teresa ». Née dans l'actuelle Macédoine du Nord, Mère Teresa a des origines kosovares. Dans cette nouvelle cathédrale sont gravés les noms des familles de la diaspora aux États-Unis qui ont soutenu financièrement la fabrication des vitraux. Le lien américain est accentué par les bancs du lieu de culte : les têtes des colombes du Saint-Esprit ressemblent à des aigles américains. Les envois de fonds par la diaspora comptent pour 18 pour cent du PIB du Kosovo.

Là où commence l'avenue Mère Teresa, se trouve le « Grand Hotel », célèbre hôtel de luxe construit à l'époque yougoslave. En 1957, une église catholique datant du XIV^e siècle avait été rasée pour faire place à ce building ; aucun monument pour commémorer cette destruction. Durant cette période, la ville de Pristina passait par une transformation urbanistique à grande échelle qui détruisait une grande partie du centre-ville historique. On retrouve la trace de cette église dans une publication sur « l'ancien Pristina » rédigée par une descendante d'Albanais partis en exil après la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui à l'abandon, le « Grand Hôtel » sert de lieu d'expositions pour des festivals artistiques.

On murmure que des femmes étaient détenues par l'armée serbe dans cet hôtel dans les années 90. Derrière cet édifice, la sculpture « Héroïnes » témoigne du triste passé de cet édifice. Visage sculpté d'une femme aux traits dignes, ce monument a été construit en mémoire des femmes victimes du conflit au Kosovo. La violence sexuelle a été une arme. Bien que documentée, elle reste encore aujourd'hui un sujet tabou. C'est un des rares monuments dédiés aux victimes civiles de la guerre. En traversant la rue, un autre visage féminin répond à cette sculpture. C'est le buste

de Madeleine Albright, ministre des Affaires Étrangères des États-Unis, qui œuvra comme Clinton pour l'intervention militaire au Kosovo. Les statues de personnes politiques américaines représentent la gratitude du gouvernement du Kosovo envers les États-Unis. Une opinion qui semble unanimement partagée par les populations non-serbe du Kosovo.

Derrière ce buste, le Palais de la Jeunesse et des Sports s'élance vers le ciel avec son toit en angle. Cet édifice est nommé d'après Borko Vukmirović et Ramiz Sadiku, deux partisans yougoslaves d'ethnie serbe et albanaise exécutés ensemble par les forces de l'Axe durant la Deuxième Guerre mondiale. Il a été depuis renommé Adem Jashari, du nom d'un leader de l'UÇK (l'Armée de Libération du Kosovo) tué avec sa famille par

l'armée serbe en mars 1998. Le Palais de la Jeunesse et des Sports a été incendié peu de temps après la guerre. Bien qu'une aile ait été restaurée et accueille aujourd'hui des matchs de basketball, la moitié du bâtiment est utilisée comme parking couvert. Une journaliste, Rina, raconte ce que c'était que d'être jeune dans le Pristina d'après-guerre : « Pour nous qui avions été adolescents pendant la guerre, nous profitions de notre vie de jeunes adultes à travers une succession de fêtes et de soirées. Malheureusement, cela cachait plutôt notre mal-être issu des conditions de vie pendant le conflit. Deux de mes amis se sont suicidés. Deux autres sont morts d'une overdose. »

En face du Palais de la Jeunesse et des Sports se trouve le célèbre monument « NEWBORN », œuvre d'art contemporaine composée du mot anglais « nouveau-né ». Il a été construit en 2008 pour marquer la déclaration d'indépendance du Kosovo. Chaque année, le monument est peint de nouvelles couleurs pour exprimer les aspirations des artistes. Aujourd'hui, dans le contexte des négociations sous l'égide de l'UE pour la normalisation des relations entre la Serbie et la Kosovo, il a pris une nouvelle signification. Les lettres ont été réaménagées en « NONEWBR ». Ce sont les initiales des mots « No to a new broken republic ». En effet, les négociations portent sur la création d'une association des municipalités serbes au Kosovo. Le gouvernement kosovar se préoccupe de l'autonomie et des pouvoirs de cette association de municipalités. Il y voit un futur instrument d'influence de la Serbie. La nou-

velle signification du monument symbolise donc les angoisses au Kosovo.

Sur l'avenue Mère Teresa, la photo d'Ibrahim Rugova couvre la façade d'un immeuble. Rugova était le leader de la Ligue Démocratique du Kosovo, fondée en 1989 quand le leader serbe Slobodan Milošević abolit le statut d'autonomie de la province du Kosovo en Yougoslavie. Il était partisan d'une politique de non-violence pour obtenir l'indépendance du Kosovo. Élu président de la République autoproclamée du Kosovo dans la clandestinité, il reçut en 1998 le Prix Sakharov pour la paix du Conseil de l'Europe. Cet universitaire en littérature albanaise avait étudié sous Roland Barthes à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris dans les années 1970. Il ne put empêcher l'émergence de l'UÇK qui promettait d'en finir avec les exactions de l'armée serbe. Hashim Thaçi, commandant de l'UÇK et futur président du Kosovo, critiquait violemment Rugova dans ses communiqués.

Plus loin sur l'avenue, un monument aux soldats de l'Otan morts au Kosovo. Vita, traductrice, raconte : « En 1999, le monde entier est venu nous sauver ». Toutes les organisations internationales n'ont pas droit aux mêmes honneurs. Un autre monument est dédié à deux Kosovars albanais tués lors de manifestations en février 2007 contre la Minuk, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Les membres du parti « Lëvizja Vetëvendosje ! » manifestaient contre le plan de l'envoyé spécial de l'ONU, le fin-

landais Martti Ahtisaari, qui ne garantissait pas l'indépendance du Kosovo. Deux manifestants furent tués par les grenades lacrymogènes défectueuses tirées par des policiers sous mandat de l'ONU. Le leader des manifestants, Albin Kurti, fut arrêté et condamné à plusieurs mois de prison par l'Eulex, la mission pour l'État de droit de l'Union Européenne.

Depuis le 14 février 2021, Kurti est le Premier Ministre du Kosovo. Dans certaines parties de Pristina, les graffitis « RUSMIK » expriment la lassitude d'une population qui considère que la continuité de la mission de l'ONU est garantie par la Fédération de Russie, alliée de la Serbie, qui ne reconnaît pas la déclaration d'indépendance du Kosovo en 2008. On trouve également une statue de Mère Teresa sur cette avenue Mère Teresa. Derrière elle, sur un immeuble, pendent les portraits de l'ancien président kosovar et commandant de l'UÇK, Hashim Thaçi, ainsi que de l'ancien président de l'Assemblée du Kosovo et ex-patron du renseignement de l'UÇK, Kadri Veseli. Ils attendent tous les deux leur procès devant le tribunal spécial à la Haye pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Des crimes qui visaient des membres des communautés serbe et rom, ainsi que des Albanais membres de la Ligue Démocratique du Kosovo. Le début de leur procès le 3 avril 2023 a été marqué par des manifestations de plusieurs milliers de personnes en soutien aux accusés. Devant l'Assemblée du Kosovo, se trouve le mémorial aux victimes de la répression des manifestations de 1989 pour le maintien de statut d'autonomie du Kosovo. Les portraits des victimes font presque face aux portraits de Thaçi et Veseli. Sur l'avenue Mère Teresa où s'alignent les terrasses des cafés et des restaurants, on vit sous les regards de ceux qui sont morts et de ceux qui ont tués.

En remontant la colline, on entre dans le parc municipal. On y tombe sur un mémorial aux 42 soldats slovaques de la mission de l'OTAN au Kosovo, tués lors d'un accident d'avion en janvier 2006. La Slovaquie est un des cinq pays de l'Union Européenne qui ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo. On y trouve aussi un monument à Borko Vukmirović et Ramiz Sadiku. Il était originellement composé de leurs deux bustes. Le buste de Vukmirović a été arraché. Seul le buste de Sadiku est resté, couvert d'un jet de peinture. Un monument à une amitié entre peuples qui n'existe plus ou qui n'a jamais existé. Enfin, au sommet de cette colline, se trouve un monument yougoslave dédié aux partisans. Il est aujourd'hui couvert de graffitis.

Au Kosovo, la période historique yougoslave est souvent dénommée « la période serbe ». Il y a peu de nostalgie pour un temps dont on considère aujourd'hui le slogan « Fraternité et Unité » comme une hypocrisie. Également au sommet de la colline, la tombe du Président Rugova décédé en 2006 et des combattants de l'UÇK tués pendant la guerre. Leurs tombes propres en marbre blanc contrastent avec le monument aux partisans délabré. C'est également un contraste, de voir un homme de lettres enterré à côté d'hommes de guerre. Dans ce cimetière, on ne mentionne pas les conflits entre la Ligue Démocratique et l'Armée de Libération.

De ce sommet, on voit Pristina. Dans cette ville, on préfère oublier les passés yougoslaves et serbes. Les lieux de mémoire récents sont les symboles de l'affirmation de l'État kosovar et de sa diaspora, dont ils reflètent les relations diplomatiques. Cependant, beaucoup d'habitants portent la mémoire dans leur chair. Ernīs, chauffeur de taxi, déclare : « Aujourd'hui, voir une arme à feu me fait peur, même si c'est l'arme d'un policier. Adolescent pendant la guerre, j'ai appris à avoir peur des hommes armés. » ●

Dans cette ville, on préfère oublier les passés yougoslaves et serbes





Urgence location de logements abordables

Télescopeage d'informations mardi dans les boîtes mail des rédactions avec la réception quasi-simultanée mardi du communiqué d'AtHome.lu sur la forte augmentation des loyers et de celui de l'Observatoire de l'habitat sur l'aggravation de l'exclusion des ménages précaires du marché privé de la location. Selon le leader des annonces immobilières, la hausse des loyers annoncés se poursuit. Ils ont augmenté en moyenne de 11,2 pour cent pour les appartements et de 13,4 pour cent pour les maisons entre le deuxième trimestre 2023 et le même exercice en 2022 (les locations de maisons ont notamment augmenté de 16,5 et 19,8 pour cent dans l'Ouest et l'Est du pays). Les loyers des appartements avaient déjà progressé de 6,3 pour cent en glissement sur un an au deuxième trimestre 2022. Les augmentations des loyers sont confirmées par l'Observatoire de l'habitat (qui vise aussi les nouveaux baux). « Par conséquent, les ménages à faibles revenus sont encore plus exclus du marché locatif privé », écrivent les experts du ministère du Logement qui constatent aussi une augmentation rapide des candidats à un logement abordable. +43,1 pour cent entre 2021 et 2023, soit

5 555 candidats-locataires sur la liste d'attente contre 3 881 début 2021. L'Observatoire de l'habitat attribue notamment cette tendance à l'augmentation des taux d'intérêt et aux exigences plus strictes du secteur bancaire pour l'obtention d'un prêt hypothécaire... ce qui limite la « mobilité résidentielle ». Les familles monoparentales et les familles nombreuses sont surreprésentées parmi les candidats-locataires. La moitié des candidats-locataires dispose d'un revenu net disponible pondéré inférieur à 1 643 euros par mois. ^{ps0}

De la place rouge à la salle rouge

Une vie « ruinée » par une accusation qui ne tient pas la route. L'avocat parisien Thierry Marembert a défendu mardi devant le Tribunal de l'Union européenne ses deux clients milliardaires russes. Mikhail Fridman et Petr Aven, deux fondateurs d'Alfa Bank dans les années 1990, principale banque commerciale russe à capitaux privés, puis du groupe d'investissement LetterOne basé au Luxembourg, ont déposé recours devant la justice européenne contre les sanctions prononcées contre leurs avoirs et leur liberté de circuler en UE. Ces « mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine » ont été publiées au *Journal officiel* le 28 février 2022, soit quatre jours après la tentative de prise de Kiev par Moscou.

Pour punir la Russie, amenuiser ses ressources financières (sans toutefois couper les liens avec

Gazprom), saper la popularité de Poutine et l'éloigner de ses soutiens, le Conseil européen avait, à la hâte, péché une centaine de noms de réputés proches de l'autocrate russe. Mikhail Fridman a ainsi été identifié comme « top Russian financier and enabler of Putin's Inner circle ». Un concept « vide de sens » pour l'équipe de défense de l'oligarque ce mardi dans la salle rouge du Tribunal de l'UE. Les avocats soulignent que les « graves accusations » se basent sur neuf documents qui « ne prouvent rien ». Les avocats parisiens brossent les reproches et prétendues « évidences » du dossier monté par le Conseil, essentiellement des coupures de presse (le public n'y a cependant pas accès).

Au JO de l'UE est écrit que l'ainé des filles de Vladimir Poutine, Maria, « ran a charity project, Alfa-Endo, which was funded by Alfa Bank. » La pièce sur laquelle s'appuie l'accusation est une dépêche *Reuters* datant du 10 novembre 2015 présentant la fille du président russe comme une spécialiste en sciences biomédicales dont la défense ne conteste pas la véracité. Au contraire de celle d'une seconde source, « un obscur site internet » selon lequel Maria Poutine aurait dirigé le programme.

Selon l'exécutif européen Mikhail Fridman et Petr Aven auraient échangé des « faveurs » avec Vladimir Poutine « en échange de soutien politique à ses affaires et ses gains financiers ». Pour preuve est cité un investissement réalisé en 2005 par la branche télécom d'Alfa Group en Turquie, salué par Vladimir Poutine à

l'issue de la visite de Recep Tayyip Erdogan à Sochi : 18 ans avant l'agression russe.

Thierry Marembert évoque les problèmes rencontrés au quotidien par ces hommes d'affaires. Les parents de Mikhail Fridman vivraient en Allemagne, seraient âgés de plus de 80 ans et leur oligarque de fils ne pourrait leur rendre visite. « Pour se déplacer il faut beaucoup beaucoup de tampons de beaucoup beaucoup de gens », a martelé son avocat. Au rayon affaires, les deux hommes se sont retirés de leurs mandats d'administrateurs de leurs sociétés, notamment au Luxembourg. Selon son dernier rapport annuel publié au Registre de commerce, celui de 2020, LetterOne Holdings gère sept milliards d'euros depuis le Glacis. ABH Holdings pèse 3,3 milliards d'euros (dont des filiales en Ukraine... et Alfa Bank, sanctionnée). L'objectif du retrait : ne pas nuire à la continuité des sociétés. Le juge rapporteur Dean Spielmann intervient : « Expliquez-moi. Pourquoi ils ne peut pas vendre ses parts ? ». « Il n'a pas vendu ses parts car elles sont gelées. Quand bien même il voudrait le faire, il ne pourrait pas », répond l'un de ses avocats. Étrangement, le rapport annuel 2021 renseigne sur la vente en 2022 des parts de deux autres actionnaires sanctionnés, German Khan et Alexei Kuzmichev, à un minoritaire en 2022.

Mikhail Fridman et Petr Aven sont liés par leurs richesses accumulées avant l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Petr Aven a même piloté la privatisation de l'économie russe à l'effondrement

Fuck / yeah

La Commission européenne a relevé mardi les progrès du Luxembourg en matière d'état de droit, évaluant notamment le cadre de la lutte contre la corruption et la criminalité financière ou encore l'équilibre des pouvoirs. Le quatrième rapport annuel souligne prioritairement la réforme constitutionnelle et la loi instaurant le Conseil national de la justice, instance qui renforce l'indépendance du parquet vis-à-vis de l'exécutif. La Commission remarque aussi des « progrès significatifs » accomplis dans l'allocation de ressources pour poursuivre les crimes en matière financière, conformément aux recommandations formulées dans les précédentes éditions. « The number of prosecutors at the economic and financial crime

section of the Prosecutor's Office increased by three in 2023 to a total of 16 and the Prosecution Service intends to recruit more magistrates in 2024 », souligne-t-on à Bruxelles. La loi du 23 décembre 2022 sur les référendaires de justice devrait, elle, permettre une augmentation de quinze pour cent du nombre de juges à la section économique et financière. Sont enfin notés les recrutements engagés dans la police, mais il est pour l'heure difficile de savoir dans quelle mesure ils bénéficieront au département luttant contre la criminalité financière.

Les principaux reproches de Bruxelles visent la Chambre des députés. D'abord son « registre de transparence ». « Its structure and implementation remain minimal and legislation on lobbying remains

to be evaluated », écrivent les experts de la Commission. Il s'agit pour l'heure d'une simple liste des organisations autorisées à rencontrer les députés mais ces derniers (qui ont défini ces « règles » eux-mêmes) ne sont pas tenus de dire qui ils voient dans le cadre de leur activité (photo : capture d'écran/chd.lu). Idem, les experts jugent que le processus législatif doit être « amélioré en termes de transparence et de consultation publique ». Pour rappel, les débats des Commissions ne sont ni publics ni retransmis. Enfin, le rapport sur l'état de droit constate que la Cour des comptes n'a trouvé aucune irrégularité dans le financement des partis politiques, mais relève que le contrôle financier des communes est opéré par le ministère de l'Intérieur. ^{ps0}

l'être. Selon les informations communiqués au *Land* par la CJUE, 74 recours ont été déposés contre des mesures restrictives liées à l'invasion de l'Ukraine. Les sanctions visent 1 473 personnes et 205 entités. ^{ps0}

Bénévolat patronal

Touchées par la crise du bénévolat, les organisations patronales peinent à renouveler leurs cadres. Cela se traduit par une provincialisation et fonctionnarisation des chambres et fédérations d'employeurs. Une manager de la Spuerkeess paraétatique, Doris Engel, remplace ainsi Luc Frieden à l'assemblée plénière de la Chambre de commerce. Le grand patronat aux réseaux internationaux est de plus en plus aux abonnés absents. Après les sidérurgistes Kinsch et Wurth, les présidences de l'UEL et de la Chambre de commerce sont aujourd'hui occupés par le chauffagiste Reckinger et le libraire Ernster. Cette tendance s'explique souvent par le refus des maisons-mères de voir leurs directeurs locaux endosser de tels postes chronophages. Le délitement est perceptible depuis un certain moment déjà chez l'ABBL. (Mais de toute manière, le rôle de porte-parole de « la place » est aujourd'hui trusté par Luxembourg for Finance dans la personne de Nicolas Mackel, fonctionnaire et diplomate de carrière.) L'association des banquiers vient en outre de perdre une de ces directrices. Après 24 ans à l'ABBL, Catherine Bourin a intégré en juin le ministère de la Justice où elle a pris la direction de la lutte contre le blanchiment. Pendant ce temps-là, le Premier

ministre cherche des interlocuteurs prestigieux à l'international ; il les trouve aux sommets de Davos. Sur recommandation de sa sherpa Yuriko Backes, le Premier y est monté une première fois en 2015, brisant avec 18 ans de boycott de Jean-Claude Juncker. Bettel a utilisé le Forum économique pour réseauter et pour s'afficher en compagnie de Tim Cooke, Bill Gates ou Lakshmi Mittal. ^{bt}

Butzebuerg

49 Maison Relais und Crèches werden derzeit landesweit nach 19 Uhr von mindestens einem Kind besucht (Stand April 2023). Die vom Bildungsministerium zur Einsicht gestellte Liste zählt eine einzige Einrichtung (die Crèche Amitola) in Luxemburg-Stadt; dafür sechs in Differdingen, jeweils drei in Wiltz und Esch/Alzette, zwei in Larochette, Ettelbrück (eine davon im CHdN) und Weiswampach. In kleineren Gemeinden wie Boulaide oder Stauseegemeinde, ebenso wie in einer Handvoll Orte im Speckgürtel (Leudelingen, Roeser, Sandweiler, Dippach, Contern) werden derzeit ebenfalls Kinder nach den Regelzeiten betreut. Die Konzentrierung von Schicht-Arbeitenden wie Putzfrauen oder Krankenschwestern auf einige Gemeinden des Landes, allen voran Differdingen, und das damit einhergehende Bedürfnis für längere und flexiblere Öffnungszeiten, legt die Liste trotzdem nahe. Mit jeweils neun und sieben dominieren die landesweit agierenden Anbieter Nascht und Butzemillen, gefolgt von Les p'tits bouchons. ^{sp}

Les affinités électives

Bernard Thomas

La Chambre de commerce détaille ses axes prioritaires en amont des élections. Elles s'avèrent très proches de celles défendues par son ex-président Luc Frieden (CSV)



Luc Frieden, le 1^{er} février 2023, au soir de sa nomination par le Nationalrot du CSV



La délégation patronale se rendant à une réunion bipartite au ministère d'État, septembre 2022

Vendredi dernier, l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) proposait aux journalistes « une aide supplémentaire » pour évaluer les programmes électoraux. Vers la fin de cet « échange », le *Land* pose une question au président de l'organisation patronale : « Un *Spëtzekandidat* qui était président de la Chambre de commerce, c'est quand même une situation assez... euh... » « Cocasse ? », propose Michel Reckinger. Puis de se ressaisir : « On ne peut être que content quand quelqu'un de l'économie fait le pas et s'investit en politique. Il faudrait encore beaucoup plus d'entrepreneurs dans les partis politiques. »

Sur les derniers mois, la Chambre de commerce a publié sept livrets électoraux, d'une vingtaine de pages chacun. Le premier fascicule est sorti début février : huit jours après la consécration de Luc Frieden comme leader du CSV, sept jours après sa démission de la présidence de la Chambre de commerce. Le ton de la campagne patronale se veut paisible, « constructif ». On en est loin de l'exaltation de « Luxembourg 2030 – Ambition pour le futur », orchestrée en 2013 par l'institution patronale pour se débarrasser d'un gouvernement Juncker/Asselborn II jugé léthargique. Les entrepreneurs croyaient alors en la possibilité de « réformes structurelles » libérales. Ils ont vite déchanté, constatant la solidité du consensus social-démocrate (ou chrétien-social ou social-libéral). Dans sa brochure électorale 2023, la Chambre de commerce prend acte de ce « fort attachement au contrat social luxembourgeois ». Trois paquets de solidarité en douze mois et des centaines de millions d'euros en aides ont domestiqué la lutte des classes. Buck, Rommes et Henckes, les provos du patronat, sont partis. Les nouveaux présidents sont plus colombes que faucons, plus provinciaux par leurs profils également (lire ci-contre).

Quand ils parlent de l'école, les permanents patronaux se transforment en disciples de Pierre Bourdieu. L'orientation scolaire déterminerait « en grande partie les perspectives de vie et de parcours professionnel de l'élève ». Le système tendrait à « reproduire les inégalités sociales ». La Chambre de commerce s'affiche comme fan de Claude Meisch. Elle estime que l'école traditionnelle ferait bien de s'inspirer des écoles internationales publiques. L'alphabétisation en français, lancée comme projet-pilote dans quatre communes, devrait être étendue à « d'autres régions du pays qui le souhaitent ». Une alphabétisation « unilatérale » en allemand créerait des « discriminations ». Le CSV se montre réticent. « Il ne faut rien précipiter et attendre d'abord les évaluations », a temporisé son président précautionneux, Claude Wiseler, lors de la présentation des axes programmatiques, il y a deux semaines. Et de calmer son électoralat : La langue d'alphabétisation resterait bel et bien l'allemand.

Paradoxalement, le patronat s'affiche plus progressiste que les syndicats d'enseignants, prisonniers de leur paradigme corporatiste. Mais la Chambre de commerce n'est pas uniquement mue par la passion égalitaire. Pour elle, l'école est aussi (voire surtout) une question de *Standort*. « Davantage d'équité », ce ne serait pas qu'un impératif social, mais également économique : « Il en va de la prospérité du pays ». Dans son livret dédié aux « talents », elle estime ainsi que les six écoles internationales « constituent une alternative intéressante à l'éducation trilingue traditionnelle pour les familles qui envisagent de s'installer au Luxembourg ».

Ces « talents » jouent les premiers rôles dans la campagne patronale. Leur « raréfaction » et leur « rétention » sont présentées comme la préoccupation politique numéro 1. Apparue une première fois en 1997 dans une étude de McKinsey, la « War for Talent » est devenue un topos omniprésent de la communication patronale. L'UEL orne ses brochures du slogan (dans un anglais commercial et bancal) : « In Luxembourg, let's make it happen, with sustainable talent ! ». « Talent individuel », « talent d'équipe », « talent collectif », « talents durables », la nouvelle sémantique managériale devient asphyxiante. Le mot apparaît à 67 reprises dans les sept livrets électoraux de la Chambre de commerce. On est presque soulagé quand celle-ci laisse échapper le terme de « capital humain ».

Pour s'expliquer le manque de main d'œuvre, la Chambre de commerce sort les boucs émissaires usuels, à commencer par la « différence de rémunération entre les secteurs privés et publics ». Il faudrait lancer des campagnes de promotion auprès des jeunes, en réalisant des « success stories » sur des personnes « ayant fait le choix de retourner dans le privé ». Pour attirer les salariés, les permanents patronaux pensent instinctivement aux avantages fiscaux. Ils revendiquent ainsi une prime exonérée pour que les « jeunes talents » (luxembourgeois et étrangers) puissent se payer un logement à proximité de leur lieu de travail ; une mesure (dont le détail n'a pas encore été présenté) risquant de jeter de l'huile sur la flambée des prix du locatif, et d'enrichir encore plus les multipropriétaires.

La bête noire du patronat, ce sont les congés, les jours fériés et le temps partiel. (Même si ce dernier aurait contribué au « développement du travail des femmes », note la Chambre de commerce, quatre emplois à temps partiel sur cinq étant occupés par des femmes.) La Chambre de commerce se scandalise qu'avec 37 jours non-travaillés, le Luxembourg se place devant l'Allemagne et la France (35 jours) ou la Belgique (trente jours).

Craignant se retrouver du mauvais côté de l'Histoire, les permanents patronaux ne s'en prennent plus ouvertement au congé parental. Ils préfèrent parler de « multiplications de types de congés [...] qui désorganisent le travail ». La « génération Z » (née après 1995) semble moyennement leur inspirer confiance. Son arrivée imminente sur le marché du travail est présentée comme l'un des « défis » (à côté de la « poussée inflationniste » et de la « détérioration de la situation géopolitique ») qui auront un « impact majeur » sur la prochaine mandature.

La Chambre de commerce recycle ses anciens éléments de langage sur la « stagnation » de la productivité, le danger d'un « rattrapage » par les autres États membres et la nécessité « d'un choc (positif) » posant les bases d'un « nouveau modèle de croissance ». Elle oublie de préciser que le Luxembourg connaît la plus haute productivité par salarié de l'OCDE, et ceci de très loin. Elle serait si élevée, estimait récemment le directeur du Statec, « que les autres n'arriveront pas à nous rattraper ». Dans leur communication, les organisations patronales n'insistent plus trop sur l'indexation automatique des salaires. C'est aussi une question de tactique politique. Car plus elles revendiquent une réforme du système, plus elles forcent les partis à plaider pour son maintien intégral, rendant ainsi plus difficile une modulation le moment venu. Pour s'assurer la *Spëtzekandidatur*, Luc Frieden a ainsi capitulé d'entrée sur la question, précisant toutefois que si plus d'une tranche tombait sur une année, il faudrait « en discuter » dans le cadre d'une Tripartite.

Le programme fiscal de la Chambre de commerce est prudemment maximaliste. On demande tout, mais gentiment : abolir l'impôt sur la fortune serait « la solution idéale » ; une « refonte » ou une « suppression » de la taxe d'abonnement devrait être « envisagée ». (Ces impôts rapportent presque deux milliards au budget de l'État.) Le taux d'affichage, la Chambre de commerce veut le faire « converger » vers la médiane européenne (21 pour cent), le CSV vers la moyenne de l'OCDE (23,1 pour cent). L'institution patronale prend la défense des « 45 000 Soparfis », en rappelant que ces sociétés boîtes aux lettres sont à l'origine de 35 pour cent des recettes fiscales payées par les entreprises. (Selon le Conseil économique et social, elles paient 70 pour cent de l'impôt sur la fortune, que la Chambre de commerce veut voir abolir.) La Chambre de commerce s'aventure brièvement sur un terrain glissant : « Le degré de pragmatisme et de souplesse des autorités fiscales » serait très apprécié par les investisseurs. Mais la Chambre de commerce n'insiste pas trop, ne voulant réveiller le traumatisme Luxleaks.

« Si l'allègement de la pression fiscale sur la main d'œuvre est une nécessité dans le contexte de guerre des talents' [...], cet impératif ne laisse guère d'autre alternative que celle d'une modération en matière de dépenses publiques »

Chambre de commerce

La non-indexation des barèmes serait désormais « au cœur » de l'équilibre des finances publiques, note la Chambre de commerce. Les recettes provenant de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires ont effectivement explosé, passant de 3,4 à 4,8 milliards sur les cinq dernières années. Luc Frieden promet « manner Steiere fir jiddereen ». Les fonctionnaires patronaux sont très transparents sur ce que cela implique : « Si l'allègement de la pression fiscale sur la main d'œuvre est une nécessité dans le contexte de guerre des talents' [...], cet impératif ne laisse guère d'autre alternative que celle d'une modération en matière de dépenses publiques ». La Chambre de commerce dit ce que son ancien président préfère taire.

La forme que devrait prendre cette « modération » n'est pas détaillée. C'est que la Chambre de commerce pense avoir trouvé la panacée : L'État pourrait économiser « jusqu'à onze milliards d'euros » grâce au « potentiel d'automatisation ». Celui-ci atteindrait 37 pour cent dans l'administration publique, 26 dans l'école et 36 dans la santé. Ces chiffres proviennent d'un papier concocté en interne par Marc Niederkorn, l'année dernière. L'expert partner » de McKinsey (devenu directeur de la SNCI en octobre) se basait sur une étude européenne publiée par son cabinet de conseil en 2017. On y lit que l'éducation présenterait un « potentiel d'automatisation » grâce à la « scalability » et la flexibilité offertes par les « virtual classrooms ». (Le papier de la Chambre de commerce remâche cette vision techno-optimiste, en faisant royalement abstraction des retours d'expériences du *homeschooling* lors des confinements.)

Alors que le *Spëtzekandidat* Frieden ne cesse de fustiger la faible part des renouvelables dans le mix énergétique, la Chambre de commerce pointe, elle, « une augmentation de 131 pour cent depuis 2015 ». Elle se félicite d'« une intensité carbone de l'économie en constante baisse », tout en concédant que celle-ci s'explique par le « découplage » entre croissance et CO₂ d'une économie dominée par la place financière. La Chambre de commerce passe par contre largement sous silence le tourisme à la pompe (les transports représentent 61 pour cent des émissions), et les stratégies pour en sortir. Les adjectifs « pragmatique » ou « raisonnable » sont absents des 25 pages dédiées à la transition énergétique, alors que, dans les interventions de Frieden, ils précèdent (et neutralisent) invariablement le mot « Klimaschutz ».

Mais dans leur essence, les deux discours se rejoignent. Même croyance technologique (la Chambre de commerce veut miser sur la *carbon capture*), même éloge d'une croissance « qualitative », même peur d'une « surréglementation ». L'État devrait « guider les entreprises sans les contraindre », écrit la Chambre de commerce, aux yeux de laquelle, la taxe CO₂ revêtirait « un caractère dissuasif, voire punitif ». Il faudrait davantage d'incitatifs « positifs », par exemple une « super-déduction fiscale » pour les investissements verts. Au détour d'une phrase, on apprend que « beaucoup d'entreprises » se sentiraient « perdues » quant à la manière de réduire leurs émissions. Un quart de siècle après la signature du Protocole de Kyoto, cet aveu ne fait pas apparaître les CEO locaux comme particulièrement visionnaires.

Le livret le plus long (33 pages) porte sur le développement territorial. Cela fait des années que la Chambre de commerce s'offusque des prix immobiliers qu'elle identifie comme principal frein à l'attraction des « talents ». Or, dès qu'une décote se dessine, elle est saisie de panique. Le patronat se retourne vers l'État pour revendiquer des cadeaux fiscaux « favorisant les investisseurs privés » (et assurant, accessoirement, les marges des développeurs). Pour le reste, la plupart des propositions patronales sont convenues : Étendre les périmètres autour des agglomérations ; réduire les « lourdeurs administratives d'un point de vue environnemental » ; « inciter » les communes à « faire preuve de plus de courage », c'est-à-dire à augmenter leurs coefficients de densité. (Luc Frieden défend exactement les mêmes propositions.) Quoique pas nouvelle, la vision patronale la plus extravagante est celle d'établir des « zones dotées d'un statut juridique particulier avec un cadre réglementaire spécial » dans les pays frontaliers. Des maquiladoras pour l'industrie financière. ●

Et que la hausse continue

Georges Canto

Les Banques centrales poursuivent leur politique monétaire restrictive alors que des nuages menacent



La publication le 29 juin par l'Institut statistique d'Espagne du taux d'inflation national a fait l'effet d'un choc. Il s'est établi à 1,9 pour cent en rythme annuel, soit un point de moins que le mois précédent, retombant à son niveau de fin 2021. C'est la première fois depuis dix-huit mois qu'une grande économie de la zone euro repasse sous l'objectif fixé par la BCE. Le même jour, selon l'office statistique européen Eurostat, le taux d'inflation annuel dans la zone euro était estimé à 5,5 pour cent, un niveau encore élevé mais en baisse de 0,6 point par rapport à mai et presque deux fois inférieur à son pic d'octobre 2022 (10,6 pour cent). Le Luxembourg affichait alors la meilleure performance avec un taux d'un pour cent, nettement inférieur aux attentes. Même configuration aux États-Unis où l'indice des prix publié mi-juin, qui était encore de 4,9 pour cent en mai, a baissé à quatre pour cent, le taux d'inflation le plus bas depuis avril 2021 !

Il n'en fallait pas davantage aux acteurs économiques pour espérer que les banques centrales mettent fin à leur politique de hausse des taux d'intérêt, leur objectif majeur étant en bonne voie d'être atteint. À savoir juguler l'inflation autour de deux pour cent. Or, non seulement il n'en est rien, mais de nouvelles augmentations sont attendues d'ici fin 2023. Pourquoi ? Aux États-Unis le 14 juin la Fed a décidé, après dix tours de vis successifs de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette de 5 à 5,25 pour cent – un niveau inédit depuis 2008 - ce qui a laissé penser à un changement de sa politique monétaire. Mais dans le même temps, la banque centrale américaine a publié les anticipations des membres de son FOMC (*Federal Open Market Committee*, comité de politique monétaire) : le taux moyen anticipé pour la fin 2023 est de 5,5 à 5,75 pour cent !

Le lendemain, le 15 juin, la BCE relevait encore, pour le porter à 3,5 pour cent, son principal taux directeur, le « refi ». Le 27 juin, lors de son dixième Forum annuel tenu à Sintra au Portugal, Christine Lagarde a enfoncé le clou en estimant « peu probable que, dans un avenir proche, la Banque centrale puisse affirmer en toute confiance que le pic de nos taux a été atteint ». Elle a annoncé, de ce fait, « qu'à moins d'un changement important dans les perspectives, nous continuerons à augmenter les taux en juillet ». Comment expliquer une telle intransigeance, alors que la répercussion des hausses continues enregistrées depuis juillet 2022 - quand le refi était encore négatif - sur les taux des crédits bancaires et sur l'activité suscite les plus vives inquiétudes, puisque la prévision de croissance en zone euro en 2023 est d'à peine 1,1 pour cent ?

Pour la BCE, la diminution de l'inflation est un trompe-l'œil, car elle est surtout due à celle des prix de l'énergie, orientés à la baisse (- 5,6 pour cent en rythme annuel en juin) après la flambée qui a suivi le début de la guerre en Ukraine. En revanche

Pour Christine Lagarde, le maintien de taux d'intérêt élevé menacent moins les ménages, car les emprunts sont majoritairement associés à des taux variables

l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation), indicateur de référence des banquiers centraux, reste élevée et ne diminue pas. Son taux, en glissement annuel, est passé de 5,3 pour cent en mai à 5,4 pour cent en juin pour les vingt pays de la zone euro, selon Eurostat. Pour le gouverneur de la Banque de France, « c'est là le champ d'action de la politique monétaire », car les prix entrant dans le calcul couvrent 70 pour cent des dépenses de consommation, qui sont elles-mêmes le principal moteur de la croissance.

La persistance d'une inflation sous-jacente soutenue serait due à deux facteurs, selon la BCE. Le premier concerne « l'effet d'aubaine » des entreprises qui, non seulement n'ont pas rogné leurs marges, mais ont profité de l'ambiance inflationniste générale pour augmenter leurs prix de manière excessive en vue d'accroître leurs profits. Pour Christine Lagarde, ce comportement, qu'elle fustige, est en train de faiblir. En revanche, un second facteur semble se renforcer. Confrontés à une perte de leurs revenus réels, les salariés réclament des hausses de rémunération, à la faveur d'un marché du travail qui résiste mieux qu'attendu et du tassement des gains de productivité dans certains secteurs. Pour le moment, la BCE, suivant en cela le FMI, n'observe pas la spirale prix-salaires tant redoutée. Mais elle estime que si les entreprises répercutent encore la hausse des coûts salariaux dans leurs prix, sans les absorber en réduisant leurs marges ou par des gains de productivité, ce risque pourrait apparaître et doit être endigué.

Aux États-Unis également, les pressions inflationnistes sous-jacentes restent présentes. Les prix de l'énergie et des produits alimentaires décélèrent, mais l'augmentation des loyers « une composante très rigide de l'indice des prix » a pris le relais depuis quelques mois, de sorte qu'alors que la prévision générale pour l'évolution des prix en 2023 a été abaissée de 3,3 à 3,2 pour cent, la prévision pour l'inflation sous-jacente a été relevée de 3,6 à 3,9 pour cent. En réponse, et compte tenu d'une situation de quasi plein-emploi, les salaires ont poursuivi une forte progression. Un document publié mi-avril 2023 sous le titre « People at work : a global workforce view » semble apporter de l'eau au moulin des banques centrales. Il émane du ADP Research Institute qui a interrogé fin 2022 un vaste échantillon de 32 612 travailleurs dans le monde entier, dont environ la moitié (15 290) vivant dans huit pays d'Europe (Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni et Suisse). L'enquête montre que les salariés affichent des attentes élevées en matière d'augmentations de salaire cette année. En moyenne mondiale, 62 pour cent ont reçu une augmentation l'année dernière, mais aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Europe on se situe nettement au-dessus, entre 68 et 75 pour cent de bénéficiaires. Le coup de pouce moyen a été de 6,4 pour cent, mais cela reste apparemment insuffisant, d'autant

que 44 pour cent trouvent qu'ils sont sous-payés pour leur travail, un chiffre qui grimpe à cinquante pour cent des deux côtés de l'Atlantique.

Plus de huit travailleurs sur dix s'attendent à une augmentation en 2023 et prévoient une hausse moyenne de 8,3 pour cent. C'est moins en Europe (68,5 pour cent avec une attente moyenne de 6,24 pour cent d'augmentation) et aux États-Unis (75 pour cent avec une attente de 6,7 pour cent), mais suffisant pour peser sur les coûts.

Un autre facteur explique que les banques centrales n'en-tendent pas revenir de sitôt sur leur politique monétaire restrictive. Comme une personne habituée aux antibiotiques qui a besoin de doses toujours plus élevées pour qu'elles soient efficaces, les économies modernes sont moins sensibles aux hausses de taux que par le passé. Pour « refroidir le moteur » et éradiquer l'inflation les niveaux actuels des taux ne seraient pas suffisants. Cela est dû autant à des facteurs conjoncturels que structurels.

Conséquence de plus de sept ans de politique accommodante des banques centrales, la « liquidité des économies » est encore élevée. Comme les ménages et les entreprises dispose(raie)nt toujours d'une épargne ou d'une trésorerie confortables, les hausses de taux et le resserrement du crédit les affectent moins et ils ne réduisent pas leurs dépenses aussi fortement qu'espéré. De plus, les ménages sont désormais majoritairement endettés à taux fixe et ne subissent donc pas les hausses sur leurs emprunts en cours, de sorte que pour eux « la transmission (de la politique monétaire) sera plus lente que lors des resserrements précédents », a estimé la présidente de la BCE. On sait aussi que les activités industrielles, et notamment les productions manufacturières, sont les plus sensibles aux mouvements de taux car elles sont « capitalistiques ». Or elles sont aujourd'hui très minoritaires, pesant à peine 23 pour cent du PIB, dans l'UE, une moyenne tirée vers le haut par l'Allemagne. Très largement dominant, le secteur de services, moins gourmand en capitaux, est aussi moins dépendant du crédit.

De fait, plusieurs indicateurs montrent une grande résilience des économies. Les marchés financiers ont globalement bien progressé depuis le début de l'année (+16,5 pour cent pour le S&P 500, +14 pour cent pour l'Euro Stoxx 50). Le taux de chômage est au plus bas depuis cinquante ans aux États-Unis (3,7 pour cent en mai 2023) et reste très faible dans l'UE (six pour cent fin mars). Mais le phénomène ne touche pas de manière identique tous les pays, et des craquements commencent à se faire sentir, notamment du côté des ménages. Leur consommation recule en volume et leurs investissements dans l'immobilier s'effondrent : en Allemagne le volume des crédits acceptés a baissé de moitié entre le premier trimestre 2022 et la même période de 2023 ; en France les primo-accédants auraient disparu du marché. Au final les nuages qui s'amoncellent sur la croissance (*d'Land*, 16.06.2023) justifieraient un « cessez-le-feu », c'est-à-dire au minimum une pause dans la hausse des taux. Les États lourdement endettés ou en déficit budgétaire pourraient pousser à la roue car ils doivent assumer un « service de la dette » de plus en plus élevé, comme la France qui empruntait sur dix ans à taux zéro en 2021 et doit désormais payer trois pour cent. Et la transition énergétique reste à financer. ●

Quel objectif d'inflation ?

À quel niveau d'inflation les banques centrales entameront-elles un revirement de leur politique monétaire actuelle ? Dans son célèbre blog du *New-York Times*, Paul Krugman, prix Nobel d'économie en 2008, a vigoureusement dénoncé l'objectif de deux pour cent retenu par la Fed et par la BCE (pour cette dernière, depuis sa création en 1998). Selon lui, il a été fixé d'une manière quelque peu arbitraire et surtout dans un contexte économique complètement différent. « La Fed va-t-elle passer l'économie à l'essoreuse pour atteindre un objectif d'inflation dont nous savons désormais qu'il était fondé sur de vieilles simulations qui se sont révélées erronées ? » écrit-il dans son article du 9 juin. Il propose de le porter à 3 pour cent, un chiffre « suffisamment bas pour que la population cesse de parler d'inflation ».

Son avis est partagé par Olivier Blanchard, ancien économiste en chef du FMI et professeur au MIT, et Ben Bernanke, ex-président de la Fed, qui à l'occasion de la présentation d'un travail commun de recherche à l'École d'économie de Paris le 26 juin, ont expliqué pourquoi les autorités monétaires auraient tout à gagner à s'accommoder d'une inflation à trois pour cent, plutôt que de s'arc-bouter sur le retour sous la barre des deux pour cent, qui nécessiterait « un ralentissement substantiel de l'activité » avec des effets très négatifs sur l'emploi. Avec une hausse des prix sous-jacente de 3,9 pour cent en 2023 il ne resterait donc plus beaucoup de chemin à faire pour parvenir à cet objectif aux États-Unis. Il serait plus long de ce côté-ci de l'Atlantique. gc

Suen eleng ginn net duer

Petra Böwen

Neben finanziellen Mitteln können vor allem exzellent ausgebildete Professionelle bei der Armutbekämpfung helfen. Doch leider wird die Sozialarbeit auch in Luxemburg immer weiter zerstückelt und bürokratisiert

Seit 2010, dem ersten Europäischen Jahr zur Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung, sind Begriffe wie Armutsbekämpfung und Förderung der sozialen Kohäsion in aller Munde und werden auch von den jeweiligen Akteuren in Politik und Öffentlichkeit immer wieder gerne benutzt, obwohl ja mit dem Thema Armut noch nie Wahlen gewonnen wurden.

Noch nie wurde auch in Luxemburg mehr Geld in die Sozialpolitik investiert wie heute, 47 Prozent der Staatsausgaben sind dieses Jahr Sozialausgaben. Doch trotzdem – oder vielleicht gerade deshalb? – steigt das Armutsrisiko immer mehr und geht die Schere zwischen Arm und Reich immer weiter auseinander: Bei Alleinerziehenden und Großfamilien liegt laut Eurostat das Armutsrisiko bei über 40 Prozent. Mehr als ein Fünftel der Jugendlichen ist armutsgefährdet. Die Bildungsungleichheiten nehmen zu: Dem *Nationalen Bildungsbericht* 2021 zufolge sind unter den ins „Classique“ orientierten Schüler/innen 72 Prozent aus so genannten gut situierten Familien, gegenüber 16 Prozent aus sozial benachteiligten. Gleichzeitig werden immer mehr Professionelle krank: In Deutschland sind Sozialverwaltung, Sozialversicherung und der gesamte Bereich der Sozialen Arbeit die Berufsgruppen mit den meisten Burnouts.

Die Politik wiederum entfernt sich immer mehr von der Gesellschaft. Die Züricher Hochschule für angewandte Wissenschaften hat festgestellt: „Krankheit in der Sozialhilfe ist eher die Regel als die Ausnahme. Es ist ein systemisches Problem, das systemisches Handeln erfordert.“

Zustände hier im Land

Historisch gesehen, wurden in Luxemburg in den letzten 50 Jahren viele politische Initiativen zur Armutsbekämpfung ergriffen. Es wurden viele Gesetze verabschiedet und reformiert (Aide sociale, RMG...). Viel Geld floss in Strukturen (Schulen, Maisons Relais, die Universität...), in Aus- und Weiterbildung (neue Ausbildungsgänge wie Bachelor und DAP...) sowie in Personal, zum Beispiel in den Einrichtungen der Sozialen Arbeit. Auch wurden und werden die Forschungs-, Analyse- und Messmechanismen immer ausgeklügelter. Bei Gesetzesreformen wie zur Aide sociale oder dem Revis werden Evaluationen verpflichtend verankert. Alle zwei Jahre erscheint der *Nationale Bildungsbericht*, alle fünf Jahre der *Nationale Jugendbericht*. Die nationale Beobachtungsstelle für Schulqualität wurde mit vielen Ressourcen zum Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire aufgestockt.

Warum greifen all die Aktionen zur Armutsbekämpfung nicht so, dass Armut kein Thema mehr ist? Warum geht es vielen Menschen noch immer so viel schlechter? Warum gibt es manchmal sogar Rückschritte? Hier zur Skizzierung einige exemplarische Beispiele, die die so genannten „Armen“ betreffen, die Professionellen, die mit ihnen arbeiten, und deren Aus- und Weiterbildung.

Sozialhilfegesetz Revis-RMG: vom fortschrittlichsten Gesetz zur Armutsfalle?

Als das Gesetz über das garantierte Mindesteinkommen RMG – heute Revis – 1986 in Kraft trat, war es das fortschrittlichste Sozialhilfegesetz in ganz Europa. Neben der Wahrung der Anonymität und dem einklagbaren Recht war es ein Paradigmenwechsel: weg von der reinen, oft willkürlichen finanziellen Unterstützung hin zur aktiven Hilfe bei der sozialen und beruflichen Integration durch maßgeschneiderte zielgruppenspezifische Hilfen (Prävention, Beratung, Weiterbildung). Dafür sollten spezialisierte Abteilungen sorgen, wodurch viele die Möglichkeit erhielten, aus der Sozialhilfe zu kommen und sich eine von Scham befreite, selbstbestimmte Zukunft ohne Schulden aufzubauen.

Die Fokussierung auf Arbeit als das wichtigste Instrument zur Eingliederung für alle Zielgruppen, die sich seit der Jahrtausendwende auch vermehrt in den Maßnahmen der Sozialhilfe widerspiegelte, fand 2019 in der Reform des RMG mit dem neuen Revis-Gesetz ihren bisherigen Höhepunkt: Die Zuständigkeit für das „Profiling“ liegt nicht mehr in der Hand der zuständigen Abteilung des Familienministeriums, sondern wurde in die Kompetenz des Arbeitsministeriums verlagert.

Dies kann für einen Bruchteil der arbeitsfähigen Sozialhilfeempfänger passen. Wobei es schwerfällt, sich den qualitativen Mehrwert zu erschließen,

Längst ist es üblich, dass drei, vier oder fünf Assistants sociaux mit einer Person arbeiten. Das ist nicht effizient und kann Situationen verschlimmern

wenn aus einer *enquête sociale*, durchgeführt von einem Assistant social, ein Zehn-Fragen-Katalog zum Selbstausfüllen wird. Wo aber sind die spezifischen Hilfen und Maßnahmen für all die anderen Zielgruppen, die noch nicht oder nie mehr dem ersten Arbeitsmarkt zur Verfügung stehen werden? Zum Beispiel für die 7 611 Kinder und 899 Jugendlichen, die 2021 in Revis-Haushalten lebten? Für die 1 336 Alleinerziehenden im Revis, die wegen fehlender Kinderbetreuung keine Chance auf Integration hatten? Wie viele Menschen bekamen keine Maßnahme, obwohl sie ein Recht darauf hatten? Überall dort wird die so genannte „Dispense“ von der Maßnahme zum lebenslangen vergifteten Geschenk, weil Geld zurückgezahlt wer-

den muss, etwa wenn Personen nicht an einer Maßnahme teilnehmen. Oder auch, wenn Hypotheken auf Wohneigentum aufgenommen werden – allein 650 neue Hypotheken im Jahr 2021¹. Revis gibt es nicht umsonst. Diese Personen verschulden sich und ihre Kinder jeden Tag – ohne eigenes Verschulden – immer mehr und bleiben für Generationen abhängig von staatlichen Hilfen und stigmatisiert.

Forschungsberichte belegen seit langem, dass es neben finanziellen Mitteln vor allem fachlich und persönlich exzellent ausgebildete Professionelle sind, die hier helfen können. Aber leider wird die Sozialarbeit auch in Luxemburg immer mehr zerstückelt und bürokratisiert, so dass eine ganzheitliche und nachhaltige Sozialarbeit nicht mehr möglich ist. Immer seltener kann sich der Sozialarbeiter um das gesamte Dossier kümmern. Längst ist es üblich, dass drei, vier oder fünf Assistants sociaux mit einer Person arbeiten. Das ist nicht effizient, es kann Situationen verschlimmern und macht viele Sozialarbeiter krank.

Aus- und Weiterbildung: Entfernung von der Praxis statt Theorie und Praxis im Dialog?

Die prekäre Situation auf dem Arbeitsmarkt und in der Ausbildung verschlimmert die Situation für die Betroffenen und die Professionellen oft noch mehr. Geht die Richtung immer mehr vom ganzheitlichen Generalisten zum „Schmalspurausgebildeten“, dem der Überblick fehlt? Ist Theorie so viel wichtiger als Praxis? Es fehlen Tausende von Fachkräften in den sozio-edukativen Praxisfeldern. 2021 wurden allein beim Educateur über 800 offene Stellen gezählt, beim Bachelor fast 700². Während die Universität 56 Bachelor-Diplome in Sozial- und Erziehungswissenschaften vergab.

Da ist es auch nicht hilfreich, wenn die Universität einen qualitativ hochwertigen berufsbegleitenden Studiengang (Bachelor in Sozial- und Erziehungswissenschaften in Kooperation mit der Chambre des salariés) in diesem Bereich abschafft, obwohl mehr als 150 Interessent/innen auf der Warteliste stehen. Auch beim regulären Studiengang gibt es viel mehr Bewerbungen als Studienplätze. Die Ausbildungen auf den verschiedenen Qualifikationsniveaus verlangen generalistische Basiskenntnisse und Praxiserfahrung, doch leider geht der Trend hin zu zielgruppenspezifischen Ausbildungen.

Parlament und Politik: Silodenken und Bürgerferne statt interministerieller Koordination und Nähe zu den Menschen?

Ist die Politik noch ein Spiegelbild der Gesellschaft oder sitzt sie immer mehr im Elfenbeinturm? Armut und Armutsbekämpfung betreffen die gesamte Gesellschaft, „von der Wiege bis zur Bahre“, und damit auch (fast) alle Ministerien – das für Familie und das für Gesundheit; das Bildungsministerium, das Arbeitsministerium und das Justizministerium. Das Innenministerium, das Gleichstellungsministerium, das Wohnungsbauministerium, aber auch das Wirtschaftsministerium und das Außen- und Immigrationsministerium³. In den Kompetenzbereichen all dieser Ressorts sind soziale Organisationen etabliert und Sozialarbeiter tätig.

Das könnte positiv sein, doch da sie alle noch mit vielen anderen Themen zu tun haben, ist nicht immer ersichtlich, ob und inwiefern sie sich zuständig fühlen. Und die interministerielle Koordination ist mehr als herausfordernd. Erschwerend kommt hinzu, dass im Parlament verschiedene Berufsstände und gesellschaftliche Schichten nicht mehr repräsentiert sind,

und bei 21 Frauen von 60 Abgeordneten besteht ebenfalls noch Luft nach oben.

Was können wir tun?

Als eines der reichsten Länder der Welt muss Luxemburg auch weiterhin viel Geld und Ressourcen für Sozialpolitik und den Zusammenhalt in der Gesellschaft ausgeben. Aber so, dass damit im Kampf gegen Armut mehr bewirkt werden kann. Armutsbekämpfung sollte zur Chefsache aller zuständigen Minister/innen gemacht werden, die zum Beispiel eine Arbeitsgruppe bilden (wie 2004 in Deutschland), in der auch Betroffeneninitiativen und Vertreter/innen aus Praxis und Wissenschaft sitzen. Diese sollten sich mindestens zweimal im Jahr treffen, um verschiedene Themen kontinuierlicher zu besprechen und ganz praktische Lösungsansätze zu diskutieren.

In der Sozialhilfe braucht es bei den verschiedenen Gesetzesreformen im Vorfeld gemeinsame Strategien der zuständigen Ministerien und in der Praxis mehr Begleitung und Unterstützung aus einer Hand. Auf kommunaler Ebene bestehen bereits „Guichets uniques“ durch die 30 Sozialämter mit verschiedenen Abteilungen. Aber die Hilfesuchenden benötigen einen einzigen Ansprechpartner (Fallmanager) für die Begleitung. Er ist Ansprechpartner von Anfang bis Ende, egal ob die Person Revis erhält, Sozialhilfe oder etwas anderes; egal ob sie überschuldet ist oder eine Wohnung sucht. Hinter dem Guichet muss das multiprofessionelle Team stehen, mit Spezialisten, die ihre Arbeit machen, eigenverantwortlich und ohne bürokratische Hürden. Das ist nichts Neues, kann aber viel effektiver sein, Kosten sparen und auch das Wohlbefinden der Betroffenen und der Sozialarbeiter/innen erhöhen.

In der Ausbildung und Qualifizierung würde die von der Ances (Association nationale des communautés éducatives et sociales) schon lange geforderte Etablierung eines einheitlichen mehrstufigen Qualifikationsrahmens mit spezifischen Berufsprofilen für die soziale und sozialpädagogische Arbeit, unter interministerieller Koordination, vieles erleichtern. Sie würde dazu beitragen, die entsprechenden Ausbildungen qualitativ und quantitativ nicht abzubauen, sondern auszubauen.

Die OECD hat das Luxemburg vor Kurzem im Bereich Weiterbildung empfohlen. In ihrem Bericht stellt die OECD fest, dass diese Koordination fehlt: „Dadurch, dass die Kompetenzen zwischen verschiedenen Ministerien und Diensten des Landes aufgeteilt sind, gibt es Nachholbedarf bei der Koordination auf Regierungsebene.“

Hilfreich wäre auch, wenn die Abgeordnetenkommission wieder vielfältigere Repräsentanten aus der Gesellschaft hätte, um mit ihrer Politik den sozialen Zusammenhalt besser zu fördern und damit effizienter die Armut zu bekämpfen. Es gibt also Stellschrauben, die nicht mehr kosten – im Gegenteil –, aber vieles verbessern können.

Es zeigt sich aber auch, dass der viel benutzte Begriff der sozialen Kohäsion, der definiert wird als „die Fähigkeit einer Gesellschaft, das Wohlergehen all ihrer Mitglieder zu sichern und durch Minimierung von Ungleichheiten und Vermeidung von Marginalisierung Unterschiede und Spaltung zu bewältigen sowie die Mittel zur Erreichung des Wohlergehens aller zu gewährleisten“, täglich von allen Mitgliedern der Zivilgesellschaft gelebt und von den Entscheidungsträgern umgesetzt werden muss; vor allem in einem so reichen und überschaubaren Land wie Luxemburg. ●

Petra Böwen ist Beraterin und Vizepräsidentin der Association nationale des communautés éducatives et sociales (Ances).

¹ Alle Statistiken in diesem Abschnitt laut Jahresbericht 2021 des Familienministeriums

² Böwen, Petra; Flammang, Manou: „Der Arbeitsmarkt der sozialen Arbeit“ (Newsletter). <https://orbilu.uni.lu/handle/10993/49181>

³ Böwen, Petra: „Der Bachelor in Sozial- und Erziehungswissenschaften und seine Praxisfelder“. <https://hdl.handle.net/10993/31549>



Bei Alleinerziehenden liegt das Armutsrisiko bei über 40 Prozent

Sven Becker

DIKTAFON I

„Flüchtigkeit, in Stein gemeißelt“

Gespräch: Josée Hansen

Max Dax (*1969, Kiel), bürgerlich Maximilian Bauer, ist Journalist, Schriftsteller und Kurator. Bekannt für seine Gespräche mit Pop-Ikonen, hat er seinen Recherchen im Spannungsfeld zwischen Kunst, Musik und Popkultur mit einer viel beachteten Ausstellung – *Hyper! A Journey Into Art And Music*, 2019 in den Deichtorhallen in Hamburg – Form gegeben, wovon *I'm Not There – The Invisible Influx of Music on Art* Anfang 2023 in der Galerie Zidoun-Bossuyt in Luxemburg-Stadtgrund eine Neuinterpretation war. Der ehemalige Chefredakteur der deutschen Kultmusikzeitschrift *Spex* (2007-2010) schreibt heute freiberuflich u.a. für *Spiegel*, *Die Welt* oder die *Frankfurter Rundschau*. Er hat über zwanzig Bücher geschrieben, zuletzt „*Was ich sah, war die freie Welt*“ – 24 Gespräche über die Vorstellungskraft und den Roman *Dissonanz – Ein austauschbares Jahr*. Wir trafen Max Dax in Esch-Alzette, wo er am 14. Juni einen Talk mit Künstler Wolfgang Müller gab, der im Bridderhaus eine Künstlerresidenz hat. Dieses Gespräch ist das erste der neuen *Land*-Serie „Diktafon“, Gespräche mit Intellektuellen, die versuchen „Erinnerungen einzufrieren“

d'Land: Es ist schon eine besondere Herausforderung, ein Gespräch zu führen mit einem Experten des Gesprächs... Du hast in den letzten zwei Jahren zwei neue Bücher veröffentlicht, eines mit 24 deiner Gespräche und einen Roman. Bücher machen ist cool, weil man teilt. Mich hat Dissonanz schon sehr fasziniert, weil du auch deinen banalen Alltag schilderst, Zugreisen und Kochen, und daneben Begegnungen und Erinnerungen mit großen Künstler/innen und Intellektuellen. Dissonanz schildert genau ein Jahr, vom 16. Juni 2009 bis zum 16. Juni 2010 – als du Chefredakteur der *Spex* warst – und erschien zuerst als Blog auf *spex.de*. Warum musste das zwölf Jahre später ein Buch werden?

Max Dax: In *Dissonanz* geht es um eine Odyssee, also eine Irrfahrt, und zwar die des Erzählers. Er fragt sich: Wer bin ich? Und was ist meine Geschichte? Als ich im Juni 2009 damit begann, täglich zu schreiben half mir der im Entstehen begriffene Text im wahrsten Sinne des Wortes zu überleben. *Dissonanz* half mir, den Moment eines Tages festzuhalten, der herausragte. Und wenn ich diesen Moment nicht aufgeschrieben hätte, dann wären die Erinnerungen irgendwann in einem Mahlstrom einfach verschwunden. Dadurch, dass ich täglich am *Dissonanz*-Blog geschrieben habe, waren diese Momente schließlich fixiert. Ein Gedankenstrom war entstanden. Als ich während des Corona-Lockdowns die Möglichkeit bekam, den Blog zu kürzen und in Form zu bringen, habe ich eine Perspektive in die Erzählung eingebracht, einen geistigen Blickwinkel, den ich im Geschäftsjahr 2009/10 so vielleicht nicht gehabt habe.

Der „Gedankenstrom“ ist eine Fiktion, die mich total fasziniert. Ich frage mich ganz ernsthaft: Gibt es das Leben nach dem Tod? Was ist Wiedergeburt? So, wie der Mensch die DNA entschlüsselt hat, kann ich mir vorstellen, dass man irgendwann in der Lage sein wird, auch die Gedanken zu entschlüsseln, als ob das eine chemische oder spirituelle Formel ist. Und das mag dann, wahrscheinlich ähnlich wie die KI, ganz große Folgen für die Menschheit haben. Also, dass der ganze Planet zu einer Amöbe wird, weil alle miteinander connected sind.

In *Dissonanz* lasse ich die Leserinnen und Leser an meinem Stream of Consciousness teilhaben. Natürlich nicht den ganzen Gedankenstrom, der wäre ja endlos, aber eben einen Ausschnitt. Dazu gehört, dass das zu einer Art Sing-Sang wird, eigentlich einem Gesang. In den kann man eintauchen und wieder aussteigen, quasi einchecken und auschecken.

Meine Zeit bei der *Spex* war im Rückblick aberwitzig. Ich lebte ein äußerst privilegiertes Leben, traf Menschen wie Claude Lanzmann, Gilbert & George, Grace Jones, Robbie Williams oder Damien Hirst, wurde in die teuersten Restaurants eingeladen, aber ich habe so gut wie kein Geld verdient. Alle Details, alle de facto erlebten Dinge wären in der Erinnerung verschwommen zu einem eingeebneten Vierjahresbrei. In *Blade Runner* sagt der Replikant zum Schluss: „Alles, was ich gesehen habe im Leben wird verschwunden sein, wie Tränen im Regen.“ Dieser angekündigten, riesigen Erinnerungslücke wollte ich entgegenwirken, nicht zuletzt, weil ich Kinder habe, vor denen die Erinnerung nicht kapitulieren soll. Also schrieb ich alles auf.

Erst im Akt des Editierens hat das Schreiben dann einen Rhythmus bekommen, einen Gesang bekommen und wurde damit vielleicht zu Literatur. Durch diese Arbeit wurde dieser Gedankenstrom zu einem Code. Das war eine große Freude, als ich merkte, wie sich der Rhythmus des Romans herauschaltete, wie die Taktung der Informationsdichte zu einem Stilmittel wurde und wie wichtig Wiederholungen sind, dass sich vieles wiederholt oder vermeintlich wiederholt, wie wichtig Listen sind, konkrete Poesie ... Und das half mir dann bei jedem Satz: kann rein, muss drinbleiben, kann raus, hier braucht es noch was...

Aber es gibt ja eine Zeitspanne dazwischen, zwischen dem Jetzt-Schreiben, was du damals erlebt hast, und der Wiederaufnahme fürs Buch sind dann zwölf Jahre vergangen. Du hast die *Spex* 2010 verlassen, die Zeitschrift wurde 2018 eingestellt. Warum musste der Blog als Buch erscheinen?

Ich hätte es gern früher editiert, aber dann wäre es mit Sicherheit nicht so geworden, wie es jetzt geworden ist. Ich bin aber sehr glücklich über das Ergebnis, von daher war es vielleicht genau richtig. Dass ich damals trotz meines Postens als Chefredakteur ein prekäres Leben geführt habe, habe ich in Kauf genommen. Denn das Schreiben, das Fotografieren, die Musik, die Filme, die Kunst, das ist eben auch ein Wert oder von mir aus: eine Währung. Nach über 30 Jahren existieren jetzt Tausende von Texten und Abertausende von Fotos, außerdem Kompositionen und Bücher, für die man zwar jeweils kaum Geld bekommen hat, die aber einen eigenen Wert haben, und das ist mehr als nur etwas Ideelles. Dadurch, dass die meisten Sachen in Massenmedien veröffentlicht worden sind, haben die Texte ja immer auch eine potenzielle Leserschaft von Hunderttausenden bis Millionen Menschen. Und ich sehe das auch an der Resonanz, die ich bekomme, dass wildfremde Leute mich kennen, obwohl ich gar nicht berühmt bin.

Doch, du bist berühmt, du bist Max Dax.

Ja, weil man sich den Namen so gut merken kann.

Bekanntheit ist das Resultat der Kanäle, für die ich schreibe. Das sind ja Massenmedien – auch wenn im Falle der *Spex* kein Wohlstand damit einher ging.

Ich weiß nicht, ob der Wohlstand in der Presse überhaupt noch kommt, das ist schon vorbei, glaube ich.

Ich stand mehrfach vor der Entscheidung: Mach ich's weiter oder nicht, und ich hab's stets weiter gemacht. Denn solange man mit guten Freunden gemeinsam gut essen und reden kann, dann ist das Leben auch lebenswert.

Und das sagst du in Luxemburg ...

Der Punkt ist: Die Zeit, die Liebe, was ist eine Erzählung? Wer ist der Autor? Das sind die Themen, um die es in *Dissonanz* geht, das sind alles Währungen, die man sich mit Geld nicht kaufen kann. Dieses Leben, das ich gelebt habe, war ein schnelles Leben mit vielen Ortswechseln. Vieles erlebt man da nur flüchtig, aber es gibt regelmäßig diese intensiven Momente. Wenn es einem gelingt, die festzuhalten, dann wird Flüchtigkeit in Stein gemeißelt wird.

Auch hier, unsere Gesprächssituation, dient ja dem Zweck, dass Erinnerungen, Erfahrungen festgehalten werden. Wenn das gedruckt wird, dann ist es für immer da.

Dein letztes Buch „Was ich sah, war die freie Welt“ besteht aus 24 Gesprächen mit Künstlerinnen, Musikern, Kuratoren. Wie bringst Du sie zum Sprechen? Du scheinst deine erste Frage immer mit einem Haken zu stellen, immer mit einer unerwarteten Frage, die überrascht. Das ist angesichts von Gesprächssituationen, die oft von Film- oder Plattenfirmen organisiert werden, die sich Werbung für ihre Produkte erhoffen, nicht selbstverständlich. Ich finde deine Gespräche sind eher ein Austausch auf Augenhöhe.

Das ist natürlich jedes Mal eine Stresssituation, denn ich möchte jedem und jeder gerecht werden. Aber ich kann natürlich nicht alle Bücher gelesen und alle Platten gehört haben.

Deshalb geht es in jedem Gespräch um so eine Art absolute Präsenz im Moment und um eine Aufladung des Kurzzeitgedächtnisses. Die erste Frage muss, gerade wenn die Zeit begrenzt ist, auf eine freundliche Art und Weise deutlich machen: „Das ist jetzt hier Ernstfall“. Also für den oder die Interviewten ist es

„Jede Person, mit der ich ein Gespräch führe, ist für mich somit eine Art Privatdozent oder -dozentin, und das jeweilige Medium ist eine Art Akademie der Erkenntnis.“

ein Ernstfall, die wollen sich nicht langweilen, deren Zeit ist auch kostbar. Aber es ist auch ein Ernstfall für mich, ich muss rausgehen mit einem guten Gespräch – und das heißt für mich, dass ich im Dialog persönlich etwas gelernt habe, dass ich einen Perspektivenwechsel erfahren habe.

Jede Person, mit der ich ein Gespräch führe, ist für mich somit eine Art Privatdozent oder -dozentin, und das jeweilige Medium ist eine Art Akademie der Erkenntnis. Und die erste Frage muss mein Gegenüber erreichen. Ich bereite mich den Tag, die Stunden vorher intensiv vor. Klar, ein Buch lese ich dann schon über die Wochen vorher, aber ich lese immer auch Interviews, die meine Gegenüber im Ausland gegeben haben. Also, wenn ich beispielsweise einen deutschen Maler interviewe, dann suche ich auch nach Interviews, die der in Amerika oder England gegeben hat, und zwar so viele wie möglich von denen.



Max Dax

Um einerseits zu sehen, wie so eine internationale Perspektive auf die Person aussieht, und andererseits, um zu vermeiden, die gleichen Fragen wie alle anderen zu stellen. Das ist teilweise schade, weil es oft tolle Fragen, tolle Antworten sind, aber die muss ich mir dann eben verkneifen. In fast jedem dieser Interviews gibt es ein Moment, wo ich beispielsweise denke – wow! – jetzt redet mein zukünftiges Gegenüber über Andrej Tarkowski! Den finde ich ja auch ganz toll, aber vielleicht aus anderen Gründen. Und der Interviewer, der geht da gar nicht drauf ein. Das ist dann für mich die Erlaubnis, mein Gespräch vielleicht genau dort anzufangen: Weil da weiß ich, dass die andere Person zu Tarkowski eine Meinung hat, und ich kann hier anknüpfen, an ein bereits geführtes Gespräch anknüpfen – als ob ich mich in einen Gedankenstrom einwähle.

Es geht immer um Empathie und Vertrauen, und wenn ich es schaffe, durch eine erste oder zweite Frage diese Empathie zum Ausdruck zu bringen und das Vertrauen aufzubauen, dann bekomme ich plötzlich ganz andere Antworten auf Fragen, die vielleicht schon hundertmal gestellt worden sind. Weil dann klar ist, dass in mir ein genuines Interesse am Anderen vorhanden ist.

Beiden ist ja bewusst, dass alles, worüber gesprochen wird, anschließend in einer Zeitung oder einem Magazin zu lesen sein wird. Und meine Aufgabe ist es, anders, als im persönlichen Gespräch unter Freunden, den Kern der Persönlichkeit meines Gegenübers herauszuarbeiten.

Ein veröffentlichtes Gespräch ist somit immer ein Übersetzungsakt, und ich rede von der Übersetzung gesprochener Sprache in Schriftsprache, damit das, was da an Komplexität drin ist, auf dem begrenzten Raum des zur Verfügung stehenden Platzes auch wirklich als Essenz vermittelt werden kann. Und das

ist schön, das ist für mich Verdichtung und damit hat auch ein Gespräch oftmals eine literarische Qualität, weil es durch dieses Editieren und das Kürzen natürlich darum geht, an die Essenz ranzukommen.

Dissonanz spielt 2009-2010, das waren deine letzten Monate als Chefredakteur der Spex, auch wenn das Buch dieses Ende nicht mehr behandelt. Die Spex gibt es heute nicht mehr.

Die Einstellung der *Spex* 2018 war ein historischer Fehler.

Warum hast du denn die Chefredaktion dann verlassen?

Ich habe aufgehört, weil ich nicht krank werden wollte. Krank aber wäre ich sicherlich geworden, wenn ich weitergemacht hätte. Denn das ganze Umfeld war zum Schluss toxisch. Dabei haben wir eine schwarze Null geschrieben, das war ja das Irre, wir erreichten damals die höchste Auflage, die die *Spex* je verzeichnet hat: knapp 30 000 Exemplare. Und ich dachte immer, wenn man erfolgreich ist, wenn man die Zahlen nicht nur liefert, die Erwartungen sogar übertrifft, dass dann nicht ständig die eigene Arbeit in Frage gestellt wird. Dem war aber nicht so.

Es gibt in jedem Sprachraum nur sehr wenige funktionierende Kanäle. Die große Schwierigkeit liegt immer darin, dass ein Kanal von den Leserinnen und Lesern als glaubwürdig und relevant akzeptiert wird. Schafft ein Titel dies, ist die Herkulesaufgabe erledigt. Der Rest ist Kür. Und wenn ein solcher Kanal trotzdem defizitär sein sollte, dann muss man da halt Stellschrauben stellen. Aber man stellt einen funktionierenden Kanal wie die *Spex* nicht einfach ein.

Und bereits lange bevor die *Spex* eingestellt wurde, war es ein permanenter Kampf, dass die Relevanz,

die wir mit der *Spex* erreicht hatten, nicht kurzfristigen Marketing-Ideen geopfert wird. Ich spürte 2010 ganz klar: Das ist wie Don Quijote, das ist Kämpfen gegen Windmühlen.

Will man die Relevanz bewahren, muss man aber kämpfen, denn die Leserschaft hat ein ganz feines Gespür dafür, ob ein Magazin Haltung hat, oder ob darin auch Texte auftauchen, die Gefälligkeiten sind. Relevanz ist das Gegenteil von Gefälligkeit und Affirmation, und das spüren die Leute intuitiv, auch wenn sie vielleicht nicht immer das medienkritische Vokabular haben, um das selber auszudrücken. Sie kaufen dann halt einfach das Magazin nicht mehr. Das ist ihre Art, es zu sagen, und es ist leichter, eine Zeitschrift nicht mehr zu kaufen, als Leute zu finden, die sie anschließend zum ersten Mal kaufen. Es ist leider einfacher, mit anzuschauen, wie die Auflage fällt, als sie, noch dazu in der größten Krise von Print, wie wir sie Ende der Nullerjahre erlebt haben, sogar zu steigern.

Warum war die Spex in deinen Augen denn so relevant im deutschen Pressewesen?

Zunächst einmal: Die versammelten Artikel der *Spex* aus fast 40 Jahren repräsentieren nichts weniger als das popkulturelle Gedächtnis der BRD. Und jedes neue Heft hatte das Potenzial oder die Aufgabe, diesem Gedächtnis ein paar Seiten hinzuzufügen. Die *Spex* war ein Filter. Selbst da noch, als das Internet bereits die Möglichkeit bot, sich selbst alles anzuhören oder anzugucken. Man kann sich heutzutage ja selber zu allem eine Meinung bilden, weil alles sofort streambar ist.

Früher hatte die *Spex* eine klare Gatekeeper-Funktion: die *Spex* sagte: Das ist jetzt gut oder nicht, sie machte eine diskursive Vorauswahl, gab Orientierungspunkte, wo die Reise hingehen könnte. Die *Spex* war wie eine kommentierte, kontextualisierte *Premium-Spotify-Playlist*. Eine typische Ausgabe der *Spex* bot einen dialogischen Zugang zu sehr berühmten Leuten, die mit dem Magazin zu sprechen bereit waren, und einen unverbrauchten, neuen Blick auf neue, unbekannte Künstlerinnen und Künstler, wo wir als *Spex*-Redaktion versucht haben, Königsmacher/innen sein: Wir hatten den Anspruch, die Stars der Zukunft zu entdecken, um diese Relevanz zu behaupten. Stars freilich im Sinne von Andy Warhols Superstars – unsere Stars.

Und wenn etwas neu in der *Spex* präsentiert wurde, dann konnte man die Uhr danach stellen, wann das nicht nur in deutschen Feuilletons oder anderen Zeitschriften oder im Radio, sondern teilweise auch im Ausland aufgegriffen wurde. Heute fehlt diese Instanz, das heißt, es fehlt diese Vorauswahl, und plötzlich sind es eigentlich nur noch die Promoter, die sagen, das ist jetzt das neue Ding, oder der persönliche Geschmack eines Redakteurs. Aber es gibt eben nicht mehr diese Umlaufbahnen, diese Satelliten, die da ins popkulturelle Bewusstsein, in diese *Crystal Ball* reingeschossen werden.

In Dissonanz veröffentlichst du ein „Manifest für die Zeitschrift der Zukunft“, geschrieben am 31. August 2009. Eine Zeitschrift habe „weniger Meinungen zu verbreiten, eher Chronik der Ereignisse zu sein, Kontextualisierung und übergeordnete Narrative zu liefern“. Würdest du diesem Ideal auch heute noch zustimmen?

Ja, genau, das denke ich auch heute noch. Keiner braucht Meinungen. Wir sehen ja, wo Meinungen führen. Die führen zu *Fake Facts* und oder zelebriertem Fantum oder zelebriertem Hass. Das ist die hässliche Realität der Meinungen. Natürlich kann auch ein Chronist eine Meinung haben. Aber eine Chronik seiner Zeit zu schreiben, in der Tageszeitung jeden Tag, im Magazin alle ein oder zwei Monate, das ist die eigentliche Qualität.

Als Jugendlicher habe ich den *Musikexpress* gelesen und diesem geglaubt, es stand da ja so geschrieben, dass Yoko Ono eine Hexe sei, die die Beatles kaputt gemacht hat. Und dann kaufte ich mir 1983 meine erste *Spex*, und darin war ein Artikel über Yoko Ono, und ich weiß noch, wie ich dachte: Aha, die alte Hexe wieder, da lese ich mal rein – und plötzlich steht da, was die für eine grandiose Künstlerin ist. Und wie sehr sich John Lennon glücklich schätzen durfte diese Frau getroffen zu haben. Und da dachte ich, Moment mal, das ist ja ein komplett anderer Blick auf die Welt, und dieser Blick ist im Zeitschriftenregal nur einen Zentimeter vom anderen Blick entfernt.

Eine „Zeitschrift der Zukunft“ ist natürlich möglich. Sie wird nur anders aussehen, als wir das vielleicht denken. Sie muss die Welt darstellen und in Frage stellen, in der wir leben. Sie muss verständlich sein, und das Layout darf nicht einem Selbstzweck folgen, es muss dienen. Ob die nun unbedingt auf Papier gedruckt sein muss, ob sie nun unbedingt in der jeweiligen Landessprache verfasst sein muss, das weiß ich nicht. Das sind aber technische Fragen, die sich erübrigen werden, weil durch Spracherkennung und KI derzeit ohnehin alles umgewälzt wird. Die Zeitschrift der Zukunft wird wahrscheinlich interaktiv sein, also digital, und man sagt, in welcher

Sprache man sie lesen möchte. Das wird ein paar Jahre lang holprig sein, aber irgendwann wird es perfekt funktionieren.

Ich mag die Idee, dass eine publizistische Aktivität auch ein Marathon ist, dass es nicht nur so ein Peak ist, sondern dass sie sich in die Zeit einschreibt, dass sie sich auf einer anderen Ebene erst in der Dauer erfassen lässt...

Ja. Genau darin liegt die Süße: Beschreibe das, was du siehst. Jochen Distelmeyer von der Band Blumfeld hat mal diesen schönen Satz gesungen: „Kommst du mit in den Alltag?“. Das ist für mich die allergrößte Liebeserklärung, die man aussprechen kann. Also dieses Versprechen, es ist zwar nur der Alltag, aber es wird gerade deswegen geil.

Wenn man es schafft, zu zweit den *daily grind* so hinzubekommen, dass man abends denkt: Schade, dass der Tag schon vorbei ist, inklusive schreiender Kinder, Saubermachen, Essen kochen und allem drum und dran – das ist das Leben. So einfach ist es.

Und das kann man eigentlich eins zu eins auf das Medium Zeitschrift übertragen. Also alles, was gestellt, behauptet, Meinung ist, ist wahrscheinlich ein Stück weit weg vom Alltag und weg von der Echtheit.

Und natürlich gehört zum Alltag auch der Peak. Alltag heißt ja nicht, dass man jetzt ein sowjetisches Leben führen soll, wo die Lego-Steine grau sind und runde Ecken haben, sondern, nein, es heißt einfach, die Dinge so zu nehmen, wie sie kommen. Carpe diem. Und eine Zeitschrift der Zukunft muss genau das abbilden, das meine ich mit „sie muss Chronistin sein“. Und ich glaube, dann bekommt diese Zeitschrift der Zukunft auch ihre Leserinnen und Leser. Das passiert automatisch, denn die Dinge sprechen sich ja rum.

Aber: Je vermeintlich profaner das Thema ist, desto präziser muss die Sprache sein. Die Sprache muss dann perfekt sein, sie muss so sitzen, dass jedes Füllwort sich selbst entlarvt. Nur so wird plötzlich aus dem Alltäglichen etwas Besonderes. Das war für mich auch der Schlüssel zur *Dissonanz*.

Ich finde Dissonanz unheimlich intim. Du gibst so viel preis von dir, etwa wenn du über deine Begegnungen mit Claude Lanzmann berichtest, oder wenn du dich über ein Steak Frites im Le Chartier freust oder im Zug von Rom nach Neapel sitzt und aus dem Fenster schaut. Ich finde das unheimlich intim, dieser kleine Mensch im großen Umfeld...

In *Dissonanz* gibt es allerdings auch eine Behauptung von Intimität. Vieles hat tatsächlich stattgefunden, aber anderes ist mit lyrischer Lizenz geschrieben. Im Prozess des Schreibens und des Editierens bekommt alles seinen eigenen Rhythmus. Das ist ähnlich wie beim Kinofilm, wo die Geräuschspur genauso wichtig ist wie die Dialoge.

Und trotzdem gibt es in *Dissonanz* eine echte Nähe, weil es eben ein echter Gedankenstrom ist. Aber natürlich bleibt bei diesem Gedankenstrom das meiste ausgelassen, und von den übrig gebliebenen zehn Prozent ist viel erfunden. Aber man ist als Leserin oder Leser hoffentlich gerne bereit, dieser Illusion zu folgen, weil man dem Erzähler glauben möchte. Es geht in dem Buch schließlich und schlussendlich um die Frage: Was ist eine Geschichte und was ist ein Roman und wer ist der Autor?

Ja, du nennst es „Roman“, du nennst es nicht „Autobiografie“ oder „Tagebuch“ oder so... Dabei hat mich dein Buch sehr an Andy Warhols Diaries erinnert.

Dein Vergleich ehrt mich. In meinen Augen hat Warhol eines der besten Bücher aller Zeiten geschrieben. Abermals ist Warhol als Autor Chronist. „Taxi mit Basquiat, 10 Dollar.“ „Aperol Spritz mit Jodie Foster, 17 Dollar.“ „Salat mit Grace Jones, 25 Dollar.“

Dissonanz ist ein intertextueller Roman und so angelegt, dass man ihn, egal, wo man das Buch aufschlägt, wie eine Tageslosung lesen kann, wie die Bibel oder den Talmud. Und dann sieht man ja sehr schnell: sprechen die aufgeschlagene Seite, der Tag, ein Satz zu mir? Das reicht ja schon. Am Ende ergibt sich immer eine Geschichte. Und wenn man das unchronologisch liest, was ja völlig erlaubt ist bei diesem Roman, dann ergeben sich halt hundert Geschichten. Wer *Dissonanz* von der ersten bis zur letzten Seite liest, wird ebenfalls belohnt, es gibt nämlich doch eine Auflösung.

Das Buch erzählt von 365 und einer Nacht, damit ist es eigentlich ein Märchen.

Aber es gibt auch ganz viele Naturbeobachtungen, besonders aus dem Zug – du bist Zugfahrer.

Ja, ich bin auch gestern neun Stunden im Zug von Berlin nach Luxemburg gefahren, und ich habe keine Sekunde bedauert. Ich habe Zugreisen lange Jahre als lästig empfunden, überhaupt Reisen jeder Art, Bus, Zug, Flugzeug, alles lästig, weil tote Zeit. Und dann habe ich Peter Handkes *Mein Jahr* in der

„Relevanz ist das Gegenteil von Gefälligkeit und Affirmation, und das spüren die Leute intuitiv, auch wenn sie vielleicht nicht immer das medienkritische Vokabular haben, um das selber auszudrücken“

Niemandsbucht gelesen, wo er sich über viele Seiten darüber auslässt, wie die Vögel abends in die Platanen fliegen und zwitschern, genau gegenüber dem Café des Voyageurs. Man könnte sagen, es ist absolute Zeitverschwendung, es ist viel zu langsam erzählt, es sind viel zu lange Sätze, es ist eigentlich wie Marcel Proust. Aber der erste Teil der *Niemandsbucht* gehört zum Besten an Literatur, was es in deutscher Sprache gibt. Und deshalb wurde ihm auch zu Recht den Nobelpreis verliehen...

Diese Art und Weise, wie er zum totalen Stillstand kommt in der Naturbetrachtung, hat mich schon sehr beeindruckt. Er wird dann zum Chronisten der eigenen Gefühle, des eigenen Blicks. Ich weiß noch diesen Moment, wie ich irgendwann mal im Zug zwischen Frankfurt und Wiesbaden saß, rausguckte und dachte, das ist ja eigentlich alles total interessant, was ich hier durch die getönten Scheiben des Intercity Express sehe. Das ist ja genau wie in der *Niemandsbucht*. Und seitdem habe ich mich auf keiner einzigen Bahnfahrt mehr auch nur eine Sekunde gelangweilt.

Eine deiner Herangehensweisen ist die Überschreitung der Genres und die Zusammenführung verschiedener Kunstformen, zum Beispiel von Kunst und Musik mit Ausstellungen, die du kuratierst, wie Hyper! 2019 in den Deichtorhallen, oder zuletzt mit I'm Not There – The Invisible Influx of Music on Art Anfang des Jahres in der Galerie Zidoum-Bossuyt in Luxemburg. Wie kam es dazu?

Ich bin 2017 angesprochen worden vom Intendanten der Deichtorhallen, weil der von der von Lucia Margarita Bauer und mir betriebenen *Galerie der Gespräche* in Berlin gehört hatte. Er suchte nach einem Kurator für eine Ausstellung über Musik und Kunst, und diese Person sollte aus der Musik kommen, nicht aus der bildenden Kunst. Er fragte mich nach einem Ausstellungskonzept. Und ich schlug ihm eine Kunstausstellung vor, in der die Kunst, die man sieht, ausnahmslos nur deshalb existiert, weil sie unter dem Einfluss von Musik oder von Konzepten aus der Musikwelt entstanden ist. Wir sehen die Musik aber nicht. Wir können sie auch nicht hören.

Aber ab dem Moment, wo man die drei nötigen Schlüsselsätze Kontext hinzugibt, die erklären, wieso dieses Werk ohne Musik nicht existieren würde, dann hat a) die Ausstellung einen roten Faden, und b), werden die Besucherinnen und Besucher die Ausstellung als veränderte Menschen verlassen.

Kunst ist nun einmal nicht allein aus der Kunstwissenschaft und aus der Kunstgeschichte heraus erklärbar, sondern vielleicht auch aus popkultureller Sicht oder aus einem Blickwinkel, den man als

Betrachter oder Betrachterin intuitiv kennt – aus Songs, die man kennt. Und dann hat mir der Intendant das Vertrauen ausgesprochen und mir ein immenses Budget anvertraut.

Das war deine allererste Museumsausstellung. Du hast also auch noch nie mit einem solchen Budget gearbeitet. Ist das nicht wahnsinnig stressig?

Ich weiß noch, wie der Intendant und ich dann zum ersten Mal durch die leere Halle gegangen sind, mit knapp 3 500 Quadratmetern immerhin die größte Ausstellungshalle in Deutschland. Er fragte mich: „Und? Hast du Angst? Hast du keinen *horror vacui*? Knick, knack? Jeder Kurator hat diese Angst, gib es doch zu!“ Aber tatsächlich fühlte es sich eigentlich so an, als müsste ich bloß ein neues Magazin produzieren. Nur, dass es eben nicht 164 Seiten stark ist – das war die Seitenzahl einer Ausgabe der *Spex* – sondern doppelt so viel. Im Rückblick denke ich: Ich hatte bis dahin nie eine Ausstellung gemacht, aber mir ist *Hyper!* total leicht von der Hand gegangen, als ob ich in meinem Leben nie etwas anderes gemacht hätte.

Und es war eine tolle Ausstellung, und dann war die ja noch äußerst erfolgreich. Es war bis dato sogar die dritterfolgreichste Ausstellung in der Geschichte der Deichtorhallen. Und dann ist *Hyper!* weitergewandert nach Rotterdam, da hieß sie dann *Black Album/White Cube*, da musste ich dann auf 1 500 Quadratmetern in der Kunsthal mit einer stark kompromiierten Künstlerliste noch mal näher zur Essenz kommen. Und anschließend kam dann – nachdem durch die Corona-Epidemie alles wieder auf Null gestellt worden war – die *I'm Not There*-Ausstellung in Luxembourg-Ville, noch mal so eine Essenz, weil es dort nur noch acht teilnehmende Künstlerinnen und Künstler/innen gab. Da gab es dann eine Fokussierung auf Malerei.

Was hast du denn vorher von Luxemburg gewusst?

Ich dachte, ihr wohnt hier auf einem Berg, der ist voller Stollen und in diesen Stollen ist Gold gelagert, denn Gold stinkt nicht... Und dann fahre ich mit dem Zug hierher, und kaum ist die Landesgrenze passiert, höre ich, wie sich die Menschen auf Luxemburgisch-Deutsch unterhalten. Ich dachte nur: die ist ja schön, diese Sprache. Das schönste Deutsch, das ich je gehört habe.

Erzähl doch noch vom De Cecco-Deal, das ist ja eine super Geschichte in Dissonanz: ihr habt 2009 eine Tonne Pasta von De Cecco als Sponsoring verhandelt...

Meine Zeit als Chefredakteur bei der *Spex* empfand ich als eine permanente Art Abwehrschlacht gegen die öden Marketing-Ideen des Verlages. Statt zu überlegen, was man mit einem funktionierenden Kanal alles anstellen kann, wie man den aufbohren kann, wie man mit den neugewonnenen Leserschichten – das waren eher ältere und betuchtere Leserinnen und Leser als junge – andere Anzeigenkunden gewinnen kann, wollte man, dass sich die *Spex*-Leserschaft wieder verjüngt, damit die bestehende Werbekundschaft besser erreicht wird.

Ich hatte einen Vorschlag: Vielleicht wäre es einen Versuch wert, die Redaktion auszugliedern. Der Verlag verantwortet das Marketing, den Druck und den Vertrieb und bekommt die ganzen Einnahmen. Und die Löhne der Redakteure, Fotografen und die Miete für das Redaktionsbüro, die werden von einer Stiftung getragen. Und für die Stiftung, da hätte man halt bei erfolgreichen Malern und Fotografen, die um die Relevanz des Titels wissen, um ein paar Hunderttausend bitten müssen. Das wären ein paar Gemälde für die unabhängige Stimme der Popkultur gewesen. Aber der Verlag lehnte diese Idee rigoros ab.

Ein anderer, weit weniger radikaler, Ansatz war: Wie wäre es, wenn wir die Webseite einfach komplett auf Englisch umstellen, dafür aber auch das Archiv der letzten Jahrzehnte online stellen – auf deutsch, aber sukzessive auch in englischer Übersetzung. Dann haben wir erstens eine x-fach so große Leserschaft. Die *Brand*, vor allem aber die Inhalte, wären damit zudem in die internationale Welt rausgetragen worden. Wir kannibalisieren zudem das gerade erschienene Heft nicht. Das heißt, die Leute, die es auf Deutsch lesen wollen, müssen sich das Heft kaufen. Fast alle Ideen und Vorstöße, die ich machte, wurden aber stets abgelehnt.

Von Verlagsseite kamen absurde Vorschläge wie der, dass wir bei jeder Fotosession stets eine Flasche eines Bier-Herstellers mit im Bild platzieren sollten. Bei Brian Eno, bei Jochen Distelmeyer, bei Kendrick Lamar, so zufällig, halb leer getrunken oder auch umgefallen. Hauptsache, man kann das Etikett noch erkennen.

In der Redaktion kochten wir damals täglich Pasta von De Cecco zum Mittagessen. Das war die *Spex*-Kantine, in der alle einmal am Tag gemeinsam am Tisch saßen. Auf den De-Cecco-Packungen stand eine Telefonnummer in Italien. Da habe ich angerufen und gesagt, wir haben hier folgendes Problem: Die Leute wollen hier mit Schleichwerbung die journalistische Integrität des Magazins untergraben. Wir würden Ihnen gerne ein Deal anbieten und zwar: Ihr De Cecco-Logo in der Unabhängigkeitserklärung der Zeitschrift, dem Impressum, ein Jahr lang, dafür bekommen wir eine Tonne Pasta – und wir jagen diese News durch alle Medienkanäle, die es gibt.

Eine Delegation der Redaktion wurde dann nach Pescara eingeladen, dem Firmensitz von De Cecco. Ol' Dirty Hossbach und ich sind dorthin geflogen. Die haben uns in einem Palasthotel am Strand untergebracht. Es war wirklich toll. Die ganze absurde Geschichte kann man in *Dissonanz* nachlesen.

Ich weiß noch, wie die fragten: wieso nur eine Tonne? Aber „eine Tonne“ klingt nun einmal besser als 2 700 Kilo, es lässt sich einfach besser kommunizieren.

Und dann: Wir bekamen die Tonne Nudeln, und es wurde eine Presseerklärung rausgeschickt. *Der Spiegel*, die *Tageschau*, *Deutschlandradio*, *Taz*, *FAZ*, alle haben drüber berichtet. Und in diesen Interviews habe ich immer gesagt: Die einzige Schleichwerbung, die es in der *Spex* zu sehen gibt, ist das De Cecco-Logo im Impressum.

Und statt, dass man anerkannt hat, was die *Spex* für ein unglaubliches mediales Potenzial hat – du hast irgendeine absurde Idee und du kommst in die Feuilletons und in die *Tageschau* damit – begann für mich der Anfang vom Ende. Und so erzählt *Dissonanz* dann auch in einer Nebenerzählung davon, wie ich mich im Grunde selbst aus der *Spex* herauskaptuliert habe. Das ist im Rückblick, gerade jetzt, wo es die *Spex* nicht mehr gibt, schon alles sehr schade. Aber hätte ich den Job weiter gemacht, hätte ich nie die Zeit gefunden, um *Dissonanz* oder all die anderen Bücher zu schreiben. Und ich hätte vermutlich auch nicht angefangen, Museumsausstellungen zu kuratieren. ●

Zuletzt erschienen von Max Dax: *Dissonanz – Ein austauschbares Jahr*; Merve Verlag, Leipzig, 2021; und „*Was ich sah, war die freie Welt*“ – 24 Gespräche über die Vorstellungskraft; Kanon Verlag Berlin, 2022



ZU GAST

It's the Kaufkraft, stupid

Auch wenn die angenehmen Temperaturen dafür sorgen, dass die Energiekosten momentan weniger ins Gewicht fallen, leiden die Bürgerinnen und Bürger weiterhin unter den hohen Preisen, auch wenn die Inflation sich inzwischen etwas abgeschwächt hat. Die Auswirkungen von Putins Krieg gegen die Ukraine und die steigenden Zinsen werden uns deshalb auch in Zukunft Sorgen bereiten; den Menschen und der Wirtschaft.

Gilles Baum ist Vorsitzender der DP-Fraktion

Umso wichtiger sind die Solidaritätspakete 1.0, 2.0 und 3.0, mit denen die Regierung den Haushalten und den Betrieben unter die Arme gegriffen hat. Erstes Ziel dieser Maßnahmen war es, die Kaufkraft zu erhalten, den Inflationsschock abzufedern und den Bausektor zu unterstützen. Hinzu kamen verschiedene Steuerkredite, u.a. um den privaten Erwerb von Immobilien zu erleichtern.

Im Rahmen der energetischen Transition wurden darüber hinaus Beihilfen für Gas, Heizöl, Pellets, Strom und Wärmenetze eingeführt. Nicht zu vergessen der Klimabonus und die Reduzierung des Mehrwertsteuer-Satzes auf Solarpaneele.

Im sozialen Bereich haben Regierung und Parlament die Allocation de vie chère, den Mietzuschuss für bedürftige Haushalte und die Energiezulage erhöht.

Mit dem dritten Tripartite-Abkommen wurden darüber hinaus eine Reihe von steuerlichen Maßnahmen betreffend den Wohnungsmarkt getroffen. So ist der Höchstsatz bei den steuerlich absetzbaren Zinsen um die Hälfte verringert worden. Der Steuerfreibetrag auf den Netto-

Mieteinkommen einer Gestion locative sociale wurde um ein Viertel auf 75 Prozent erhöht.

Das erklärte Ziel der Regierung war und bleibt die Eindämmung der Preisinflation und die Erhaltung der Kaufkraft. Der Staat unterstützt Privathaushalte und Betriebe, um unsere Wirtschaft, um unser Land am Laufen zu halten. Die Politik hat keinen Einfluss auf die Entwicklung der Energiepreise, doch sie greift mit den ihr zur Verfügung stehenden Mitteln ein, um die anfallenden Mehrkosten für die Bevölkerung und die Wirtschaft möglichst einzudämmen.

Deshalb wurden die staatlichen Kompensationen für spezifische Haushalte auch bis Ende kommenden Jahres verlängert. Betroffen sind u.a. der Gaspreis und die Nutzung vom Gasnetz, die Preise von Holzpellets für Privatheizungen, die Strompreise für Elektro-Autos an öffentlichen Ladestationen und der Kauf von Wärme aus Fernwärmenetzen. Die staatlichen Beihilfen im Energiebereich belaufen sich auf rund 525 Millionen Euro.

Die Strategie der drei Solidaritätspakete hat auf jeden Fall ihre Früchte getragen; die Energiepreise sind deutlich zurückgegangen. Die sonstige Preisentwicklung hat sich abgeschwächt.

Premier Xavier Bettel hat rezent noch einmal unterstrichen, wie schnell Regierung und Parlament auf die Probleme reagiert haben. Probleme, von denen oft Alleinerziehende mit Kindern betroffen sind. Dies bestärkt uns darin, die eingeschlagene Sozialpolitik fortzuführen, bei denen die Kinder und die Familien im Mittelpunkt stehen. Dies bezeugen auch die Steuererleichterungen im Solidaritätspaket 3.0 auf eindrucksvolle Art und Weise. Die Haushalte werden so um die 600 Millionen Euro entlastet.

Unser Ziel ist eine vorausschauende Politik, die den Menschen und Betrieben eine bestmögliche Planungssicherheit bietet und die Kaufkraft der Bürgerinnen und Bürger weitestgehend erhält. Dafür hat der Staat viel Geld in die Hand genommen... und das ist auch gut so. ● Gilles Baum

D'GEDICHT VUN DER WOCH



En décke räichen Här

Jacques Drescher

En hat et bont gedriwwen,
Deen décke räichen Här;
Et gouf dann dach penibel –
Souguer fir d'ADR!

Si sinn net méi zefridden;
E war ze dacks net do.
Dat Feelen an der Chamber
Louch der Partei um Mo.

En dierf net mat an d'Walen;
Dat deet natierlech wéi.
Dee Sträit um leschte Stéppel
Koum wierklech net ze fréi.

E mengt, e wier en Affër
A geet aus der Partei.
Seng „Frënn“, déi wiere „vëlkesch“.
Ass dat da wierklech nei?



Spirale insensée

Jean Lasar

En France et en Allemagne, les mouvements écologistes sont criminalisés. Une polarisation s’amorce

Il est notoirement facile de dresser les électeurs conservateurs contre ceux dont les actions sont présentées comme subversives, voire terroristes

lèvements et d'autres associations dans la région de Nantes, notamment contre l'exploitation du sable à des fins industrielles et contre un projet de maraîchage industriel, au cours de laquelle des serres de culture expérimentale de salades avaient été saccagées, le président Emmanuel Macron avait tapé du poing sur la table et exigé que l'on passe à l'acte. Ce qui fut fait une dizaine de jours plus tard, en même temps qu'une série de convocations, de perquisitions et d'arrestations contre des participants à la manifestation de Sainte-Soline, certaines aboutissant à des inculpations.

Il s'agit donc bien de présenter les Soulèvements de la Terre comme un mouvement dangereux et leur répression comme une action de salut public. Darmanin avait annoncé la couleur, fin mars, dénonçant une « ultragauche » souhaitant « infiltrer le mouvement social, en prendre la direction, je dirais le prendre en otage », estimant qu'il y avait eu « préméditation de la violence » lors de la manifestation de Sainte-Soline. La loi prévoit jusqu'à trois ans d'emprisonnement pour ceux qui tenteraient de reconstituer les Soulèvements ; elle accorde aussi des pouvoirs importants aux forces de l'ordre pour s'assurer que la dissolution est respectée.

Au-delà de l'imbroglio juridique qui s'annonce – les Soulèvements peuvent attaquer l'acte de dissolution devant le Conseil d'État, et un autre collectif peut assez facilement reprendre son modus operandi sous une autre appellation –, c'est le fait que pour la première fois, un mouvement écologiste est dissous en France, qui choque.

La France n'est pas seule à criminaliser ses activistes climatiques. En Allemagne, les militants de Letzte Generation ont également été en butte à une répression criminalisante. Le tribunal administratif de Munich a affirmé qu'une menace considérable pour la sécurité publique émane de ce mouvement. Le 16 mai, sept personnes associées à ce mouvement, qualifié d'« organisation criminelle », ont été inculpées, trois d'entre elles précisément pour l'avoir

constituée, à savoir, avoir été responsables de son site web pour deux d'entre elles et son porte-parole pour une troisième. Parce qu'ils se sont faits connaître outre-Moselle par des actions consistant à se coller à la chaussée, en protestation contre l'insistance du gouvernement allemand à continuer de promouvoir le transport motorisé individuel et la construction d'autoroutes, les membres de ce collectif sont communément appelés « Klimakleber ». Deux autres personnes sont accusées d'avoir, en tant que membre de cette organisation, gêné en avril 2022 l'exploitation d'un oléoduc reliant Trieste à Ingolstadt en pénétrant dans un bâtiment servant à piloter ce pipeline et d'avoir causé une interruption de cinq heures de son flux. À une autre, il est reproché d'avoir canalisé des dons destinés à l'organisation. Si aucun des dirigeants de l'organisation n'a été accusé d'avoir participé aux blocages de routes, l'activité phare des militants, quatorze d'entre eux sont cependant listés parmi les actions répréhensibles attribuées à Letzte Generation. Interrogé au sujet des opérations des militants de Letzte Generation, le chancelier Olaf Scholz les avait trouvées « beklopft ».

Au lieu de prendre la mesure du désespoir que traduisent ces interventions et d'infléchir leurs politiques climatiques notoirement insuffisantes, ce choix qui a été fait, tant en France qu'en Allemagne, de calomnier et d'incriminer les lanceurs d'alerte que sont les activistes climatiques est un pari dangereux et insensé. Il revient à alimenter une polarisation non seulement à rebours de l'histoire, mais aussi parfaitement contreproductive. Il est notoirement facile de dresser les électeurs conservateurs ou juste bien-pensants contre ceux dont les actions sont présentées comme subversives, attentatoires à la propriété privée voire, dans le contexte français, terroristes, quand en réalité, tout ce que ces militants cherchent à faire est d'empêcher leurs contemporains de continuer de consommer en rond comme des poulets sans tête. À noter que dans le cas des Klimakleber, la ficelle consistant à s'appuyer sur la gêne occasionnelle que leurs blocages peuvent causer aux automobilistes est un peu grosse – après tout, la civilisation automobile allemande n'a pas besoin de Letzte Generation pour être accablée d'embouteillages. De même, en France, les conséquences exécrables des pratiques agricoles industrielles sont patentées, et les Soulèvements se contentent de les pointer du doigt. Reste que ces stratégies clivantes adoptées en France et en Allemagne empêchent la construction des vastes coalitions dont ont besoin nos sociétés pour amorcer leur indispensable sevrage des énergies fossiles et leur reconfiguration autour d'objectifs partagés qui ne soient plus l'hyperconsommation et la croissance sans fin. Le cap choisi est, à l'inverse, celui de tous les dangers : il recèle le risque d'amplifier précisément le risque qu'il prétend combattre, celui d'une radicalisation de part et d'autre des enjeux climatiques, susceptible d'accélérer l'émergence de conflagrations violentes au sein de nos sociétés. ●

PARUTION



Des mots sur la scène

En 2015, le Centre national de la Littérature lançait une série de petits essais intitulés *Discours sur...* Olivier Garofalo inaugurait la série sur le théâtre. Elle allait se poursuivre avec des contributions de dramaturges, metteurs en scène et auteurs. La littérature fait aussi l'objet de réflexions théoriques et personnelles de la part d'écrivains. La chorégraphie a suivi. Les trois séries comptent aujourd'hui treize volumes en format poche, vendus à peine à 5 euros. Ils apportent des éclairages sur le processus de création. Le *Discours sur le théâtre 05* vient de paraître. Il a été confié à Nathalie Ronvaux. Intitulé *Pour arriver au seuil du geste*, l'essai décrypte sa pratique de l'écriture dramatique qu'elle considère comme un acte à la fois solitaire et collectif, tendu entre la réflexion et l'incarnation. Elle interroge la manière dont l'écriture se nourrit du monde réel et quelles visions elle en

donne. Parallèlement paraît le deuxième tome des *Discours sur la danse*. Après Léa Tirabasso, c'est Simone Mousset qui prend la plume avec *On Uncertainty, Choreographic Spells, and Wanting to be the Grass*. La lauréate du Lëtzebuerger Danzpräis 2017 explore aussi les frontières entre la fiction et une réalité sans concession. Elle estime que la danse permet d'entrer en relation avec l'insaisissable, l'indicible, l'inconnu. [fc](#)

POÉSIE

Perles de pacotille

À l'occasion de la parution du recueil de Lambert Schlechter *Perles de pacotille sur le chapelet du silence* (Ed. APIC / Collection Poèmes du Monde), une rencontre poétique est proposée le 12 juillet à 19h au Théâtre National du Luxembourg. Le Luxembourgeois dialoguera avec Habib Tengour. L'auteur algérien oscille entre prose et



poésie et suit la tradition arabe de textes épiques et lyriques. Il a publié une trentaine de livres. Il n'est pas un inconnu du Luxembourg puisqu'il est le traducteur de l'Américano-Luxembourgeois Pierre Joris et fut en 2022 le premier auteur invité en résidence par le Printemps des Poètes-Luxembourg. Habib Tengour a lancé la collection de poésie contemporaine des éditions APIC, première collection algérienne entièrement consacrée à la création poétique plurilingue, avec poèmes dans la langue d'origine accompagnés si nécessaire de la traduction en langue française. Poète et philosophe, Lambert Schlechter a publié une cinquantaine de livres. Il a reçu plusieurs récompenses dont le Prix Servais en 2007, le Prix Birago Diop en 2010 et le Prix Batty Weber en 2014. *Outre Perles de pacotille sur le chapelet du silence*, préfacé par Jean Portante, il vient de sortir *Fragments du journal intime de Dieu* aux Éditions L'herbe qui tremble. [fc](#)

EXPORT

Il pleut des résidences

Généralement annoncées au compte-goutte, les appels à candidatures pour des résidences internationales se bousculent cette semaine.

Kultur : LX publiait cinq annonces ce mardi. Seules des résidences récurrentes sont proposées. Le Literarisches Colloquium à Berlin fondé en 1963 par Walter Höllerer au bord du lac Wannsee, accueille écrivains, traducteurs et maisons d'édition venant des quatre coins du monde. Un auteur luxembourgeois y est invité chaque été pour deux mois, le temps de poursuivre en toute sérénité un travail de création en cours. À Berlin également, les Uferstudios, installés depuis 2010 dans les anciens locaux d'une entreprise de transports, accueillent danseurs et chorégraphes. Une résidence de recherche et de production chorégraphique d'une durée de six semaines est proposée. L'Academia Belgica de Rome propose une résidence de recherche et de création pour auteurs, scénaristes, dramaturges, illustrateurs, architectes et chercheurs en architecture. La mise en réseau avec la scène artistique locale et les autres académies doit contribuer au développement de leur parcours professionnel. La Cité internationale des arts à Paris est une des plus anciennes et plus vaste résidence de création, avec plus de 300 artistes, toutes disciplines confondues. Plasticiens, auteurs, musiciens ou danseurs peuvent y mener à bien un projet personnel de recherche et de création pendant trois mois. Un accent particulier est mis sur l'accompagnement

des résidents avec des professionnels de leur secteur. Plus loin, la Fonderie Darling de Montréal, offre aux artistes plasticiens une résidence de recherche et de création d'une durée de trois mois. Dans ces anciennes bâtisses industrielles, les échanges internationaux sont favorisés par la programmation régulière d'expositions d'artistes et de commissaires étrangers dans ses galeries. Nouveauté cette année, il est possible d'étendre le séjour de trois semaines supplémentaires dans le cadre du programme de Résidences à la Gare de Matapédia en Gaspésie, un espace-atelier de création, de production et de diffusion. [kulturlx.lu](#) renseigne plus en détail sur les conditions, les critères de sélections, les jurys et les dates de remise de dossier. [fc](#)

POLITIQUE

Profession artiste

Dans tous les secteurs de l'art, la « juste rémunération » des artistes suscite le débat. Les associations et fédérations qui représentent les artistes prennent le sujet à bras le corps, poussant les institutions qui les produisent et les accueillent ainsi que le ministère de la Culture à trouver des moyens pour leur fournir des revenus dignes de ce noms, pour ne pas

négliger les droits d'auteur et les droits de suite. La table ronde qu'organise l'AAPL (association des artistes plasticiens du Luxembourg), le mardi 11 juillet s'inscrit dans cette veine. « Conditions matérielles, horizons politiques et mobilisations dans les pratiques artistiques actuelles au niveau européen » seront ainsi débattus avec Christian Jelk de Visarte, l'association professionnelle des artistes visuels en Suisse, Jeannette Slütter de Platform BK, l'association professionnelle des artistes visuels des Pays-Bas, ainsi que Grégory Jérôme, sociologue, membre fondateur du collectif Économie solidaire de l'art. Les questions de conditions de travail, de la détermination de la valeur de ce travail et des bases juridique et légale sur lesquelles s'appuyer seront notamment évoquées lors de cette table ronde ouverte au public. [fc](#)

HISTOIRE

Im Schloss

Eine neue Veröffentlichung der Abteilung für Urbanismus der Stadt Luxemburg in Zusammenarbeit mit dem Geschichtsinstitut der Uni.lu wendet sich dem Mansfelder Schloss in Clausen zu. *Mansfield revisited* ist eine Sammlung von zehn wissenschaftlichen Arbeiten zum Schloss und dem dazugehörigen Park, die auf das

bei einem Symposium im Winter vergangenen Jahres vorgestellten Material aufbauen und den Ort samt Garten und historischem Erbe in den internationalen Vergleich mit Palästen in Frankreich, Deutschland, Österreich und Belgien stellen. Ziel sei es, durch diese Informationen Perspektiven für die zukünftige Nutzung des Areals „La Fontaine“ in Clausen zu entwickeln. Der Statthalter der spanischen Krone, Graf Peter-Ernst von Mansfeld (1517- 1604), hatte das einstige Renaissanceschloss ab 1563 neben der Alzette errichten lassen. [sp](#)



Land

07.07.2023

15

KULTUR



ÉVÉNEMENT

Maison ouverte

Ouvert il y a un peu plus d'un an (*d'Land* 10.06.2022), le Bridderhaus à Esch-sur-Alzette souffre d'un déficit de notoriété. L'ancien hôpital transformé en résidence d'artistes n'a pas forcément vocation à accueillir du public, même si un programme de concerts, expositions, performances ou rencontres est mis en place et ouvert aux visiteurs. Rien de tel, pour mieux se faire connaître d'ouvrir grand les portes, avec une journée OpenHaus. Ce samedi, de 16h à minuit, des expositions, visites, rencontres d'artistes et ateliers participatif sont au programme. Hisae Ikenaga présente dans la chapelle des œuvres antérieures et de nouveaux projets qu'elle développe durant sa résidence. Autre artiste présente, Julia Cottin propose de découvrir les coulisses de la création de son œuvre, *Forêt de Juma*. Elle développe un travail dans la tradition du geste sculptural, tailler, découper, assembler, empiler qu'elle opère sur le bois (photo : Sven Becker). Au Bridderhaus, elle taille des colonnes directement dans des troncs d'arbres et recrée une forêt symbolique. On y retrouve l'imaginaire des contes, le refuge, la topographie, mais aussi les références architecturales romanes et orientales.

Deux ateliers familiariseront des techniques artistiques. L'artiste photographe Maryna Rozhko propose un atelier de découverte de

la technique d'impression appelée « Monotype vénitien », inventée et initiée par Roman Tcherpak, qui permet de créer une impression à partir d'une image numérique sur différents matériaux. De son côté, Julia Cottin invite à une initiation à la gravure sur bois et aux techniques d'impression.

Parce qu'il faut bien se sustenter et que la nourriture aussi peut prendre des aspects artistiques, Claudia Passeri cuisinera avec les voisins dans un esprit de partage et d'exploration culinaire. Des plats italiens, brésiliens et burkinabés seront préparés par Claudia Passeri, Bia Léopold et Serge Daniel Kaboré. L'artiste reviendra aussi sur ses *Papillons de résistances*, créés lors des tables d'hôtes passées. La soirée se terminera en musique avec Balkenstein Stulpnagel. Sous ce pseudonyme teuton, se cache (mal) le journaliste Pascal Steinwachs qui pour la première fois donnera un aperçu public de sa collection de CD « qui prolifère de manière sauvage ». Une certaine ironie entoure cette prestation. Le communiqué met en garde : « Balkenstein n'est pas un DJ, mais met un CD après l'autre » et annonce des goûts musicaux « aussi universels que multipolaires ». Nous voilà prévenus. [fc](#)

Tablo

ART CONTEMPORAIN

L'art du flou

Marianne Brausch

Chaque année – c’est dire qu’elle travaille assidûment – Sandra Lieners expose une avancée de son travail. Cette année, chez Fellner contemporary, la série s’appelle *abstract/extract*.

On a beaucoup dit, depuis qu’elle est apparue sur la scène artistique luxembourgeoise en 2014, qu’elle était influencée par le street art (les graffiti), l’espace urbain (des affiches collées les unes sur les autres, lacérées), voire des scènes de rue avec des personnages (photographies instantanées au smartphone). « Des inputs visuels, qu’elle met en place comme un *Gesamtkunstwerk* », d’après Paul di Felice dans l’introduction du catalogue *The Book* qui vient de paraître. Il insiste néanmoins sur le travail de peintre en atelier. Sa référence, d’après les propres dires de Sandra Lieners, est Michel Majerus, auquel on peut ajouter, Tina Gillen, qu’elle cite dans une interview à *culture.lu*, à l’occasion de la présente exposition.

Abstract/extract, voilà un titre d’exposition concis, pour une production nouvelle, floue ou floutée. On reverra aussi la série *Super-size* de l’exposition *Interlude* que l’on avait pu voir chez Ceysson & Bénétière l’année dernière. Pourquoi pas revoir ces pièces qui évoquent une silhouette de fantôme et un bestiaire ? Une sorte de bison, une chèvre, un oiseau qui sont des découpes de bois recouvertes d’épais traits à la peinture à l’huile noire. On apprendra que ce sont des (très) grands agrandissements d’extraits d’autres œuvres. Ou la petite pièce *Sour yellow*, une sorte d’écriture qui fait

La bande « témoin » en-dessous de la toile fait penser à une prédelle des tableaux d’autel

penser à des bandes d’hiéroglyphes (jaunes superposées sur fond gris, 40 cm x 70 cm), également une reprise de 2022 et l’iconique grande toile 124-051 de la série de 2018, *Beyond the surface*, *New York* (180 cm x 200 cm).

Cette pièce contient tous les éléments qui ont « fait » Sandra Lieners : des lettres (ici sous la forme d’une plaque minéralogique américaine), une bande de peinture verticale, qui jouxte la partie principale du tableau (que l’artiste appelle « témoins »). On la verra ici aussi, au sous-sol et en effet, elle nous rapproche de la première œuvre de la présentation actuelle, *abstract/extract*. À commencer par les couleurs, marron et essentiellement des rouges *redder*, *red*, *reddest*, une gradation d’intensité et d’occupation de surface de la toile. C’est un triple diptyque qui accueille le visiteur, comme un tapis au sol, puis qui monte au mur ou à la cimaise, lieu habituel de l’accrochage des œuvres dans une exposition.

La bande étroite est cette fois horizontale et peut faire penser à une prédelle d’un tableau d’autel. On n’oubliera pas que Sandra Lieners a étudié à l’Accademia di Belli Arte à Florence (2014-2016). Les éclaboussures de couleurs rouges, elles, peuvent évoquer les Actionnistes viennois. La jeune femme, qui vit entre le Luxembourg et la France n’a certes que 33 ans. Elle n’était pas née quand les Otto Muehl, Günter Brus et Hermann Nitsch ont œuvré dans les années 1960. Mais elle a étudié à la *Angewandte* à Vienne en 2016 et 2018. La parenthèse de sa résidence new yorkaise de 2017, grâce au Edward Steichen Award, est évoquée dans l’emblématique 124-051 *Beyond the surface*, *New York*.

Pour s’approcher de *redder*, *red*, *reddest*, il faut marcher sur du papier au sol, qui provient de son à l’atelier. Le rez-de-chaussée, si petit de la galerie, présente encore des éléments récurrents depuis le début de la production de Lieners, comme l’étalement chromatique où elle teste les couleurs ou les restes de tubes de peinture écrasés (*The rest is history*). C’est un peu bavard dans un si petit espace, quoi que



Le sol maculé de charbon, traces du passage des visiteurs

« jusqu’au boutiste ». Mais surtout, en ces temps de températures qui grimpent et dans un futur où beaucoup de choses vont fondre, il y a *Dissolve*, cette plaque en polycarbonate ondulée, dont les lignes, de haut en bas, semblent réellement se dissoudre, comme une écriture au stylo plume qui se vide au fur et à mesure. Par manque de place ou défaut d’accrochage, cela en devient un peu trop confus au rez-de-chaussée.

On verra la deuxième de ces plaques translucides graffées de noir au sous-sol. *Melt*, casse aussi l’alignement de la série *abstract/extract*, la dernière production en date de Sandra Lieners, où alternent des toiles noires et blanches, toutes des diptyques à « témoin » dans la partie basse, qui sont plutôt de l’ordre de l’écriture (130 cm x 100 cm) et des grandes toiles (180 cm x 120 cm) en gris-bleu, blanc et jaune, comme des agrandissements de mouvements d’eau, une pixelisation digitale... On peut vouloir voir ici une référence à l’impressionnisme, au numérique, voire à la photographie : les toiles en noir et blanc ont un cadre noir comme le bord autrefois des négatifs photo. Aussi savantes que soient les références que l’on peut chercher pour *black*, *blackest*, *R*, *A*, *été*, des pièces de tissu sont

rapportées sur la toile, soigneusement cousues. Ces bouts de chiffon où le peintre essuie ses pinceaux, rappellent *The rest is history* : les tubes de couleur écrasés, les restes de couleurs, réunis en une seule œuvre. C’est une reprise de 2021. Au sol, le même papier qu’au rez-de-chaussée, ici maculé de charbon que l’artiste avait comme semé. Les pas des visiteurs en ont fait une œuvre abstraite.

Dans la salle arrière, Sandra Lieners expose aussi 1523, un kakemono-frottis au pastel sur papier Japon, intitulé d’après l’année d’édification du pilier de la voûte de la cave. On aurait préféré que l’exposition s’arrête aux extraits abstraits, la nouvelle série homonyme du titre de l’exposition. La salle arrière de la galerie Fellner contemporary est toujours l’espace de trop qui reste encore à maîtriser. ●

abstract/extract de Sandra Lieners, est à voir jusqu’au 15 juillet chez Fellner contemporary, 2 rue Wiltheim à Luxembourg

Peintures au féminin

Loïc Millot

Le titre de l’exposition organisée par la galerie Vis-à-vis de Metz – *8 Femmes*, en référence au film de François Ozon – nous rappelle qu’il existe une affinité particulière entre l’art et l’enquête policière. Un lien que l’historien Carlo Ginzburg a jadis approfondi dans son article portant sur le « paradigme indiciaire ». Pour cette exposition exclusivement féminine, le galeriste Bernardo di Battista a réuni des artistes de tous horizons, dont certaines issues de la Grande Région : Claire Decet, Emmanuelle Potier, Sandra Lieners, Delphine Gigoux-Martin, Lucia Uni, Elsa Werth,

Myriam Mechita et Dora Maar. On entre comme sur des planches, en se demandant tout d’abord quel coup de théâtre nous réserve Elsa Werth avec cette double tenture bleu nuit suspendue de façon asymétrique et lacunaire (il manque un morceau à la partie de gauche). On reconnaît bien là l’univers décalé de la jeune femme, une habituée de la galerie, qui avait déjà présenté sous une forme une fois encore gémellaire, une (double) fiche mâle circulaire dépourvue d’usage pratique (*Short-circuit*, 2022) ou encore une édition du journal *Le Monde* réduite à portion

congrue, puisque seuls les noms de pays y ont été conservés (*Un jour dans le Monde*, 4 octobre 2019). Récente lauréate du prix de la fondation Pernod Ricard, Elsa Werth vient aussi de voir ses œuvres malicieuses intégrer les collections du Centre Pompidou.

Dans un registre plus iconoclaste, Sandra Lieners a rassemblé pour l’occasion trois tableautins anonymes acquis sans doute sur des brocantes, auxquels elle a fait subir l’enfer d’un grattage à l’isopropyl afin d’en révéler l’intimité du support.

Un geste rétroactif qui déconstruit tout particulièrement le paysage et les natures mortes, soit les deux genres auxquels étaient assignées les femmes peintres jusqu’à une époque récente. Les vastes étendues que l’on perçoit sur deux d’entre eux sont en partie détruites pour laisser place à une abstraction défigurante sous l’effet de l’alcool. Le troisième tableau laisse en son centre un simple carré faisant apparaître le bois lui servant de support, au mépris de son sujet floral. Une petite pièce plus personnelle complète cet ensemble de ready-made retravaillés ; il s’agit d’une broderie confectionnée par la grand-mère de l’artiste luxembourgeoise, dont les ornements végétaux cohabitent avec la flèche d’une souris informatique. Ces œuvres pour la plupart ravagées ou rendues lacunaires voisinent avec le portrait de Madame Hubbard réalisé par Berthe Morisot, scène intime qui renvoie la femme à la sphère privée de son gynécée. Tout en rendant hommage à l’une des rares femmes reconnues au temps de l’impressionnisme, Lieners a pris pour modèle cette toile pour en flouter la composition, réhabilitant une technique ordinairement employée pour ce qui relève du second plan : « Je les peins moins visibles afin de les rendre plus visibles », affirme ainsi Sandra Lieners. Less is more, so.

Pour son unique œuvre exposée, Claire Decet prend pour point de départ une expression assez sexiste : « C’est une belle plante ! ». Et c’est bien ce qu’elle dépeint littéralement dans son pot de circonstance pour en révéler toute la *Misère verte* (c’est le titre de cette toile de 2012), l’un des quatre exemplaires que compte cette série. « Une belle plante, c’est une femme belle et bien faite, une jolie femme élancée. En quelques mots cachés sous un compliment, la femme vient de perdre son statut humain pour être assimilée à une plante ornementale inerte. Souris et tais-toi ou le syndrome de la plante verte », en conclut-elle. Une forme d’altération et de réification déshumanisante réduisant en somme toute femme à une nature... morte. Plus subtilement, Emmanuelle Potier investit la figuration, moins comme une donnée inscrite dans un ordre naturel que comme le résultat d’un processus artificiel. À l’aide de Photoshop, Potier crée une composition à partir de fragments hétérogènes, une méthode évoquant celle du collage ou du photomontage. Nul modèle unique au préalable donc, mais une

Dora Maar existe ici pour sa pratique picturale et non comme muse ou maîtresse de Picasso

diversité d’éléments prélevés sur internet pour aboutir à une composition finale inédite, en l’occurrence un nu féminin à la biche à l’unité étonnamment harmonieuse. Ainsi la féminité ressort plus que jamais comme une construction sociale, historique, culturelle. Face à ce nu majestueux se dressent les dessins sulfureux et virtuoses au fusain de Myriam Mechita, autre artiste de l’intimité féminine, ou encore les nymphes-oursins de la poétique Lucia Uni.

Connue principalement comme modèle et photographe (elle a notamment documenté le processus de création de Guernica), Dora Maar est aussi une peintre remarquable, comme l’attestent les deux natures mortes convoquées dans le parcours, où fleurs et fruits sont davantage définis par leurs contours en pointillés plutôt que par les lignes et les effets de textures. Elle représente les choses par le vide, le silence, l’absence. Dora Maar existe ici pour et par sa pratique picturale, et non plus en tant que maîtresse, témoin, ou muse — ce qui relève toujours de l’accompagnement. Marre d’être à jamais la seconde, l’adorable Dora résonne, sans pleurs, avec les femmes bel et bien vivantes qui l’entourent et en prolongent le geste. ●

Exposition collective *8 Femmes*, jusqu’au 3 septembre à la galerie Vis-à-vis à Metz



Sandra Lieners, Dora Maar, Elsa Werth et Claire Decet

Le réveil des belles au bois dormant

Lucien Kayser

Deep deep down, l'exposition de la collection Mudam confiée à deux commissaires externes comme manifeste anti-subjectif



Comment le recours nouveau à la collection vous change les aspects du Mudam

Les chiffres sont connus, du moins dans leur estimation. Les grands musées ne présentent au public que cinq pour cent environ, très très peu donc, de leur collection. Une enquête à ce sujet a été récemment réalisée par la revue en ligne américaine *Quartz* auprès d'une vingtaine d'institutions prestigieuses. Que certains musées ne s'empressent pas d'y répondre ne doit pas surprendre ; l'idée pourrait venir aux politiciens et au public de se servir de ces trésors cachés pour argumenter une réduction, voire un arrêt des achats. A contrario, on mettait en doute jadis la création d'un musée d'art contemporain en disant que les œuvres faisaient défaut. Alors que des achats antérieurs suffisaient déjà largement à l'époque à remplir les quelque 3 000 mètres carrés. Aujourd'hui, le Mudam compte dans sa collection un petit millier d'œuvres. Après quelques expositions y ayant puisé, il était plus que temps et tentant de se pencher sur le fait même. Descendre dans la cave d'Ali Baba ou réveiller les belles au bois dormant.

D'habitude, le choix des œuvres sorties de l'ombre dépend de la subjectivité d'un curateur (anglicisme bien que d'origine latine, il s'agit de prendre soin) ou commissaire (sans rapport avec la police). Qui décide d'une thématique par exemple, ou moins arbitrairement peut-être, s'appuie sur la chronologie, la provenance. Shirana Shahbazi et Tirdad Zolghadr pour *Deep Deep Down* – rien à faire avec Mike Patton et son *Mondo Cane*, bien que le texte de la chanson dise : *Now yes look at me, come here* – sont allés plus loin, ailleurs, après leur plongée dans la collection, dans leur invitation au sous-sol du Kirchberg, foyer, auditorium, galeries est et ouest.

À notre grand étonnement, ils évoquent une curation (laissons passer le mot) « sans signification ». Ce qui ne l'empêche pas de signifier de suite, rien que par la réaction, du moins une conclusion possible, à une extension quasi infinie de l'exercice, à tous les domaines hors des arts non moins, par tous les moyens (voir les influenceurs et influenceuses sur les réseaux sociaux).

Un choix curatorial plus hardi dans son dessein. À la fois stimulant et discutable

C'est ce qu'on croit lire, en simplifiant, dans leur texte du dépliant qu'il faut recommander très vivement aux visiteurs. Pour confronter après la pratique à son point d'ancrage théorique, en premier toutefois pour voir clair dans les différentes parties de l'exposition, quels en ont été les critères ou paramètres choisis, qui s'avèrent purement quantitatifs (ce qui n'exclut pas de notre côté quelques doutes, notamment sur la présence de telles donations, ce n'est pas essentiel, le tabou des règles peut être brisé, et peut-être présence due quand même au hasard, à quelque coup de dé).

Une seule œuvre par artiste, pour commencer, et la première apparaissant dans le registre d'inventaire. Et puis, après l'exclusion des œuvres où il y avait trop d'exigences, ont joué les dimensions, le plus petit objet étant prioritaire. Ce qui fait dans la galerie est un accrochage surprenant à première vue, inattendu, et par là-même excitant pour l'œil et pour l'esprit, avec sur deux côtés des tailles qui augmentent ou diminuent, et sur les autres murs, les fiches des œuvres de la collection non retenues. Il est cet effet d'optique, de perspective, il est d'autre part des rencontres imprévues, un peu le hasard objectif des surréalistes. Cela fonctionne, du moins est-ce notre impression, notre avis, alors que dans la galerie ouest, où c'est l'ordre alphabétique (le nom de famille de l'artiste) qui est suivi, avec des tailles différentes, cela fait un peu ressembler au capharnaüm des expositions de sociétés régionales d'artistes.

Le compte rendu aurait dû commencer autrement, par les premiers pas, en bas de l'escalier formidablement tourné de Pei. Dans le foyer, c'est une belle installation de caisses, lieu de conservation des œuvres en réserve, aménagées en auditoire, alors que celui du bâtiment même accueille un programme de projections, les œuvres audiovisuelles de la collection. Allez-y voir de près ces caisses amoncelées, bien ordonnées, ça vaut le coup pour les noms des artistes, des transporteurs, pour les traces de voyage ou d'usure. C'est tout aussi instructif, et passionnant des fois, que de s'attacher aux cartels dans une exposition, offrant bien des informations. Ainsi, toujours objectivement, on peut imaginer une exposition organisée suivant l'histoire même de la collection, avec les moments des différents achats, c'est là l'affaire du visiteur.

Shirana Shahbazi et Tirdad Zolghadr déclarent vouloir de la sorte à voir la collection dans son état naturel. Difficile à dire cependant ce qu'il est exactement. Et ils ajoutent : la rendre tangible, visible, compréhensible. Pour cette dernière qualité, ou plus loin quand il est question de la saisir aussi intellectuellement, on peut se demander si leurs critères ou paramètres sont les mieux adaptés. Il est vrai qu'ils éliminent (plus ou moins) le bon vouloir, le choix d'un sujet, mais est-il absolument rejetable du moment qu'il est avoué, argumenté (et s'avère enrichissant). Eux-mêmes, dans leur texte, insistent sur la contingence de toute curation, son côté provisoire, passager (les collections vivant autrement au fil du temps). C'est leur propre, c'est l'avantage de leur richesse : elle invite à toutes des saisies, de visions, à toutes les expériences possibles. La leur en est une, plus hardie peut-être dans son dessein, on la dira à la fois stimulante et discutable. ●

Deep, deep down est à voir au Mudam jusqu'au 18 février 2024

DANSE

Confrontation avec les racines

Pour le spectacle *Vlaemsch (chez moi)*, le chorégraphe Sidi Larbi Cherkaoui, le plasticien Hans Op de Beeck, le musicien Floris De Rycker (de l'ensemble Ratas Del Viejo Mundo) et le créateur de mode Jan Jan Van Essche se sont associés pour explorer la singularité de leur origine flamande commune dans leur signature artistique.

Datée de 2022, cette création est aussi un adieu du chorégraphe à Anvers où il est né. De mère flamande et de père marocain, Cherkaoui a été de 2015 à 2022 à la tête du ballet des Flandres avant de remplacer Philippe Cohen, au Grand Théâtre Genève.

À l'image de ses précédentes créations, il s'agit ici de créer des ponts entre les cultures et une communauté interculturelle au langage chorégraphique singulier et libre de s'exprimer. Quatorze danseurs et danseuses expérimentés de nationalités diverses, des musiciens spécialistes de leurs traditions musicales mais à l'affût de valorisations croisées et d'influences, évoluent pendant cent minutes sans relâche avec brio.

Dans le premier tableau, nous sommes plongés dans le brouillard puis dans un clair-obscur, référence évidente à l'histoire de l'art et à la Flandre de la Renaissance, grand centre artistique d'échanges avec les cours de toute l'Europe. Des costumes en matières « nobles » fluides en noir et blanc, des sculptures de Hans Op de Beeck – artiste qui a été exposé au Fëschmaart en collaboration avec Erwin Olaf pour leur *Inspired by Steichen* – la scène est dans des tons gris cérusés avec des formes en bois qui évoluent selon la nécessité de la chorégraphie et l'évocation des temporalités du passé, présent et futur.

Sur la droite, un grand livre ouvert et un gigantesque crâne, tel un Memento mori pour nous rappeler que nous ne sommes points éternels, la sculpture *Vanitas XL*. Dans cette scénographie inspirée du thème des vanités dans la peinture flamande, les quatre artistes jettent un pont entre peinture, musique, architecture et costume, le mouvement de la danse intégrant alternativement le pinceau comme partenaire ou le cadre sans toile du peintre.

Le cadre comme tunnel de notre représentation de la réalité avec l'exploration intéressante de ces notions dans un passage remarqué : les danseurs devant trouver des solutions corporelles ou finalement intellectuelles pour passer dans des cadres de plus en plus étroits. Du devoir de souplesse extrême pour certains à l'agilité de l'évitement de l'épreuve pour d'autres, en écartant de la main le cadre, difficile de ne pas y voir une métaphore de la perception des contraintes rencontrées dans notre quotidien....

Toujours très présente, la pensée de Noam Chomsky revient comme un trait

d'union dans l'œuvre de Cherkaoui. Le créateur réitère l'urgence de la remise en question régulière de la pensée eu égard au flux d'information auquel nous nous trouvons exposé et la nécessité de l'indépendance intellectuelle et l'ouverture aux autres au risque de devenir l'expression d'une forme de pensée moraliste voire obsolète sur certains aspects.

Vlaemsch (Chez Moi) : quatre artistes flamands pour trois temporalités dans la « grey zone »

En moins d'une décennie, l'addiction aux réseaux sociaux n'est plus à démontrer ni même ses conséquences sur le rapport avec son corps ou avec l'intimité... Cherkaoui, interroge la dimension d'une culture à la rencontre d'autres et les contours de la liberté d'appropriation et d'expression interculturelles. Il se sert de nombreuses références sur la place de l'église en Flandre, le scoutisme, le nationalisme, le patrimoine musical de Jacques Brel (*Marieke*) ou de Wannes Van De Velde (*De Flamingant ne me traitez*)...

Plusieurs petits discours en guise de fil conducteur de la pensée du chorégraphe et une kyrielle de tableaux de groupes (danse escrime avec pinceau – avec les cadres) alternant avec des solos, les uns plus époustoufflants que les autres (Pau Aran Gimeno, en Jésus, la mariée etc...).

Un travail d'orfèvre du corps et des techniques variées lesquelles renvoient à l'expression libre de chacun et à la possibilité du vivre ensemble au sein d'une société interculturelle et fluide. Un postulat collectif des artistes qui revendiquent pour le futur qu'être flamand c'est un état dynamique, l'inverse de l'état statique, de l'isolement. ● Emmanuelle Ragot



L'art flamand à encadrer

BINGE WATCHING

Beschleunigung

Marc Trappendreher



Ansel Elgort (rechts) als Reporter Jake Adelstein

Dass Kino und Fernsehen nicht zwangsläufig gegensätzlich für die Produktion von hoch- und minderwertigen Inhalten stehen, ist mit dem Aufkommen der sogenannten High-Quality-Serien, angeführt vom amerikanischen Pay-TV-Sender HBO, hinlänglich bekannt. Michael Mann ist ein Regisseur, der die Vorzüge beider Medien und ihrer jeweiligen Erzählweisen seit den Achtzigerjahren auslotet und regelmäßig zwischen Kino- und Fernsehproduktionen hin-

und herwechselt. Acht Jahre nach seinem letzten Kinofilm *Blackhat* (2014) kehrt er zunächst mit *Tokyo Vice* auf den kleinen Bildschirm zurück, bevor *Ferrari* Ende des Jahres Manns Rückkehr auf die Kinoleinwand markieren soll.

Tokyo Vice basiert auf dem gleichnamigen Roman des amerikanischen Reporters Jake Adelstein von 2009 – einem Bestseller, der nun unter der Produktionsleitung von Michael Mann und

J.T. Rogers als Serie adaptiert wurde. Darin begleiten wir den jungen Reporter Adelstein (Ansel Elgort), der Ende der Neunzigerjahre nach Japan reist, um für eine renommierte Zeitung zu arbeiten, ein eigentlich waghalsiges Unterfangen. Bevor er den Job bekommt, muss er sich erst einmal bewähren, Sprach- und Kulturkenntnisse unter Beweis stellen. Zunächst wird er der Abteilung der „Police Beat“ zugeteilt; er soll über kleinere Verbrechen berichten, doch seine Eigeninitia-

tive trifft bei den japanischen Kollegen eher auf Unmut. Adelsteins engagierte Recherchen auf eigene Faust lassen ihn alsbald Verbindungen in einer mysteriösen Mordserie erkennen, die bis in die Yakuza, die größte Mafia-Organisation Japans, reichen. Unterstützung erhält er dabei von dem mürrischen Polizeermittler Hiroto Katagiri (Ken Watanabe). Zu Beginn strukturiert sich deren Beziehung dramaturgisch an dem klassischen Motiv des Informationsaustauschs in einem Thriller. Im Kontext der journalistischen Aufdeckungsarbeit erhält das freilich einen noch größeren Bedeutungsraum: Wer weiß wann was von wem? Bald jedoch erwächst zwischen Katagiri und Adelstein eine Vater-Sohn-Beziehung, die im Verhältnis zwischen dem Mafia-Oberhaupt Kume und seinem Handlager Sato (Shō Kasamatsu) als Kehrseite gespiegelt ist.

Seinen dramaturgischen Kern trifft *Tokyo Vice* mit der Einführung der zwielichtigen Gastgeberin eines angesagten Nachtclubs, Samantha (Rachel Keller), deren angriffslustige Haltung mehr eine Schutzhülle für den inneren Schmerz ist. Adelstein und Sato verlieben sich in sie. Ein Dreiecksgeflecht bildet sich aus, das in einem Prozess der jeweiligen Spiegelung des einen im anderen die Verlorenheit aller drei Figuren offenkundig macht. Verdrängung, Verletzlichkeit, Angst treiben diese Gestrandeten um. Sie treffen aufeinander in diesem unmittelbaren Hier und Jetzt. Und freilich wäre diese bemerkenswerte Serie nicht von Michael Mann mitverantwortet, würde sie nicht den Blick freigeben auf das große Ganze: In seinen stärksten Momenten schimmert in *Tokyo Vice* etwas durch, eine Ahnung von den Folgen

Die Serie Tokyo Vice von Michael Mann glaubt an die befreiende Kraft der Presse

des in den Neunzigerjahren rasant einsetzenden Spätkapitalismus – wo Informationen und letztlich auch Menschen in einer Sphäre des konstanten Zeitdrucks wie Waren zirkulieren, beliebig gesetzt, beliebig austauschbar. Besonderes Augenmerk legt *Tokyo Vice* mithin auf das Erleben „vorangetriebener Zeit“. Dies geschieht durch eine überaus betonte Formsprache; eine hohe Schnittdichte, ein pulsierender Klangteppich aus Synthesizer-Beats bestätigen eine beständige Form des Sterbens der Zeit, nicht durch deren Stilllegung – wie Gilles Deleuze sie formulierte –, sondern durch deren Beschleunigung. Auf einer Optimistischer gesehen, überwiegt da der Umstand, dass *Tokyo Vice* wieder an die engagiert-investigative, ja befreiende Kraft der Presse glaubt, war Michael Manns *Insider* (1999) doch ein sehr desillusionierter Blick auf die aufklärerische Recherche. Am Ende bleibt indes dort wie hier die ernüchternde Erkenntnis für eine allumfassende existenzielle Anspannung und für den Preis eines nicht gelebtes Lebens. ●

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte

Type de marché : Travaux

Ouverture le 28.07.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg

Intitulé : Lot sanitaire, chauffage & ventilation.

Description : – Exécution des travaux d'installations sanitaires, chauffage et ventilation de 3 immeubles résidentiels à Olm.

Conditions d'obtention du dossier de soumission : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.

Réception des offres : Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures

Date de publication de l'avis 2301436 sur www.marches-publics.lu : 05.07.2023

Modalités d'ouverture des offres :

Date : 29.08.2023
Heure : 10.00 heures

Lieu :

Administration des ponts et chaussées
– Division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic (Bâtiment CITA)
21 rue du Chemin de Fer
L-8057 Bertrange

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
ELA3 Élargissement autoroute A3 CITA – phase 7.1 Lot SEPO-SSVT.

Description succincte du marché :

L'appel d'offre du lot Système Équipements Portiques (SEPO) et Système de Signalisation Variable Trafic (SSVT) du projet ELA3 phase 7.1 comprend principalement les points suivants :

- Fourniture, pose et fixation des portiques, haut-mâts et potences ;
- Fourniture, pose et raccordement des panneaux de signalisation variables Full Matrix et Full Color (FMFC) ;
- Fourniture, pose et raccordement des câbles d'alimentation et de communication ;
- Fourniture et pose de la signalisation fixe verticale.

Début prévisible des travaux : 1^{er} semestre 2023 ;
Durée prévisible : 355 jours

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être téléchargés sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). Les offres établies sur des bordereaux qui n'ont pas été téléchargés directement sur le site

ne seront pas prises en considération. Il ne sera pas procédé à des envois de bordereaux sur papier.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :

L'attribution du marché se fera sur base du meilleur rapport qualité/prix, qui est évalué sur base de critères d'attribution comprenant les aspects qualitatifs, environnementaux et sociaux [loi article 35, (2) c)] énumérés au présent dossier de soumission (fascicule 1 et 2) conformément à l'article 35 (5) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics (telle qu'elle a été modifiée).

Sur demande du pouvoir adjudicateur l'entrepreneur fournira un échantillon opérationnel équivalent aux équipements offerts dans ce marché (panneaux FMFC) d'une surface d'au moins 1 m² endéans 14 jours.

Conditions de participation :

- Effectif minimum en personnel de l'opérateur économique occupé dans le métier concerné : 45 personnes pendant les trois (3) dernières années.
- Chiffre d'affaires annuel minimum : – Dans le métier concernant « Travaux de charpente métallique, passerelles, portiques ou ponts » pour les trois (3) derniers exercices légalement disponibles : 5 000 000,00 euros ;
- Dans le métier concerné « Panneaux à messages variables de technologies Full Matrix Full Color » pour les trois (3) derniers exercices légalement disponibles : 2 000 000,00 euros ;
- Nombre minimal de 2 références pour des projets analogues et de

même nature durant les cinq (5) dernières années ;

- Envergure travaux 500 000,00 euros hTVA, pour une nature de travaux « Travaux de charpente métallique, passerelles, portiques ou ponts » ;
- Envergure travaux 400 000,00 euros hTVA, pour une nature des travaux « Panneaux à messages variables de technologies Full Matrix Full Color ».

Ces références doivent être appuyées de certificats de bonne exécution indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Les opérateurs économiques, dont la date d'établissement remonte à moins de cinq (5) ans, doivent fournir ces renseignements à partir de la date de leur établissement. Dans le contexte, où la (les) référence(s) présentée(s) par l'opérateur économique sont en cours de réalisation, une attestation d'exécution des prestations en cours délivrée par le maître d'ouvrage devra être présentée en lieu et place du certificat de bonne exécution.

Encadrement technique de l'entreprise :

- Ingénieur « en chef », avec comme formation soit grade d'Ingénieur diplômé, soit le grade d'ingénieur technicien ou d'ingénieur industriel avec au moins 5 ans d'expérience ;
- Responsable chantier, avec comme formation soit le grade d'Ingénieur diplômé, soit le grade d'ingénieur technicien ou d'ingénieur industriel avec au moins 5 années d'expérience, soit le grade de chef de chantier avec au moins 15 ans d'expérience.

Réception des offres :

Les offres portant l'inscription « ELA3 Élargissement autoroute A3 CITA – phase 7.1 Lot SEPO-SSVT » sont à remettre conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics en vigueur avant les dates et heures fixées pour l'ouverture via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu)

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
30.06.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301425 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte

Type de marché : Travaux

Ouverture le 28.07.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg

Intitulé : Lot sanitaire, chauffage & ventilation.

Description : L'exécution des travaux d'installations sanitaires, chauffage et ventilation de 17 maisons unifamiliales à Olm.

Lot 1 : Intitulé : Lot A – 10 maisons unifamiliales.

– Description succincte : Travaux d'installations sanitaires, chauffage et ventilation.

Lot 2 : Intitulé : Lot B – 7 maisons unifamiliales.

– Description succincte : Travaux

d'Letzeburger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spelin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzeburger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression offset** Mediahuis Luxembourg S.A. **Prix par numéro** 5,00 € **Abonnement annuel** 180,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000 **www.land.lu**



Giovanni Di Legami a gagné son pari de réaliser un long-métrage avant ses trente ans



Portrait

Le cinéma coûte que coûte

Godfrey Gordet

Encadré par One Art, premier agent d'artistes au Luxembourg, Giovanni Di Legami est auteur, cinéaste, diplômé d'écoles d'art, et artiste acharné, au discours théorique pointu. Se décrivant « réalisateur et scénariste de fiction », il vient de cocher une case sur sa *bucket list* : Réaliser un premier long-métrage avant ses trente ans. *Idem*, le film qui découle de cette idée folle, est franchement bon, aspirant toutes les considérations du réalisateur français, entre recherche cinématographique sur la perception et la conscience, dans une narration guidée par des concepts philosophiques et l'exploration de la psyché, pour un film abstrait, psychologique, et mythologique, régie par une esthétique moderne, éthérée, et clipsque. Alors que son film va rencontrer son public – le 7 juillet à l'Arche de Villerupt – Giovanni Di Legami souhaite faire de ce premier long-métrage une carte de visite pour, dans le futur, faire exulter son cinéma poétique, sans mièvreries, par le biais de nouveaux projets, tout aussi ambitieux et purs, les qualités que son film *Idem* porte. Rencontre avec l'une des crèmes du cinéma frontalier, qui a tout récemment franchi la démarcation franco-luxembourgeoise pour, qui sait, un de ces jours compléter les rangs d'une industrie cinématographique grand-ducale.

Pour Giovanni Di Legami le cinéma est venu très progressivement, « je faisais des bandes dessinées, je racontais des histoires, j'étais un enfant assez solitaire qui inventer ses trucs ». À treize ans, avec un ami, ils trouvent un vieil appareil photo et commencent à réaliser des sketches et court-métrages de plus en plus élaborés, pour ne jamais arrêter de se tester sur ce médium. « J'habitais en Guadeloupe, et là j'ai commencé à faire des clips pour des rappeurs du coin, la vidéo a toujours fait partie de ma pratique artistique ».

Il rentre aux Beaux-Arts grâce à un court-métrage qu'il avait réalisé au lycée, et se spécialise dans la vidéo pour mieux déconstruire le médium et ensuite se recentrer vers le cinéma : « J'ai eu une espèce d'explosion expérimentale qui m'a notamment amené jusqu'à mon film court *Transcept (cavernes)*. Par après, je me suis à nouveau ouvert pour toucher un public plus large. Là est la différence entre cinéma et art contemporain, on s'adresse à tout le monde, c'est un langage universel ».

Il en vient alors à se focaliser sur le cinéma de la volonté de vouloir offrir une expérience totale au public, « le cinéma m'intéressait parce que j'y trouvais un moyen à la fois de créer l'œuvre, mais aussi le contexte de l'œuvre, comme une mini simulation, une mini matrice dans laquelle tu peux vraiment plonger le spectateur ». Alors qu'il est étudiant aux Beaux-Arts, il songe déjà à offrir des expériences aux spectateurs, « le milieu de l'art contemporain et de la galerie, me paraissait limitant ».

Alors qu'il se revendique cinéaste indépendant, Giovanni n'a pas choisi de se former dans une école de cinéma. Il est à cette époque plus attiré par Yves Klein et Marcel Duchamp que par Spielberg et Kubrick, qu'il découvre par la suite. Ce qu'il considère aujourd'hui comme un choix payant. « Les idées dans l'art contemporain et l'art moderne me passionnaient et me passionnent toujours. Aux Beaux-Arts j'ai été porté intellectuellement par des professeurs tel que Vincent Vicario de l'Ensad Nancy, et pour la technique, je me considère comme autodidacte. Je suis finalement heureux de ne pas m'être enfermé dans des carcans techniques, d'avoir vraiment appris des choses par nécessité, pour tenter d'aller au bout d'une idée coûte que coûte ».

Cette façon de faire lui ôte toutes limites et déclinera son style. L'un de ses premiers films « sérieux » en témoigne. *Transcept (cavernes)* réalisé comme son projet de diplôme, sera sélectionné au Festival du Film Subversif de Metz, montrant les différentes facettes artistiques que le cinéaste a pu se construire sur son parcours académique. Arrivé en quatrième année aux Beaux-Arts de Nancy, il avait fait des expos, écrit des pièces de théâtre, réalisé des clips, des court-métrages, écrit des essais philosophiques... « Pendant longtemps on m'a mis des bâtons dans les roues du fait de cette 'multiplicité'. Mais j'ai eu un déclic, je me suis dit que tout ce que je faisais, pouvais me décrire en tant que personne et je me suis débarrassé ». Alors il développe cette théorie de « Transcept » selon les idées de Deleuze qui explique que la philosophie crée des concepts, l'art des percepts et la musique des affects. « J'avais envie de créer autre chose, ou alors une combinaison de ces trois choses. Je voulais ouvrir à quelque chose qui transcende le fait que l'être humain a une conscience limitée dans un univers infini... » *Transcept (cavernes)* est un film qui montre une version aboutie de sa pratique du cinéma, au sens large, après un parcours académique d'école d'art en école d'art.

Benedictus Anima, *L'Arche* et *L'Odyssée de Claude* sont trois courts-métrages qu'il réalise en 2016, au sortir des études, comme une boulimie créative. Il y décline l'identité fantastique et psychologique de son cinéma. En parallèle, depuis 2017, Giovanni s'installe dans le clip vidéo pour des artistes tels que Domino And The Ghosts, Jono McCleery, Melatonin, Troy Von Balthazar, ou The Nucleons Project, avec des styles de réalisation très variés. À l'image de réalisateurs tel Michel Gondry, qu'il admire beaucoup, le clip vidéo a été un passage obligé pour comprendre les rouages de le l'image cinématographique, trouver une sorte de labo pour expérimenter des choses...

« J'ai vidé mon compte en banque deux fois. La première pour acheter ma caméra et la dernière c'était pour *Idem*, mon premier long-métrage auto-produit ». D'un premier clip pour Nicolas Quirin, artiste de musique folk, Giovanni Di Legami travaille pour lui à quatre reprises, puis enchaîne près de 35 clips, tel un effet boule de neige. « Pour chaque clip on brainstormait avec les artistes et de ces discussions, je choisisais un réalisateur comme référence ». En « copiant » ses maîtres, le jeune réalisateur se fait la main et s'immerse dans de nombreux styles, « Chaque clip a été pour moi un laboratoire dans lequel je faisais tout, seul, du tournage au montage en passant par l'écriture ou la postproduction ». Et dans cette lignée s'intègrent d'autres projets filmiques tels que *Is This A Movie* et *Corpus*, réalisés dans le cadre de l'International Kino Loop, de Berlin, ou *La Ritournelle* et *Chips* réalisés dans le cadre du Nikon Film Festival, chacun d'eux dévoilant son goût à utiliser l'objet cinématographique pour décliner des mondes irréels voire absurdes. Et tout comme le clip vidéo, tous les formats sur lesquels il a pu s'essayer au fil des années ont constitué un immense réservoir de storytelling. « J'ai toujours cette volonté de raconter des histoires à chaque fois, parfois de manière détournée », un facteur clé, et un atout pour la réalisation plus tard de son premier long-métrage.

Après des mois d'écriture, 23 jours de tournage et un temps considérable de post-production, cette année, Giovanni Di Legami finalise *Idem*, son premier long-métrage écrit, réalisé et auto-produit, accompagné d'une équipe bénévole, dans

« J'ai vidé mon compte en banque deux fois : la première pour acheter une caméra, la deuxième pour produire mon long-métrage *Idem* »

Giovanni Di Legami

un cadre qui se veut pourtant tout aussi professionnel, voire au-delà de certaines productions subventionnées. Il voulait d'abord réaliser un biopic sur Yves Klein. Un projet titanique sur lequel il travaille encore aujourd'hui, dans l'espoir d'y arriver un jour. « Il y a quelques années, j'ai rencontré l'acteur Jérémie Lopes, de la Comédie-Française. Je voulais qu'il joue le rôle d'Yves Klein. Il était très emballé par le projet mais m'a expliqué que comme je n'avais rien fait de conséquent à part des clips et des court-métrages, le risque était qu'un producteur me vole l'idée ». Cette mise en garde lui donne l'impulsion de se lancer dans la réalisation de *Idem*.

À l'origine pièce de théâtre qui raconte l'histoire d'un couple de leur rencontre jusqu'à leur séparation, « à l'échelle d'une vie », *Idem* reprend les bases de l'œuvre dramaturgique pour devenir un film, réalisé avec trois fois rien. « J'ai tout de suite sur que je ne voulais pas compter sur des subventions. J'ai fait l'expérience de demandes sur d'autres projets, je ne pouvais pas me permettre de faire ce film de manière traditionnelle, sinon je ne l'aurais pas fait ». Giovanni Di Legami sollicite donc son réseau et rassemble une équipe de six personnes : Jean Yann Verton et Roxane Colson, dans les rôles de l'Hydre et de la Gorgone, Time Bulliard en tant que directeur de la photographie, Léa Guyodo comme assistante caméra, Hugo Alaime au son, et Juliette Machu en tant que scripte. « L'ambition était d'essayer de raconter une histoire en 90 minutes, avec une petite équipe, dans des décors naturels, et avec passion. À la fin du tournage quand j'ai commencé à monter une

première version, je me suis dit que le pari était rempli, le film fonctionnait en tous points ».

En résumé, l'Hydre et la Gorgone, les deux protagonistes du film, sont tous deux socialement inadaptés. *Idem* narre pendant 1h29, « leur fuite en avant à la recherche d'une vérité plus profonde, loin de la société ». Par ce premier film, Giovanni Di Legami aborde la façon dont notre psychologie affecte notre rapport au monde, par le prisme d'un personnage souffrant de dépersonnalisation – sensation de vivre dans un rêve – qui perturbe son rapport aux autres. Certains maux qu'il tenait à aborder et mettre en film : « Je souffre moi-même de dépersonnalisation depuis mon adolescence. On ne parle pas assez de santé mentale en général, alors qu'il s'y trouve les maux de notre siècle ». Dans ce premier film, Giovanni Di Legami place bien d'autres thématiques gravitant autour de la souffrance qu'implique la dépersonnalisation, une manière de trouver un terrain filmique poussant au rêve, à l'irréel. « J'offre une version exagérée de la chose, c'est une espèce de retour à mes expérimentation symbolistes des Beaux-Arts. C'est comme un prétexte pour ramener le spectateur à cette dimension esthétique là ».

Outre les six jeunes diplômés d'école de cinéma qui l'accompagnent, l'icône Denis Lavant lui offre amicalement son aide. Puis, le musicien britannique Jono McCleery lui accorde un accès à l'ensemble de sa discographie sur laquelle Giovanni Di Legami a conçu l'entièreté de la bande originale de son film. Sur *Idem* certaines scènes ont naturellement germé à l'écoute de ses chansons. « Je suis fan de Jono depuis son premier album. Lorsqu'on s'est rencontré par hasard en 2017, alors qu'il m'autorisait à clipper l'un de ses titres, une connexion s'est faite. Par la suite, j'ai fait six clips pour lui, des live session, et j'ai filmé son mariage... C'est ce genre d'histoire un peu magique ».

À l'écriture de *Idem*, ça a été comme une évidence pour le réalisateur, « je lui ai demandé si je pouvais utiliser sa musique en échange de la réalisation d'un clip avec les images du film. Il a accepté... » Le clip du titre *Call Me* de Jono McCleery sort donc il y a deux ans, comme un signe de ce qui suivra. Giovanni Di Legami écrit son film avec la discographie de McCleery dans les oreilles et formule certaines scènes comme des clips rythmés par la prose du chanteur et compositeur, mais il va encore plus loin en intégrant les paroles au plus profond de son histoire. « La voix off du podcast que l'Hydre écoute au début du film est faite par Jono et rappelle les paroles de la chanson qui vient juste après. L'idée est de d'infiltrer là un indice pour dire aux spectateurs d'écouter les paroles, sorte d'éclairage sur la vie intérieure du personnage principal. »

Logiquement donc, cette « romance philosophique », prend une tournure profondément poétique, où on autorise le spectateur à se perdre et ce jusque dans un ciné-concert dirigé par Jono McCleery lui-même, pour la première du film, le 7 juillet, à l'Arche de Villerupt. Sous l'atmosphère enivrante de la musique de McCleery, et les images éthérées du film de Di Legami, *Idem* trouve un cadre de diffusion hors du commun, synonyme de ce projet lui-même hors du commun. « C'est pour moi, absolument incroyable... Un artiste tel que Jono qui vient jouer ses propres chansons, logées dans un film, pour un ciné-concert avec son groupe, c'est un événement qui n'aura peut-être lieu qu'une seule fois... » ●

La place des très grands hommes

Cyril B.



Sven Becker

Il vaut mieux être grand pour assister aux concerts

Parmi d'autres plaisirs, l'été est synonyme de festivals musicaux en tous genres et de concerts à répétition. S'entasser dans la fournaise, un gobelet en plastique plein de mousse tiède à la main, ne peut vraiment prétendre au titre de dixième cercle de l'enfer que lorsqu'un grand gaillard de 2 mètres 20, coiffé d'une casquette négligemment posée au-dessus de son occiput, vous aura empê-

ché de voir autre chose que sa nuque et son dos. Certes, l'arrière des T-shirts de rock est souvent rempli d'inscriptions, sans doute pour cette raison, mais 144 euros c'est un peu cher pour une expérience consistant à admirer des omoplates, sentir les aisselles de ses voisins, et seulement écouter Robbie Williams.

Avec des places qui frôlent ou dépassent les cent euros, on n'est plus vraiment à quelques billets près et l'on constate ainsi depuis quelques années l'essor de la pratique consistant à demander au public de déboursier un peu plus, afin de disposer du privilège de ne pas compter sur les smartphones tenus à bout de bras par les rangs de devant pour apercevoir la scène. Mais si le tarif « early access » garantit une place dans les premiers rangs, tout le monde ne souhaite pas être si proche du cœur du réacteur, les oreilles à moins de dix mètres d'enceintes conçues pour être entendues de l'autre côté d'un terrain de football, au milieu de fans déchainés. Le pire, c'est que cette solution vous met à une distance de la buvette qui ne se compte pas en mètres, mais en pieds écrasés, en « sorry / pardon / entschuldigung », et en coups d'épaules qui sont autant de risques de tester les vertus rafraichissantes de la boisson par aspersion sur l'ensemble du corps plutôt que par ingestion dans l'œsophage...

De toute façon, et de manière assez contre intuitive, l'expérience montre que ce n'est pas en se rapprochant de la scène, mais plutôt en s'en éloignant, et en laissant quelques mètres vides devant soi, que la visibilité s'améliore. Jusqu'à une certaine limite, bien sûr, l'arrière du camion Luxburger ou le vestiaire de l'Atelier n'étant pas le spot idéal pour profiter d'un solo de guitare. En évoquant l'Atelier, justement, comment ne pas avoir

une pensée pleine de gratitude pour cette salle dont la passerelle métallique a sauvé de nombreuses personnes qui ne souhaitaient pas porter des semelles compensées de douze centimètres pour voir un concert ! Il n'est pas question de s'attendre à assister à un concert de rock dans les conditions de confort du grand auditorium de la Philharmonie, certes, mais simplement de réunir les conditions pour passer un moment agréable.

Dans ma jeunesse, il n'était pas rare de croiser des descendants de vikings, voire de dieux vikings, dans le public des métalleux. Mais aujourd'hui ce sont tous les genres musicaux qui sont désormais touchés, alors que je n'ai pas l'impression d'avoir particulièrement rétréci. Que font tous ces sosies de Dwayne Johnson, Michael Phelps et Victor Wembanyama dans le public de la grande région ? Après les générations X, Y et Z, on a droit à la catégorie XXL. Voici une bonne raison de plus pour soutenir les « veggie Mondays » dans les cantines du pays : arrêter de donner de la viande aux enfants ! Autre solution : il faut généraliser la règle du « les petits devant, les grands derrière », qui guide le placement dans les photos des classes et des équipes de sport. Elle devrait s'appliquer tant que le public n'aura pas adopté l'autre possibilité, heureusement prisee par une majorité des adeptes de certains concerts en plein-air, organisés sur un terrain couvert d'herbe et non sur un parking en asphalte : s'asseoir sur une couverture étalée par terre. Avantage non négligeable, cela permet d'apporter une glacière pleine de victuailles. En combinant ainsi les plaisirs de la culture avec ceux de la gastronomie et de la convivialité, on s'assure ainsi d'une égalité parfaite entre petits et grands : tout le monde regarde son assiette et ses amis, et ne prête plus qu'une attention toute relative à ce qui se passe sur scène...●

Stil

L'ENDROIT



Kantin

Petit à petit, la friche Neischmelz de Dudelange prend vie. On est encore loin d'y voir les premiers habitants, mais l'activité commerciale y trouve sa place. L'ancien hall de réparation des locomotives accueille Kantin, un espace qui

comprend la microbrasserie de Twisted Cat, un restaurant et de la place pour des concerts et événements. La bande des Mama's Boys ouvre ici sa neuvième adresse avec une diversification hors de Luxembourg-Ville qui se confirme après La Familia à Grevenmacher et l'Urban à Wasserbillig. Ils ont remporté l'appel d'offres de la Ville de Dudelange qui tenait à cette multifonctionnalité. L'outil brassicole est particulièrement développé, avec des techniques modernes pour économiser l'eau et la chaleur. D'autres brasseurs, y compris et surtout amateurs, auront la possibilité de venir y créer leur bière. L'esprit *brew pub* est bien au rendez-vous avec une vingtaine de bières et quelques cidres servis à la pompe (photo : fc). Côté cuisine, on valorise aussi cette culture houblonnée avec les levures de la brasserie

dans la pâte des tartes flambées ou une panure au malt sur le cordon bleu. Les spare ribs sont marinés dans le Lët'z Kola pour rester dans le local. La carte jongle entre les entrées levantines (comme au Bazaar : hummus, kefta, chou-fleur), les burgers (comme à l'Urban), de belles salades et de solides plats (dont un fish & chips à l'IPA très recommandable). Pour pinailler, on aurait aimé des frites fraîches et une mayonnaise maison. fc

L'OBJET

Bougies AnäsA

À côté des grandes marques internationales, des petites niches artisanales se créent

dans l'univers des bougies parfumées. Deux sœurs ont ainsi lancé AnäsA Collection au Luxembourg avec la volonté de créer des bougies de haute qualité, respectueuses de l'environnement et d'origine éthique. Par exemple, une cire



de soja remplace la paraffine et les huiles de parfum sont d'origine naturelles. Plusieurs gammes ont été développées dans l'atelier familial, apportant chacune des parfums différents pour des sensations différentes. Under the Fig Tree (photo) amène les senteurs douces et terreuses de la figue, relevées par des touches de basilic ou de menthe. Eros Pathos mélange la rose délicate, le patchouli sensuel et la vanille gourmande. Hera Blossom s'oriente vers la fleur d'oranger, l'ambre et le monoï. Chacune existe en trois tailles avec des verres colorés qui correspondent aux bienfaits supposés des fragrances, apaisante, stimulante ou purifiante. Il en coûte 85 euros pour les plus petites tailles, mais cinquante heures de lumière et d'odeur sont promises. fc

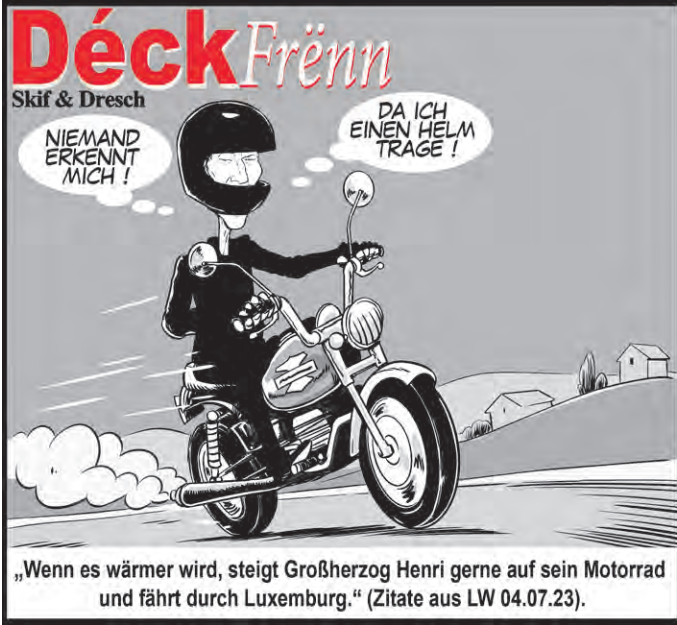
LE SPORT

Ultimate frisbee

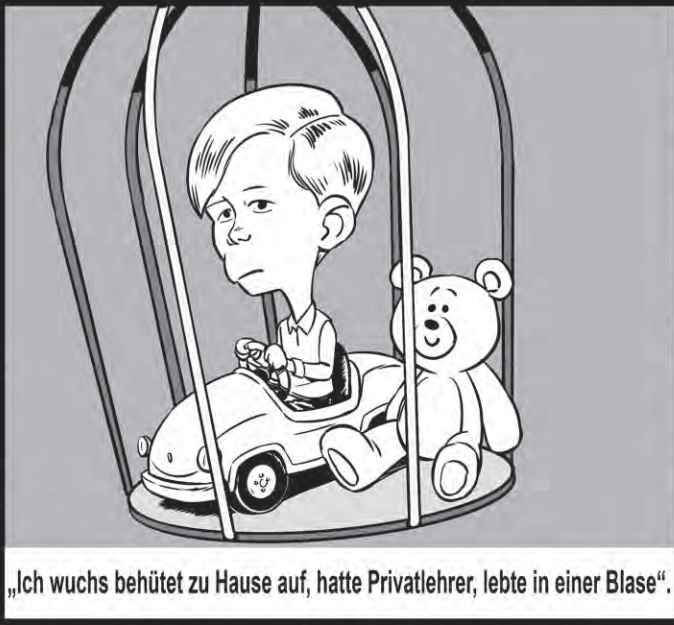
Chacun connaît le frisbee, ce disque souple qu'on se lance entre amis sur la plage ou dans les parcs. Mais l'ultimate frisbee, sa version sportive, est moins connue. Le club Ultimate Delux a pourtant été créé en 2006 à Luxembourg. Ce sport se pratique sur terrain en herbe dans sa version extérieur (à sept contre sept), mais peut aussi se pratiquer cinq contre cinq à l'intérieur sur un terrain de handball. Le but est de marquer des points en progressant sur le terrain par des passes vers la zone d'en-but adverse et d'y rattraper le disque, un peu comme au rugby. Particularité des compétitions : il n'y a pas d'arbitre, les décisions se



prennent collégialement. Cette pratique demande à la fois de l'endurance et de la rapidité ainsi qu'une bonne notion de l'espace et de l'équilibre. L'équipe Ultimate Delux compte environ 35 personnes de différentes nationalités et joue en mixte. Ce week-end, le Grand Disc de Luxembourg, quatrième tournoi international, aura lieu au Stade Henri Funck de Neudorf. Des équipes du Benelux et de plus loin en Europe sont attendues. fc



„Wenn es wärmer wird, steigt Großherzog Henri gerne auf sein Motorrad und fährt durch Luxemburg.“ (Zitate aus LW 04.07.23).



„Ich wuchs behütet zu Hause auf, hatte Privatlehrer, lebte in einer Blase“.



„Minister oder Premierminister besuchen mich regelmäßig. (...) aber ich kann Ihnen sagen, dass oft viel geredet wird. Ich sage kein Wort, nicke nur.“



„Wir müssen als Volk mehr riskieren, mehr erfinden, mehr Abenteuer wagen. Denn wir sind in den letzten Jahren zu bequem geworden. Fast wie verwöhnte Kinder.“